

N° 4733

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2000-2001

PROJET DE LOI

portant règlement des comptes généraux de l'exercice 1998

* * *

*(Dépôt: le 6.12.2000)***SOMMAIRE:**

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (30.11.2000)	1
2) Exposé des motifs.....	2
3) Texte du projet de loi	3
– Annexes 1 à 5	5
– Annexe 6: Rapport de la Cour des Comptes sur les comptes généraux de l'Etat de l'exercice budgétaire 1998.....	54

*

ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre du Trésor et du Budget et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Article unique.– Notre Ministre du Trésor et du Budget présentera en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi portant règlement des comptes généraux de l'exercice 1998.

Palais de Luxembourg, le 30 novembre 2000

Le Ministre du Trésor et du Budget,

Luc FRIEDEN

HENRI

*

EXPOSE DES MOTIFS

Le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 1998 a fait l'objet de la loi du 22 décembre 1997.

L'exercice budgétaire 1998 a commencé le 1er janvier 1998 et a fini le 31 décembre 1998; il a été définitivement clôturé le 30 avril 1999. Les paiements ont été effectués jusqu'au 31 mai 1999 (article 41 de la loi du 27.7.1936 concernant la comptabilité de l'Etat) et les pièces acquittées ont été versées au service de la Trésorerie de l'Etat jusqu'au 30 juin 1999 (article 49 de l'arrêté grand-ducal du 21.2.1936 portant règlement sur la comptabilité de l'Etat).

La balance des comptes généraux de l'exercice 1998 s'établit comme suit:

A – Recettes et dépenses ordinaires et extraordinaires

I – Recettes effectives	190.643.126.550 F
II – Dépenses effectives	<u>188.613.119.564 F</u>
III – Excédent de recettes	2.030.006.986 F
IV – Excédent de recettes reporté à la fin de l'exercice 1997	13.328.284.543 F
V – Excédent de recettes reporté à la fin de l'exercice 1998	15.358.291.529 F

B – Recettes et dépenses pour ordre

I – Recettes pour ordre	85.638.202.331 F
II – Dépenses pour ordre	85.536.311.687 F

C – Recettes et dépenses sur les fonds spéciaux et fonds déposés

I – Recettes (y compris une somme de 60.498.713.723 F restée disponible à la clôture de l'exercice 1997)	113.447.647.971 F
II – Dépenses	<u>40.522.848.654 F</u>
III – Excédent de recettes à la clôture de l'exercice 1998	72.924.799.317 F

Sont annexés à ce projet de loi, en dehors de la brochure reproduisant les chiffres détaillés du compte général de l'exercice 1998:

1. un tableau synoptique comparant les chiffres globaux du projet de budget, du budget voté, du budget définitif et du compte général de 1998 (*annexe 1*);
2. un commentaire concernant les différences existant entre le budget voté, le budget définitif et le compte général de 1998 (*annexe 2*);
3. quatre tableaux comparant, pour les années 1995 à 1998, les dépenses ordinaires ainsi que les recettes fiscales et parafiscales au produit intérieur brut (P.I.B.) à prix courants (tableaux 1 et 2) et au revenu national brut (R.N.B.) à prix courants (tableaux 3 et 4) (*annexe 3*);
4. le relevé des dépassements de crédits non limitatifs effectués au budget de 1998 (*annexe 4*);
5. le relevé des transferts de crédit opérés au budget de 1998 (*annexe 5*);
6. le rapport de la Cour des Comptes du 20 novembre 2000 au sujet du compte général de l'exercice 1998 (*annexe 6*).

TEXTE DU PROJET DE LOI

Article 1er.– Le compte général des recettes et des dépenses effectuées sur les fonds ordinaires et extraordinaires de l'Etat ainsi que sur les fonds pour ordre pendant l'exercice 1998 annexé à la présente loi, est arrêté comme suit:

A – Recettes et dépenses ordinaires et extraordinaires

I – Recettes effectives	190.643.126.550 F
II – Dépenses effectives	188.613.119.564 F
III – Excédent de recettes	2.030.006.986 F

B – Recettes et dépenses pour ordre

I – Recettes pour ordre	85.638.202.331 F
II – Dépenses pour ordre	85.536.311.687 F

Article 2.– L'excédent de recettes, à la fin de l'exercice 1998, des fonds spéciaux et fonds déposés, suivant le compte annexé à la présente loi, est arrêté comme suit:

I – Fonds de tiers

Successions en déshérence non encore acquises à l'Etat	123.922 F
Consignations faites par des étrangers	17.527.044 F
Consignations judiciaires	813.988.202 F
Postes – fonds pour mandats	17.500.198.407 F
Totaux I	18.331.837.575 F

II – Fonds des communes

Fonds de dépenses communales	– 200.437.294 F
Fonds communal de péréquation conjoncturale	1.452.156.906 F
Fonds spécial pour la construction d'une conduite d'eau intercommunale dans les Ardennes	0 F
Totaux II	1.251.719.612 F

III – Fonds de l'Etat

Fonds spécial pour le service de la dette publique	13.148.600.707 F
Fonds spécial de la chasse	2.729.682 F
Fonds spécial de la pêche	12.922.160 F
Fonds de crise	876.000.000 F
Fonds pour la protection de l'environnement	4.283.859.292 F
Fonds spécial de repeuplement des chasses	14.555.433 F
Fonds d'investissements publics administratifs	4.388.504.064 F
Fonds d'investissements publics scolaires	7.259.604.077 F
Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux	3.435.357.160 F
Fonds d'orientation économique et sociale pour l'agriculture	560.459.149 F
Fonds d'équipement sportif national	112.585.000 F

Fonds des routes	4.339.670.808 F
Fonds du rail	3.566.987.010 F
Fonds pour les monuments historiques	350.925.077 F
Fonds pour la réforme communale	2.500.000 F
Fonds pour l'emploi	4.809.423.740 F
Fonds de la coopération au développement	1.218.831.690 F
Fonds spécial des eaux frontalières	47.823.557 F
Fonds des raccordements ferroviaires internationaux	1.448.520.000 F
Fonds pour la loi de garantie.....	<u>3.310.000.000 F</u>
Totaux III	53.341.242.130 F
soit un excédent de recettes de	72.924.799.317 F

*

ANNEXES

Annexe I

Exercice 1998

	Projet de budget	Budget voté	Budget définitif (= budget voté + lois modif. subséq.)	Compte général	Variations *)	
					en montants abs.	en %
Budget ordinaire						
Recettes	168.916.514.000	168.832.516.000	168.832.516.000	186.379.760.412	17.547.244.412	10,4
Dépenses	155.027.358.000	148.258.850.000	154.907.965.000	158.648.785.040	3.740.820.040	2,4
Excédents	13.889.156.000	20.573.666.000	13.924.551.000	27.730.975.372	13.806.424.372	—
Budget extraordinaire						
Recettes	1.250.040.000	1.478.040.000	1.478.040.000	4.263.366.138	2.785.326.138	188,4
Dépenses	15.389.455.000	14.989.746.000	15.505.405.000	29.964.334.524	14.458.929.524	93,3
Excédents	- 14.139.415.000	- 13.511.706.000	- 14.027.365.000	- 25.700.968.386	- 11.673.603.386	—
Budget total						
Recettes	170.166.554.000	170.310.556.000	170.310.556.000	190.643.126.550	20.332.570.550	11,9
Dépenses	170.416.813.000	163.248.596.000	170.413.370.000	188.613.119.564	18.199.749.564	10,7
Excédents	- 250.259.000	- 7.061.960.000	- 102.814.000	2.030.006.986	2.132.820.986	—

*) du compte général par rapport au budget définitif

Annexe 2

Le compte général de l'exercice 1998*(Extrait, mis à jour des pages 37* à 40* du Vol. 1 du projet de budget 2000)***1) Le compte provisoire de l'exercice 1998****I. La situation globale du compte général**

Le compte général de l'exercice 1998 se présente globalement comme suit par rapport au budget définitif pour le même exercice et au compte général de 1997:

	<i>Compte général 1997</i>	<i>Budget définitif 1998</i>	<i>Compte général 1998</i>	<i>Plus- ou moins-value*)</i>	<i>Variation (en %) **)</i>
Budget ordinaire					
Recettes	182.103,3	168.832,5	186.379,7	17.547,2	2,3
Dépenses	155.461,9	154.907,9	158.648,8	3.740,9	2,0
Excédents	26.641,4	13.924,6	27.730,9	13.806,3	–
Budget extraordinaire					
Recettes	29,0	1.478,0	4.263,4	2.785,4	14.586,2
Dépenses	21.395,8	15.505,4	29.964,3	14.458,9	40,0
Excédents	– 21.366,8	– 14.027,4	– 25.700,9	– 11.673,5	–
Budget Total					
Recettes	182.132,4	170.310,5	190.643,1	20.332,6	4,7
Dépenses	176.857,7	170.413,3	188.613,1	18.199,8	6,6
Excédents	5.274,7	– 102,8	2.030,0	2.132,8	–

Note: Les montants sont indiqués en millions de francs.

*) du compte général par rapport au budget définitif.

***) du compte général par rapport au compte général de l'exercice précédent.

II. Les principales plus-values ou moins-values de recettes

Le tableau ci-après montre l'origine des principales plus-values et moins-values de recettes ordinaires qui ont été réalisées au cours de l'exercice 1998:

Article 64	Libellé	Budget voté	Recettes effectives	Plus- ou moins-value
RECETTES ORDINAIRES				
Administration des contributions				
0.37.000	Impôt sur le revenu des collectivités	33.000,0	36.993,2	+ 3.993,2
0.37.010	Impôt sur le revenu des pers. physiques fixé par voie d'assiette.....	11.200,0	10.752,7	- 447,3
0.37.011	Impôt retenu sur les traitements et salaires	35.600,0	36.986,4	+ 1.386,4
0.37.021	Impôt sur la fortune	4.700,0	5.164,6	+ 464,6
2.10.010	Recettes diverses non ventilées.	120,0	677,2	+ 557,2
3.26.010	Intérêts de fonds en dépôt	2.400,0	3.193,5	+ 793,5
3.28.005	Redevances à payer par la S.E.S	1.600,0	2.109,0	+ 509,0
3.39.000	Participation aux bénéfices de la BNB	200,0	3.426,5	+ 3.226,5
Administration des douanes				
5.36.010	Part du Grand-Duché dans les recettes communes de l'union économique belgo-luxembourgeoise en matière de droits d'accise	19.750,0	21.025,0	+ 1.275,0
Administration de l'enregistrement				
6.36.032	Taxe d'abonnement sur les titres de sociétés	8.200,0	11.025,6	+ 2.825,6
6.36.050	Droits d'enregistrement	3.700,0	4.863,3	+ 1.163,3
RECETTES EXTRAORDINAIRES				
0.96.000	Produits d'emprunts nouveaux	1.000,0	-	- 1.000,0
1.58.030	Recettes en relation avec l'émission et le retrait de signes monétaires.....	-	3.963,6	+ 3.963,6
	Autres recettes ordinaires et extraordinaires	48.840,5	50.462,5	+ 1.622,0
	Total des recettes ordinaires	168.832,5	186.379,7	+ 17.547,2
	Total des recettes extraordinaires	1.478,0	4.263,4	+ 2.785,4
	Total des recettes	170.310,5	190.643,1	+ 20.332,6

Note: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions de francs.

Il ressort du tableau précédent que les recettes comptabilisées au titre de l'exercice 1998 se chiffrent globalement à 190,6 milliards de francs, soit une progression de respectivement 4,7% par rapport à l'exercice précédent et de 11,9% ou de 20,3 milliards par rapport aux prévisions budgétaires.

Les plus-values enregistrées pendant l'exercice 1998 proviennent pour l'essentiel de l'impôt sur le revenu des collectivités (+ 3,9 milliards), de la taxe d'abonnement sur les titres de société (+ 2,8 milliards), de l'impôt retenu sur les traitements et salaires (+ 1,4 milliard), de la part du Grand-Duché dans les recettes communes de l'U.E.B.L. en matière de droits de douane et d'accise (+ 1,3 milliard), des droits d'enregistrement (+ 1,2 milliard).

A cela s'ajoutent les recettes exceptionnelles provenant de la participation du Grand-Duché aux opérations de vente d'or de la Banque Nationale de Belgique (+ 3,2 milliards) et des recettes en relation avec l'émission et le retrait de signes monétaires (+ 3,9 milliards).

La croissance importante des recettes entre le budget voté de 1998 et le compte provisoire 1998 s'explique par deux faits marquants.

Il convient en premier lieu de relever que la croissance du PIB pour 1998 a sensiblement dépassé les prévisions faites par le STATEC et par la Commission de l'Union européenne au moment de la mise au point du budget de cet exercice. Alors que les prévisions pour le budget de 1998 tablaient sur une croissance du PIB (version SEC) de 6,1%, cette croissance devrait, d'après les estimations les plus récentes du STATEC atteindre, voire dépasser 7,5%. Cette évolution a évidemment influencé la croissance des recettes fiscales dont les évaluations se basaient sur un taux de croissance de l'économie de 6,1%. En

second lieu, il faut relever les recettes „extraordinaires“ précitées en relation avec la vente d'or par la B.N.B. et le retrait de signes monétaires.

En revanche, il y a lieu de noter une légère moins-value de 0,4 milliard en ce qui concerne l'impôt sur le revenu des personnes physiques fixé par voie d'assiette. De même une moins-value de 1 milliard est imputable au fait que, compte tenu notamment de la bonne situation financière de nos finances publiques, l'emprunt de 1 milliard inscrit au budget voté de 1998 n'a pas été émis.

III. *Les principales plus-values ou moins-values de dépenses*

Les dépenses totales de l'exercice 1998 présentent par rapport aux chiffres correspondants du budget voté du même exercice une plus-value globale de 18,9 milliards de francs si l'on tient compte des dotations supplémentaires au profit des fonds spéciaux de l'Etat.

Pour un montant total de 18.300 millions, ces dépassements sont toutefois attribuables à l'affectation des plus-values de recettes de l'exercice 1998, et cela conformément aux propositions gouvernementales approuvées par la Commission des finances et du budget de la Chambre des Députés et tendant à attribuer les dotations supplémentaires suivantes aux principaux fonds spéciaux.

Fonds d'investissements publics administratifs	+ 2.500,0 millions
Fonds d'investissements publics scolaires	+ 4.000,0 millions
Fonds des routes	+ 2.500,0 millions
Fonds pour la protection de l'environnement	+ 1.500,0 millions
Fonds du rail	+ 1.500,0 millions
Fonds de la coopération au développement	+ 1.000,0 millions
Fonds de la dette publique	+ 2.000,0 millions
Fonds pour la loi de garantie	+ 800,0 millions
Fonds des raccordements ferroviaires internationaux	+ 1.000,0 millions
Fonds des investissements hospitaliers	+ 1.500,0 millions
Total	+ 18.300,0 millions

Le tableau ci-après indique **les principales plus-values et moins-values de dépenses** qui ont été effectuées au titre de l'exercice 1998:

Article	Libellé/Intitulé	Budget voté	Dépenses effectives	Plus- ou moins-value
01.3.93.000	Fonds de la coopération et le développement	1.710,0	2.710,0	+ 1.000,0
...	Divers crédits de personnel	33.442,5	33.743,7	+ 301,2
03.0.11.310	Crédit commun (Arrêt Schaltz)	- 98,7	248,6	+ 347,3
06.0.91.005	Fonds de la dette – Amortissements	115,1	2.159,2	+ 2.044,1
09.0.93.000	Alimentation du fonds communal de dotat. financière	8.831,4	8.954,1	+ 122,7
13.5.42.000	Participation de l'Etat au financement des allocations familiales: contribution de l'Etat	4.560,0	4.660,2	+ 130,2
16.4.93.000	Fonds pour l'emploi: impôts de solidarité	2.575,0	2.765,5	+ 190,5
17.5.42.000	Participation aux frais des prestations de maternité: prestations en espèces	1.500,0	1.392,0	- 108,8
17.5.42.004	Participation de l'Etat au financement de l'assurance maladie: surprime pour prest. en nature – pensionnés	9.439,0	9.299,0	- 140,0
18.8.42.000	Assurance pension: cotisations	19.800,0	20.314,0	+ 514,0
26.0.51.001	Participation aux frais de construction de logements locatifs: aides aux entreprises publiques	255,0	160,5	- 94,5
26.0.53.000	Logement: Primes de construction d'acquisition	600,0	414,1	- 185,9
35.0.71.050	Acquisition auprès des sect. autres que le sect. de l'adm. publ. d'imm. à incorporer dans le domaine de l'Etat	150,0	334,2	+ 184,2
43.0.52.000	Constr., modern. et équipem. de centres d'accueil, foyers de jour, etc.; subs. à des assoc. et à des partic.	375,4	66,1	- 309,3
44.0.93.000	Fonds des investissements hospitaliers	800,0	2.650,0	+ 1.850,0
45.0.93.000	Fonds pour la protection de l'environnement	1.350,0	2.850,0	+ 1.500,0
50.0.73.071	Loi-cadre économ.: aménag. de terrains, créat. d'ouvr. de génie civil, particip. aux dépenses	370,0	159,5	- 210,5
53.0.93.000	Fonds du rail	300,0	1.800,0	+ 1.500,0
53.0.93.001	Fonds des raccordements ferroviaires internationaux	25,0	1.025,0	+ 1.000,0
55.1.93.000	Fonds des routes	500,0	3.000,0	+ 2.500,0
55.3.93.000	Fonds d'investissements publics administratifs	800,0	3.300,0	+ 2.500,0
55.3.93.001	Fonds d'investissements publics scolaires	725,0	4.725,0	+ 4.000,0
55.3.93.003	Fonds pour la loi de garantie	5,0	805,0	+ 800,0
...	Autres plus- ou moins-values nettes	82.313,6	72.077,4	- 10.236,2
	Total	170.413,3	188.613,1	+ 18.199,8

Note: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions de francs.

Les chiffres de ce tableau synoptique documentent clairement que les dépenses supplémentaires de l'exercice 1998 sont pour l'essentiel attribuables aux alimentations additionnelles effectuées au profit des principaux fonds spéciaux de l'Etat. A noter toutefois que l'alimentation du fonds des investissements sanitaires et hospitaliers (article 44.0.93.000) comprend un montant de 350 millions qui ne proviennent pas d'un dépassement de crédit, mais de transferts à partir des autres articles de la section 44.0.

Ces dotations additionnelles ont permis, une nouvelle fois, de renforcer de manière substantielle, les moyens financiers de ces fonds et d'assurer ainsi le financement pluriannuel des importants programmes d'investissements de ces fonds.

Si l'on fait abstraction des dotations additionnelles, l'exercice se solde même par une moins-value de 100 millions, vu que les moins-values de dépenses sont supérieures au reste des dépassements de crédit.

A cela il y a lieu d'ajouter que l'excédent de 2.030 millions du compte général de l'exercice 1998 permet de renforcer d'autant la réserve budgétaire qui s'élève à 15.358,3 millions à la fin de l'exercice 1998.

A cet égard il importe de rappeler qu'une partie importante de la réserve budgétaire doit rester disponible comme fonds de roulement pour couvrir les besoins courants de la trésorerie de l'Etat qui résultent du déphasage intra-annuel entre le mouvement des recettes et des dépenses publiques. Quant à la partie disponible de la réserve budgétaire, il convient de relever qu'aux yeux du Gouvernement cette réserve constitue un atout important pour affronter les charges et incertitudes de l'avenir et qu'à ce titre elle ne saura, en aucun cas, être utilisée pour la couverture des dépenses de fonctionnement courantes de l'Etat.

Le tableau ci-après retrace l'évolution de la réserve budgétaire et de la réserve des fonds spéciaux de l'Etat depuis le début des années 90:

<i>Exercice</i>	<i>Réserve budgétaire</i>	<i>Réserve des fonds spéciaux de l'Etat</i>	<i>Total</i>
1990	7.277,8	20.875,4	28.153,2
1991	6.075,9	14.462,3	20.538,2
1992	2.697,6	8.456,7	11.154,3
1993	2.677,8	11.449,8	14.127,6
1994	4.251,7	15.033,5	19.285,2
1995	5.201,9	18.819,7	24.021,6
1996	8.053,5	25.215,3	33.268,8
1997	13.328,2	41.046,3	54.374,5
1998	15.358,3	72.924,8	88.283,1

Note: Les montants sont indiqués en millions de francs.

*

Annexe 3

Quatre tableaux comparant, pour les années 1995 à 1998, les dépenses ordinaires ainsi que les recettes fiscales et parafiscales au produit intérieur brut (P.I.B.) à prix courants (tableaux 1 et 2) et au revenu national brut (R.N.B.) à prix courants (tableaux 3 et 4).

Tableau 1: Evolution comparée du produit intérieur brut (P.I.B.) à prix courants et des dépenses ordinaires de 1995 à 1998

Année	P.I.B. à prix courants	Taux de croissance annuels en %	Dépenses ordinaires	Taux de croissance annuels en %	Dépenses ordinaires au P.I.B. en %
1995	538.448	n.d.	134.481,3	7,32	24,98
1996	563.513	4,66	143.375,9	6,61	25,44
1997	624.581	10,84	155.462,0	8,43	24,89
1998	665.735	6,59	158.648,8	2,05	23,83

Tableau 2: Importance des recettes fiscales de l'Etat et des cotisations à la sécurité sociale par rapport au P.I.B. – Années 1995 à 1998

Année	Recettes fiscales (1)	en % du P.I.B.	Cotis. à la séc. soc. (2)	en % du P.I.B.	Total recettes fisc. et parafisc. (1 + 2)	en % du P.I.B.
1995	135.528,8	25,17	58.990,8	10,96	194.519,6	36,13
1996	151.586,6	26,90	61.626,3	10,94	213.212,9	37,84
1997	161.763,2	25,90	64.859,7	10,38	226.622,9	36,28
1998	166.508,7	25,01	69.636,2	10,46	236.144,9	35,47

Remarques: P.I.B. et R.N.B. = selon le nouveau système de comptabilité nationale SEC95, où la notion du revenu national brut (R.N.B.) remplace celui du produit national brut (P.N.B.). A la différence des exercices précédents, les tableaux joints sont basés sur les chiffres à prix courants, et non sur les chiffres à prix du marché.

Notes: (1) Recettes fiscales = articles budgétaires des codes 36 et 37.

(2) Cotisations à la sécurité sociale = opérations des parastataux de la sécurité sociale (R.1 + R. 2).

Tableau 3: Evolution comparée du produit national brut (R.N.B.) à prix courants et des dépenses ordinaires de 1995 à 1998

Année	R.N.B. à prix courants	Taux de croissance annuels en %	Dépenses ordinaires	Taux de croissance annuels en %	Dép. ord. par rapport au R.N.B. en %
1995	570.619	n.d.	134.481,3	7,32	23,57
1996	593.570	4,02	143.375,9	6,61	24,15
1997	638.546	7,58	155.462,0	8,43	24,35
1998	654.254	2,46	158.648,8	2,05	24,25

Tableau 4: Importance des recettes fiscales de l'Etat et des cotisations à la sécurité sociale par rapport au R.N.B. – Années 1995 à 1998

<i>Année</i>	<i>Recettes fiscales (1)</i>	<i>en % du R.N.B.</i>	<i>Cotis. à la séc. soc. (2)</i>	<i>en % du R.N.B.</i>	<i>Total recettes fisc. et parafisc. (1 + 2)</i>	<i>en % du R.N.B.</i>
1995	135.528,8	23,75	58.990,8	10,34	194.519,6	34,09
1996	151.586,6	25,54	61.626,3	10,38	213.212,9	35,92
1997	161.763,2	25,33	64.859,7	10,16	226.622,9	35,49
1998	166.508,7	25,45	69.636,2	10,64	236.144,9	36,09

Remarque: P.I.B. et R.N.B. = selon le nouveau système de comptabilité nationale SEC95, où la notion du revenu national brut (R.N.B.) remplace celle du produit national brut (P.N.B.). A la différence des exercices précédents, les tableaux joints sont basés sur les chiffres à prix courants, et non sur les chiffres à prix du marché.

Notes: (1) Recettes fiscales = articles budgétaires des codes 36 et 37.

(2) Cotisations à la sécurité sociale = opérations des parastataux de la sécurité sociale (R.1 + R. 2).

*

Annexe 4

COMPTES GENERAUX DE L'EXERCICE 1998

RELEVÉ DES CREDITS NON LIMITATIFS
AYANT FAIT L'OBJET D'UNE AUTORISATION DE DEPASSEMENT

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Dépassements demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après dépassements</i>	<i>Dépassements effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
DEPENSES ORDINAIRES					
00 – Ministère d'Etat					
<i>Section 00.0</i>					
art. 11.000	3.681.000	563.000	4.244.000	562.496	4.243.496
Total section		563.000		562.496	
<i>Section 00.2</i>					
art. 11.000	9.053.000	1.423.000	10.476.000	1.422.930	10.475.930
art. 11.010	6.606.000	1.090.000	7.696.000	1.089.921	7.695.921
Total section		2.513.000		2.512.851	
<i>Section 00.3</i>					
art. 11.130	6.797.000	502.000	7.299.000	501.900	7.298.900
art. 12.011	20.000.000	500.000	25.000.000	4.631.475	24.631.475
art. 12.050	80.000.000	2.300.000	82.300.000	2.187.720	82.187.720
art. 12.120	15.000.000	49.974.000	64.974.000	49.965.699	64.965.699
art. 12.130	25.500.000	11.920.000	37.420.000	11.895.974	37.395.974
art. 12.131	90.000.000	34.960.000	124.960.000	34.959.571	124.959.571
art. 12.133	3.000.000	2.000.000	5.000.000	–	2.639.533
art. 12.310	500.000	502.000	1.002.000	501.798	1.001.798
art. 12.320	25.000.000	1.500.000	26.500.000	1.482.391	26.482.391
art. 12.330	9.000.000	235.000	9.235.000	234.546	9.234.546
art. 12.345	9.000.000	3.570.000	12.570.000	–	8.983.120
art. 12.350	350.000	6.000.000	6.350.000	5.971.948	6.321.948
art. 31.050	99.670.000	12.400.000	112.070.000	12.399.317	112.069.317*)
art. 34.040	2.000.000	576.000	2.576.000	576.000	2.576.000
Total section		131.439.000		125.308.339	
<i>Section 00.4</i>					
art. 11.010	11.073.000	17.000	11.090.000	16.003	11.089.003
art. 11.020	71.000	576.000	647.000	575.520	646.520
art. 12.120	5.200.000	653.000	5.853.000	652.827	5.852.827
Total section		1.246.000		1.244.350	
<i>Section 00.5</i>					
art. 11.020	10.000	3.336.000	3.346.000	3.335.425	3.345.425
art. 11.030	17.476.000	886.000	18.362.000	885.324	18.361.324
Total section		4.222.000		4.220.749	
<i>Section 00.6</i>					
art. 11.000	508.435.000	7.591.000	516.026.000	–	494.962.347
art. 12.001	311.633.000	1.808.000	313.441.000	1.802.741	313.435.741
Total section		9.399.000		1.802.741	
Total des dépassements du département 00		149.382.000		135.651.526	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Dépassements demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après dépassements</i>	<i>Dépassements effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
01 – Ministère des Affaires étrangères					
<i>Section 01.0</i>					
art. 11.320	14.000.000	14.018.804	28.018.804	13.999.946	27.999.946
art. 12.300	2.000.000	9.500.000	11.500.000	9.004.297	11.004.297
art. 12.310	300.000	100.000	400.000	100.000	400.000
art. 12.370	44.879.000	25.000.000	69.879.000	19.534.420	64.413.420
art. 12.391	20.000.000	75.000.000	95.000.000	66.220.141	86.220.141
art. 35.060	3.500.000	1.210.064	4.710.064	1.210.064	4.710.064
Total section		124.828.868		110.068.868	
<i>Section 01.1</i>					
art. 11.090	85.547.000	11.250.000	96.797.000	8.927.333	94.474.333
art. 11.140	3.600.000	1.300.000	4.900.000	1.255.275	4.855.275
art. 12.081	15.000.000	660.000	15.660.000	208.695	15.208.695
art. 12.100	43.000.000	300.000	46.000.000	–	42.387.138
Total section		16.210.000		10.391.303	
<i>Section 01.2</i>					
art. 35.030	86.612.000	42.913.174	129.525.174	42.913.174	129.525.174
art. 35.034	500.000	550.000	1.050.000	–	67.257
Total section		43.463.174		42.913.174	
<i>Section 01.3</i>					
art. 93.000	1.710.000.000	1.000.000.000	2.710.000.000	1.000.000.000	2.710.000.000
Total section		1.000.000.000		1.000.000.000	
<i>Section 01.4</i>					
art. 93.000	7.800.000	2.294.975	10.094.975	2.294.975	10.094.975
Total section		2.294.975		2.294.975	
Total des dépassements du département 01		1.186.797.017		1.165.668.320	
02 – Ministère de la Culture					
<i>Section 02.0</i>					
art. 11.020	113.000	116.882	229.882	116.882	229.882
art. 33.004	87.500.000	2.611.000	90.111.000	2.611.000	90.111.000
Total section		2.727.882		2.727.882	
<i>Section 02.1</i>					
art. 11.010	5.738.000	1.950.907	7.688.907	1.950.907	7.688.907
art. 11.030	201.000	1.040.941	1.241.941	1.040.941	1.241.941
Total section		2.991.848		2.991.848	
<i>Section 02.2</i>					
art. 11.020	3.792.000	6.213.852	10.005.852	6.213.852	10.005.852
art. 11.030	8.426.000	162.102	8.588.102	162.102	8.588.102
art. 11.040	10.000	692.454	702.454	692.454	702.454
art. 12.220	5.000.000	9.000.000	14.000.000	8.998.236	13.998.236
Total section		16.068.408		16.066.644	
<i>Section 02.3</i>					
art. 11.020	226.000	1.163.937	1.398.937	1.163.937	1.389.937
Total section		1.163.937		1.163.937	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Dépassements demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après dépassements</i>	<i>Dépassements effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
<i>Section 02.4</i>					
art. 11.000	28.125.000	2.416.610	30.541.610	2.416.610	30.541.610
art. 11.020	38.000	1.330.589	1.368.589	1.330.589	1.368.589
art. 11.030	1.912.000	1.887.831	3.799.831	1.887.831	3.799.831
Total section		5.635.030		5.635.030	
<i>Section 02.5</i>					
art. 11.010	7.703.000	63.284	7.766.284	63.284	7.766.284
art. 11.020	188.000	350.733	538.733	350.733	538.733
art. 33.000	5.000	1.342.000	1.347.000	1.337.000	1.342.000
Total section		1.756.017		1.751.017	
<i>Section 02.6</i>					
art. 11.020	938.000	2.721.171	3.659.171	2.721.171	3.659.171
art. 11.030	2.322.000	4.144.199	6.466.199	4.144.199	6.466.199
Total section		6.865.370		6.865.370	
Total des dépassements du département 02		37.208.492		37.201.728	
03 – Ministère de la Fonction publique					
<i>Section 03.0</i>					
art. 11.020	1.010.000	42.103.000	43.113.000	19.456.930	20.466.930
art. 11.040	10.000	1.046.000	1.056.000	1.045.214	1.055.214
art. 11.130	16.000.000	3.000.000	19.000.000	2.978.402	18.978.402
art. 11.150	10.000	1.002.117	1.012.117	1.001.120	1.011.120
art. 11.170	80.000	1.058.003	1.138.003	1.056.265	1.136.265
art. 11.300	85.300.000	17.900.000	103.200.000	16.937.006	102.237.006
art. 11.310	98.682.000	347.330.000	248.648.000	347.329.774	248.647.774
art. 12.110	300.000	913.000	1.213.000	912.342	1.212.342
art. 34.080	66.000.000	5.000.000	71.000.000	4.481.091	70.481.091
art. 35.060	3.412.000	250.738	3.662.738	249.863	3.661.863
art. 62.010	45.000.000	77.927.000	122.927.000	77.925.627	122.925.627
Total section		497.529.858		473.373.634	
<i>Section 03.1</i>					
art. 31.020	678.447.000	11.294.505	689.741.505	11.294.505	689.741.505
art. 34.011	86.794.000	604.704	87.398.704	604.704	87.398.704
Total section		11.899.209		11.899.209	
<i>Section 03.2</i>					
art. 11.020	10.000	60.000	70.000	59.160	69.160
art. 11.030	1.143.000	17.000	1.160.000	16.496	1.159.496
art. 11.040	10.000	122.000	132.000	121.729	131.729
Total section		199.000		197.385	
<i>Section 03.3</i>					
art. 11.010	1.218.000	1.023.000	2.241.000	1.022.692	2.240.692
art. 11.030	1.070.000	104.000	1.174.000	103.716	1.173.716
Total section		1.127.000		1.126.408	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Dépassements demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après dépassements</i>	<i>Dépassements effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
<i>Section 03.4</i>					
art. 11.020	10.000	576.620	586.620	576.620	586.620
Total section		576.620		576.620	
Total des dépassements du département 03		511.331.687		486.596.636	
04 – Ministère des Finances					
<i>Section 04.0</i>					
art. 11.090	1.050.000	131.000	1.181.000	130.458	1.180.458
art. 12.140	250.000	650.000	900.000	581.081	831.081
art. 12.300	400.000	420.000	820.000	420.000	820.000
Total section		1.201.000		1.131.539	
<i>Section 04.1</i>					
art. 11.020	10.000	6.385.000	6.395.000	6.384.822	6.394.822
art. 11.030	25.641.000	139.000	25.780.000	138.073	25.779.073
art. 11.040	10.000	770.000	780.000	769.218	779.218
art. 12.090	95.775.000	2.405.000	98.180.000	2.404.409	98.179.409
art. 12.110	500.000	30.533.000	31.033.000	3.504.315	4.004.315
art. 12.310	50.000	450.000	500.000	355.871	405.871
Total section		40.682.000		13.556.708	
<i>Section 04.2</i>					
art. 11.020	337.000	6.868.000	7.205.000	6.867.219	7.204.219
art. 11.040	10.000	585.000	595.000	584.840	594.840
art. 11.131	80.000	79.000	159.000	78.278	158.278
art. 11.132	5.300.000	144.000	5.444.000	143.114	5.443.114
art. 12.090	9.477.000	841.000	10.318.000	840.064	10.317.064
art. 12.310	4.000.000	2.282.000	6.282.000	2.281.324	6.281.324*)
art. 12.320	22.000.000	9.453.000	31.453.000	9.288.221	31.288.221
art. 12.360	850.000	837.000	1.687.000	836.764	1.686.764
art. 12.370	9.000.000	261.000	9.261.000	260.288	9.260.288
art. 23.000	2.500.000	525.000	3.025.000	524.156	3.024.156
art. 36.050	100.000.000	52.019.000	152.019.000	52.018.925	152.018.925
Total section		73.894.000		73.723.193	
<i>Section 04.3</i>					
art. 11.020	200.000	295.000	495.000	294.331	494.331
art. 11.040	10.000	307.000	317.000	306.064	316.064
art. 11.110	1.200.000	168.000	1.368.000	167.800	1.367.800
art. 12.050	11.000.000	152.000	11.152.000	151.833	11.151.833*)
art. 12.100	29.678.000	1.114.000	30.792.000	1.113.356	30.791.356
art. 12.320	15.000.000	4.086.000	19.086.000	4.084.839	19.084.839
art. 24.010	2.677.000	310.000	2.987.000	309.698	2.986.698
Total section		6.432.000		6.427.921	
<i>Section 04.4</i>					
art. 11.000	12.124.000	94.749	12.218.749	94.749	12.218.749
art. 11.010	2.016.000	17.173	2.033.173	17.173	2.033.173
Total section		111.922		111.922	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Dépassements demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après dépassements</i>	<i>Dépassements effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
<i>Section 04.5</i>					
art. 11.000	3.225.000	372.354	3.597.354	372.354	3.597.354
Total section		372.354		372.354	
Total des dépassements du département 04		122.693.276		95.323.637	
05 – Ministère des Finances: Budget					
<i>Section 05.0</i>					
art. 12.100	228.108.000	50.000.000	278.108.000	46.608.536	274.716.536
art. 12.120	250.000	132.000	382.000	131.603	381.603
Total section		50.132.000		46.740.139	
<i>Section 05.1</i>					
art. 11.020	94.000	1.090.000	1.184.000	1.089.103	1.183.103
art. 11.030	1.864.000	65.000	1.929.000	64.647	1.928.647
art. 11.131	100.000	119.000	219.000	118.782	218.782
art. 12.110	10.000	68.000	78.000	67.280	77.280
Total section		1.342.000		1.339.812	
<i>Section 05.2</i>					
art. 11.000	29.849.000	222.598	30.071.598	222.598	30.071.598
art. 11.010	6.936.000	107.464	7.043.464	107.464	7.043.464
Total section		330.062		330.062	
<i>Section 05.3</i>					
art. 11.020	5.015.000	78.060	5.093.060	78.060	5.093.060
Total section		78.060		78.060	
<i>Section 05.4</i>					
art. 12.100	2.640.000	388.000	3.028.000	387.636	3.027.636
Total section		388.000		387.636	
<i>Section 05.5</i>					
art. 11.020	10.000	1.692.372	1.702.372	1.692.372	1.702.372
art. 11.030	6.594.000	139.498	6.733.498	139.498	6.733.498
art. 11.040	10.000	135.377	145.377	135.377	145.377
art. 12.001	5.000.000	728.000	5.728.000	727.400	5.727.400
art. 12.330	1.800.000	182.000	1.982.000	–	1.185.735
Total section		2.877.247		2.694.647	
<i>Section 05.6</i>					
art. 11.020	10.000	180.897	190.897	180.897	190.897
art. 12.045	4.250.000	1.128.000	5.378.000	957.031	5.207.031
art. 12.100	10.513.000	437.000	10.950.000	436.028	10.949.028
art. 12.310	500.000	100.000	600.000	68.759	568.759
Total section		1.845.897		1.642.715	
Total des dépassements du département 05		56.993.266		53.213.071	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Dépassements demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après dépassements</i>	<i>Dépassements effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
06 – Ministère des Finances:					
 Dette publique					
<i>Section 06.0</i>					
art. 12.300	300.000	29.000	329.000	28.763	328.763
art. 21.005	1.490.814.000	480.334.000	1.971.148.000	480.333.260	1.971.147.260
art. 91.005	115.058.000	2.044.134.000	2.159.192.000	2.044.133.318	2.159.191.318
art. 93.000	2.000.000	9.024.000	11.024.000	9.023.748	11.023.748
art. 93.001	2.000.000	3.284.000	5.284.000	3.283.598	5.283.598
Total section		2.536.805.000		2.536.802.687	
Total des dépassements du département 06		2.536.805.000		2.536.802.687	
07 – Ministère de la Justice					
<i>Section 07.0</i>					
art. 35.060	3.218.000	152.988	3.370.988	152.988	3.370.988
Total section		152.988		152.988	
<i>Section 07.1</i>					
art. 11.010	54.599.000	3.889.720	58.488.720	3.889.720	58.488.720
art. 11.020	10.000	28.372.947	28.382.947	18.943.234	18.953.234
art. 11.030	20.699.000	326.692	21.025.692	326.692	21.025.692
art. 11.040	10.000	288.037	298.037	170.559	180.559
art. 11.132	6.400.000	1.030.000	7.430.000	452.355	6.852.355
art. 24.010	2.000.000	326.077	2.326.077	326.077	2.326.077
Total section		34.233.473		24.108.637	
<i>Section 07.2</i>					
art. 11.020	10.000	12.722.170	12.732.170	8.685.161	8.695.161
art. 11.030	5.912.000	1.318.740	7.230.740	1.318.740	7.230.740
art. 12.150	26.000.000	10.603.000	36.603.000	8.566.581	34.566.581
art. 12.210	24.312.000	2.498.000	26.810.000	2.497.008	26.809.008
art. 12.310	2.400.000	295.000	2.695.000	294.167	2.694.167
art. 12.320	11.100.000	2.999.000	14.099.000	2.989.709	14.089.709
art. 12.340	475.000	109.000	584.000	108.898	583.898
art. 34.090	20.000.000	1.970.063	21.970.063	1.970.063	21.970.063
Total section		32.514.973		26.430.327	
<i>Section 07.3</i>					
art. 11.000	54.798.000	618.096	55.416.096	618.096	55.416.096
art. 12.060	70.000	6.217	76.217	6.217	76.217
Total section		624.313		624.313	
Total des dépassements du département 07		67.525.747		51.316.265	
08 – Ministère de la Force publique					
<i>Section 08.0</i>					
art. 11.300	2.500.000	2.738.000	5.238.000	2.217.978	4.717.978
art. 12.304	23.529.000	1.640.000	25.169.000	1.639.738	25.168.738
art. 34.040	500.000	732.000	1.232.000	731.679	1.231.679
art. 37.010	12.000.000	1.114.000	13.114.000	1.113.491	13.113.491
Total section		6.224.000		5.702.886	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Dépassements demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après dépassements</i>	<i>Dépassements effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
<i>Section 08.1</i>					
art. 11.030	29.807.000	1.133.000	30.940.000	1.132.410	30.939.410
art. 11.070	320.431.000	18.015.000	338.446.000	17.284.592	337.715.592*)
art. 11.071	50.000.000	72.000.000	122.000.000	68.420.387	118.420.387
art. 11.080	1.000.000	2.000.000	3.000.000	1.952.566	2.952.566
art. 11.150	100.000	1.385.000	1.485.000	1.364.972	1.464.972
art. 12.090	3.501.000	61.000	3.562.000	60.984	3.561.984
Total section		94.594.000		90.215.911	
<i>Section 08.2</i>					
art. 11.010	23.252.000	4.049.000	27.301.000	4.048.815	27.300.815
art. 11.020	10.000	67.000	77.000	66.348	76.348
art. 11.040	10.000	874.000	884.000	873.922	883.922
art. 11.131	5.222.000	40.000	5.262.000	32.163	5.254.163
art. 11.150	1.500.000	6.725.000	8.225.000	6.718.910	8.218.910
art. 74.300	43.479.000	2.591.000	46.070.000	1.277.015	44.756.015
Total section		14.346.000		13.017.173	
<i>Section 08.3</i>					
art. 11.010	16.005.000	85.000	16.090.000	84.794	16.089.794
art. 11.030	4.167.000	35.000	4.202.000	34.966	4.201.966
art. 11.060	19.717.000	8.282.000	27.999.000	8.281.432	27.998.432
art. 11.090	1.472.000	1.233.000	2.705.000	1.231.761	2.703.761
art. 11.100	8.600.000	36.000	8.636.000	35.957	8.635.957*)
art. 11.140	15.000.000	866.000	15.866.000	865.450	15.865.450
art. 11.150	1.000.000	5.613.000	6.613.000	5.610.640	6.610.640*)
art. 12.100	5.431.000	144.000	5.575.000	143.840	5.574.840
art. 12.360	200.000	125.000	325.000	118.828	318.828*)
art. 74.300	41.582.000	2.591.000	44.173.000	878.903	42.460.903
Total section		19.010.000		17.286.571	
Total des dépassements du département 08		134.174.000		126.222.541	
09 – Ministère de l'Intérieur					
<i>Section 09.0</i>					
art. 11.060	242.650.000	9.472.981	252.122.981	9.472.981	252.122.981
art. 93.000	8.831.400.000	122.698.999	8.954.098.999	122.698.999	8.954.098.999
Total section		132.171.980		132.171.980	
<i>Section 09.1</i>					
art. 11.010	7.994.000	100.132	8.094.132	100.132	8.094.132
art. 11.030	1.341.000	147.967	1.488.967	147.967	1.488.967
Total section		248.099		248.099	
<i>Section 09.4</i>					
art. 43.000	115.000.000	12.003.000	127.003.000	12.003.000	127.003.000
Total section		12.003.000		12.003.000	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Dépassements demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après dépassements</i>	<i>Dépassements effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
<i>Section 09.5</i>					
art. 11.010	8.193.000	331.630	8.524.630	331.630	8.524.630
art. 11.020	10.000	721.255	731.255	721.255	731.255
art. 11.040	10.000	148.952	158.952	148.952	158.952
art. 12.010	2.600.000	400.000	3.000.000	309.625	2.909.625
art. 12.022	4.650.000	950.000	5.600.000	942.569	5.592.569
art. 12.320	9.800.000	2.050.000	11.850.000	2.049.922	11.849.922
Total section		4.601.837		4.503.953	
Total des dépassements du département 09		149.024.916		148.927.032	
10 – Ministère de l'Education physique et des Sports					
<i>Section 10.0</i>					
art. 11.000	10.254.000	212.000	10.466.000	211.830	10.465.830
art. 11.131	900.000	170.000	1.070.000	169.935	1.069.935
art. 12.001	10.400.000	560.000	10.960.000	557.133	10.957.133
art. 12.100	14.855.000	650.000	15.505.000	612.253	15.467.253
art. 35.060	174.000	85.000	259.000	79.773	253.773
Total section		1.677.000		1.630.924	
<i>Section 10.2</i>					
art. 11.020	94.000	1.012.000	1.106.000	1.011.526	1.105.526
art. 11.030	2.671.000	67.000	2.738.000	66.463	2.737.463
art. 11.040	10.000	1.566.000	1.576.000	1.565.108	1.575.108
art. 11.130	60.000	150.000	210.000	150.000	210.000
art. 12.000	250.000	67.000	317.000	66.200	316.200
art. 12.080	43.000.000	3.100.000	46.100.000	2.687.594	45.687.594
Total section		5.962.000		5.546.891	
<i>Section 10.3</i>					
art. 11.000	7.872.000	17.300	7.889.300	17.300	7.889.300
Total section		17.300		17.300	
Total des dépassements du département 10		7.656.300		7.195.115	
11/12 – Ministère de l'Education nationale					
<i>Section 11.0</i>					
art. 11.020	133.937.000	593.963.000	727.900.000	592.727.123	726.664.123
art. 11.137	18.267.000	287.000	18.554.000	253.077	18.520.077
art. 12.002	2.264.000	154.044	2.418.044	151.044	2.415.044
Total section		594.404.044		593.131.244	
<i>Section 11.1</i>					
art. 11.000	8.903.000	2.143.000	11.046.000	659.978	9.562.978
art. 11.030	1.887.000	26.000	1.913.000	25.513	1.912.513
Total section		2.169.000		685.491	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Dépassements demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après dépassements</i>	<i>Dépassements effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
<i>Section 11.2</i>					
art. 11.000	7.564.000	115.000	7.679.000	114.318	7.678.318
art. 11.010	1.159.000	1.377.000	2.536.000	1.376.811	2.535.811
Total section		1.492.000		1.491.129	
<i>Section 11.3</i>					
art. 11.010	14.181.000	1.844.000	16.025.000	1.843.552	16.024.552
art. 11.020	282.000	7.209.000	7.491.000	7.208.898	7.490.898
art. 11.030	10.000	748.000	758.000	747.958	757.958
Total section		9.801.000		9.800.408	
<i>Section 11.4</i>					
art. 12.090	31.850.000	5.478.000	37.328.000	5.477.627	37.327.627
Total section		5.478.000		5.477.627	
<i>Section 11.5</i>					
art. 11.000	29.282.000	532.000	29.814.000	531.700	29.813.700
art. 11.020	10.000	598.000	608.000	597.841	607.841
Total section		1.130.000		1.129.541	
<i>Section 11.6</i>					
art. 11.010	5.584.000	415.000	5.999.000	414.829	5.998.829
art. 11.020	10.000	2.035.000	2.045.000	2.034.141	2.044.141
art. 33.001	5.000.000	12.158.000	17.158.000	12.158.000	17.158.000
Total section		14.608.000		14.606.970	
<i>Section 11.7</i>					
art. 44.001	765.000.000	49.693.000	814.693.000	49.692.153	814.692.153
Total section		49.693.000		49.692.153	
<i>Section 11.8</i>					
art. 11.030	51.000.000	5.060.000	56.060.000	5.059.708	56.059.708
art. 11.040	10.000	1.936.000	1.946.000	1.935.741	1.945.741
Total section		6.996.000		6.995.449	
<i>Section 12.0</i>					
art. 11.020	10.000	80.220.000	80.230.000	80.219.634	80.229.634
art. 11.021	37.215.000	6.060.000	43.275.000	–	18.885.462
art. 11.040	10.000	1.898.000	1.908.000	1.897.541	1.907.541
art. 33.000	50.000	291.000	341.000	229.959	279.959
Total section		88.469.000		82.347.134	
<i>Section 12.1</i>					
art. 11.010	1.395.000	899.000	2.294.000	898.366	2.293.366
art. 11.020	10.000	56.750.000	56.760.000	56.749.582	56.759.582
art. 11.030	2.819.000	1.012.000	3.831.000	1.011.671	3.830.671
Total section		58.661.000		58.659.619	
<i>Section 12.2</i>					
art. 11.010	656.000	55.000	711.000	54.277	710.277
Total section		55.000		54.277	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Dépassements demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après dépassements</i>	<i>Dépassements effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
<i>Section 12.3</i>					
art. 11.000	4.345.307.000	170.750.000	4.516.057.000	160.291.122	4.505.598.122
art. 11.020	202.254.000	139.086.000	341.340.000	–	169.927.209
Total section		309.836.000		160.291.122	
<i>Section 12.4</i>					
art. 11.020	10.000	3.129.000	3.139.000	3.128.297	3.138.297
art. 11.040	10.000	1.824.000	1.834.000	1.823.115	1.833.115
Total section		4.953.000		4.951.412	
<i>Section 12.5</i>					
art. 11.020	10.000	16.490.000	16.500.000	16.489.714	16.499.714
art. 11.040	10.000	5.824.000	5.834.000	5.823.109	5.833.109
art. 12.301	20.000	330.000	350.000	308.888	328.888
Total section		22.644.000		22.621.711	
<i>Section 12.6</i>					
art. 11.020	26.058.000	2.153.000	28.211.000	2.152.799	28.210.799
art. 11.040	10.000	492.000	502.000	491.525	501.525
Total section		2.645.000		2.644.324	
<i>Section 12.8</i>					
art. 11.000	1.936.000	66.000	2.002.000	65.144	2.001.144
art. 11.040	10.000	740.000	750.000	739.154	749.154
Total section		806.000		804.298	
<i>Section 12.9</i>					
art. 11.020	10.000	14.000	24.000	13.053	23.053
art. 11.040	10.000	998.000	1.008.000	997.126	1.007.126
Total section		1.012.000		1.010.179	
Total des dépassements du département 11/12		1.174.852.044		1.016.394.088	
13 – Ministère de la Famille					
<i>Section 13.2</i>					
art. 34.012	100.000	247.000	347.000	246.900	346.900
art. 43.000	120.000.000	53.938.000	173.938.000	53.836.316	173.836.316
Total section		54.185.000		54.083.216	
<i>Section 13.3</i>					
art. 11.020	10.000	516.000	526.000	515.676	525.676
art. 11.040	10.000	661.000	671.000	660.586	670.586
art. 12.100	1.766.000	2.332.000	4.098.000	2.140.125	3.906.125
art. 33.012	80.000.000	85.000.000	165.000.000	84.991.705	164.991.705
Total section		88.509.000		88.308.092	
<i>Section 13.4</i>					
art. 11.020	70.000	1.710.000	1.780.000	1.707.268	1.777.268
art. 12.310	5.000.000	1.089.016	6.089.016	1.089.016	6.089.016
art. 34.010	1.985.000.000	43.000.000	2.028.000.000	37.568.968	2.022.568.968
art. 34.012	468.000.000	6.816.460	474.816.460	6.816.460	474.816.460
art. 34.013	34.900.000	154.910	35.054.910	154.910	35.054.910
Total section		52.770.386		47.336.622	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Dépassements demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après dépassements</i>	<i>Dépassements effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
<i>Section 13.5</i>					
art. 11.020	10.000	9.061.000	9.071.000	9.060.511	9.070.511
art. 11.050	28.779.000	2.673.000	31.452.000	2.672.101	31.451.101
art. 12.090	16.205.000	479.000	16.684.000	478.922	16.683.922
art. 12.310	22.897.000	410.000	23.307.000	409.230	23.306.230
art. 42.000	4.530.000.000	130.238.000	4.660.238.000	130.237.183	4.660.237.183
art. 42.001	310.000.000	6.890.000	316.890.000	6.889.303	316.889.303
art. 42.004	845.500.000	12.804.000	858.304.000	12.803.235	858.303.235
art. 42.005	1.988.000.000	18.057.000	2.006.057.000	18.056.587	2.006.056.587
art. 42.006	3.348.000.000	92.154.000	3.440.154.000	92.153.693	3.440.153.693
art. 42.007	2.650.000.000	163.000	2.650.163.000	162.436	2.650.162.436
Total section		272.929.000		272.923.201	
<i>Section 13.6</i>					
art. 11.020	300.000	8.771.000	9.071.000	8.770.574	9.070.574
art. 11.040	10.000	1.001.000	1.011.000	1.000.069	1.010.069
Total section		9.772.000		9.770.643	
<i>Section 13.7</i>					
art. 11.020	10.000	18.239.262	18.249.262	–	0
art. 11.040	10.000	9.437.670	9.447.670	–	0
art. 43.001	851.000	27.800	878.800	27.782	878.782
art. 43.020	2.500.000	188.500	2.688.500	188.498	2.688.498
Total section		27.893.232		216.280	
<i>Section 13.8</i>					
art. 11.010	15.719.000	677.483	16.396.483	–	7.761.647
art. 11.020	10.000	5.774.906	5.784.906	–	0
art. 11.030	16.272.000	1.019.576	17.291.576	–	8.123.173
art. 11.040	10.000	543.648	553.648	–	0
art. 12.150	2.500.000	144.000	2.644.000	143.339	2.643.339
Total section		8.159.613		143.339	
Total des dépassements du département 13		514.218.231		472.781.393	
14 – Ministère de la Santé					
<i>Section 14.0</i>					
art. 31.051	7.200.000	1.090.000	8.290.000	999.252	8.199.252*)
Total section		1.090.000		999.252	
<i>Section 14.1</i>					
art. 11.010	60.288.000	522.000	60.810.000	521.850	60.809.850
art. 11.020	150.000	5.506.000	5.656.000	5.505.242	5.655.242
Total section		6.028.000		6.027.092	
<i>Section 14.2</i>					
art. 11.020	10.000	24.410.000	24.420.000	24.409.531	24.419.531
art. 11.040	10.000	1.557.000	1.567.000	1.556.772	1.566.772
art. 12.303	400.000	2.325.000	2.725.000	1.563.551	1.963.551
art. 12.304	11.000.000	656.000	11.656.000	655.672	11.655.672
Total section		28.948.000		28.185.526	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Dépassements demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après dépassements</i>	<i>Dépassements effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
<i>Section 14.3</i>					
art. 34.010	405.000.000	12.450.000	417.450.000	12.294.953	417.294.953
art. 34.011	115.000.000	41.000.000	156.000.000	41.000.000	156.000.000
Total section		53.450.000		53.294.953	
<i>Section 14.4</i>					
art. 11.010	172.336.000	13.399.000	185.735.000	13.398.965	185.734.965
art. 11.020	10.000	22.033.000	22.043.000	22.032.402	22.042.402
art. 11.040	10.000	2.952.000	2.962.000	2.951.970	2.961.970
Total section		38.384.000		38.383.337	
<i>Section 14.5</i>					
art. 11.020	140.000	30.475.000	30.615.000	30.474.951	30.614.951
art. 11.030	100.607.000	373.000	100.980.000	372.320	100.979.320
art. 11.040	100.000	5.059.000	5.069.000	5.058.486	5.068.486
art. 33.005	118.263.000	3.455.000	121.718.000	3.455.000	121.718.000
Total section		39.362.000		39.360.757	
Total des dépassements du département 14		167.262.000		166.250.917	
15 – Ministère de l'Environnement					
<i>Section 15.1</i>					
art. 11.010	3.210.000	861.000	4.071.000	860.391	4.070.391
art. 11.020	94.000	1.998.000	2.092.000	1.997.557	2.091.557
art. 11.030	2.522.000	261.000	2.783.000	260.015	2.782.015
Total section		3.120.000		3.117.963	
<i>Section 15.2</i>					
art. 11.020	10.000	2.671.000	2.681.000	2.670.890	2.680.890
art. 11.040	10.000	137.000	147.000	136.341	143.341
Total section		2.808.000		2.807.231	
Total des dépassements du département 15		5.928.000		5.925.194	
16 – Ministère du Travail					
<i>Section 16.1</i>					
art. 11.000	119.623.000	2.432.583	122.055.583	2.432.583	122.055.583
art. 11.020	76.000	6.882.556	6.958.556	6.882.556	6.958.556
art. 11.030	4.175.000	37.305	4.212.305	37.305	4.212.305
art. 11.040	10.000	80.336	90.336	80.336	90.336
Total section		9.432.780		9.432.780	
<i>Section 16.2</i>					
art. 11.020	10.000	2.637.141	2.647.141	2.637.141	2.647.141
art. 11.030	3.473.000	243.744	3.716.744	243.744	3.716.744
art. 12.303	5.000	2.850.000	2.855.000	2.849.997	2.854.997
Total section		5.730.885		5.730.882	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Dépassements demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après dépassements</i>	<i>Dépassements effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
<i>Section 16.4</i>					
art. 93.000	2.575.000.000	190.461.465	2.765.461.465	190.461.465	2.765.461.465
Total section		190.461.465		190.461.465	
Total des dépassements du département 16		205.625.130		205.625.127	
17/18 – Ministère de la Sécurité sociale					
<i>Section 17.1</i>					
art. 11.000	26.013.000	1.702.320	27.715.320	–	24.201.872
art. 11.010	11.356.000	11.271.047	22.627.047	11.271.047	22.627.047
art. 11.020	10.000	3.317.156	3.327.156	2.943.050	2.953.050
art. 12.120	500.000	161.000	661.000	131.708	631.708
art. 12.131	500.000	647.000	1.147.000	646.182	1.146.182
Total section		17.098.523		14.991.987	
<i>Section 17.2</i>					
art. 11.010	4.561.000	2.136.065	6.697.065	2.136.065	6.697.065
art. 11.020	10.000	1.479.043	1.489.043	1.479.043	1.489.043
art. 12.150	2.700.000	101.121	2.801.121	101.121	2.801.121
Total section		3.716.229		3.716.229	
<i>Section 17.3</i>					
art. 12.000	680.000	12.700	692.700	12.184	692.184*)
art. 12.150	3.500.000	843.679	4.343.679	843.519	4.343.519
Total section		856.379		855.703	
<i>Section 17.4</i>					
art. 11.000	6.791.000	828.908	7.619.908	–	5.420.107
art. 12.150	210.000	200.000	410.000	133.555	343.555
Total section		1.028.908		133.555	
<i>Section 17.5</i>					
art. 42.001	596.000.000	21.360.230	617.360.230	21.360.230	617.360.230
art. 42.003	1.486.100.000	24.408.595	1.510.508.595	24.408.595	1.510.508.595
art. 42.005	382.000.000	17.323.447	399.323.447	17.323.447	399.323.447
art. 42.006	42.200.000	714.277	42.914.277	714.277	42.914.277
Total section		63.806.549		63.806.549	
<i>Section 17.6</i>					
art. 11.030	330.000	33.762	363.762	33.762	363.762
art. 12.100	3.968.000	105.000	4.073.000	104.639	4.072.639
Total section		138.762		138.401	
<i>Section 17.8</i>					
art. 12.120	100.000	12.550.000	12.650.000	8.858.700	8.958.700
Total section		12.550.000		8.858.700	
<i>Section 18.4</i>					
art. 42.004	369.100.000	1.391.961	370.491.961	1.389.032	370.489.032
Total section		1.391.961		1.389.032	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Dépassements demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après dépassements</i>	<i>Dépassements effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
<i>Section 18.5</i>					
art. 11.050	17.136.000	2.622.161	19.758.161	2.622.161	19.758.161*)
art. 42.000	310.000.000	11.767.673	321.767.673	11.767.673	321.767.673
Total section		14.389.834		14.389.834	
<i>Section 18.6</i>					
art. 11.050	4.439.000	722.246	5.161.246	722.246	5.161.246
Total section		722.246		722.246	
<i>Section 18.7</i>					
art. 11.050	2.127.000	536.790	2.663.790	536.790	2.663.790
art. 42.000	20.400.000	173.004	20.573.004	173.004	20.573.004
Total section		173.004		173.004	
<i>Section 18.8</i>					
art. 42.000	19.800.000.000	513.966.490	20.313.966.490	513.966.490	20.313.966.490
Total section		513.966.490		513.966.490	
Total des dépassements du département 17/18		629.838.885		623.141.730	
19 – Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural					
<i>Section 19.0</i>					
art. 11.060	2.898.000	83.000	2.981.000	82.471	2.980.471
art. 35.060	3.785.000	210.000	3.995.000	209.993	3.994.993*)
Total section		293.000		292.464	
<i>Section 19.1</i>					
art. 12.300	5.000	15.078.000	15.083.000	14.577.397	14.582.397
art. 12.330	600.000	1.400.000	2.000.000	839.453	1.439.453
art. 42.001	74.093.000	3.330.000	77.423.000	3.329.507	77.422.507
Total section		19.808.000		18.746.357	
<i>Section 19.2</i>					
art. 11.020	192.000	3.983.000	4.175.000	3.982.387	4.174.387
art. 11.040	6.962.000	30.977.000	37.939.000	30.977.000	37.939.000
art. 12.330	4.890.000	1.501.000	6.391.000	1.500.372	6.390.372
art. 14.011	925.000	350.000	1.275.000	344.283	1.269.283
art. 14.012	100.000	2.660.000	2.760.000	1.662.591	1.762.591
art. 34.100	1.225.000	217.000	1.442.000	216.692	1.441.692
Total section		39.688.000		38.683.325	
<i>Section 19.4</i>					
art. 11.020	123.000	3.471.000	3.594.000	3.470.795	3.593.795
Total section		3.471.000		3.470.795	
<i>Section 19.5</i>					
art. 11.000	50.027.000	290.000	50.317.000	- 19.710.917	30.316.083
art. 53.031	150.000	130.000	280.000	112.060	262.060
Total section		420.000		- 19.598.857	
Total des dépassements du département 19		63.680.000		41.594.084	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Dépassements demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après dépassements</i>	<i>Dépassements effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
20 – Ministère de l’Economie					
<i>Section 20.0</i>					
art. 12.120	5.000	400.000	405.000	–	0
art. 31.050	6.500.000	21.476.076	27.976.076	21.476.076	27.976.076
Total section		21.876.076		21.476.076	
<i>Section 20.1</i>					
art. 11.020	10.000	5.960.000	5.970.000	5.959.930	5.969.930
art. 12.090	36.902.000	828.000	37.730.000	827.172	37.729.172
Total section		6.788.000		6.787.102	
Total des dépassements du département 20		28.664.076		28.263.178	
21 – Ministère des Classes Moyennes et du Tourisme					
<i>Section 21.0</i>					
art. 31.030	105.000.000	30.000.000	135.000.000	29.997.893	134.997.893
art. 53.040	156.000.000	70.000.000	226.000.000	69.988.972	225.988.972
Total section		100.000.000		99.986.865	
<i>Section 21.1</i>					
art. 12.302	5.100.000	1.276.984	6.376.984	1.077.004	6.177.004
Total section		1.276.984		1.077.004	
Total des dépassements du département 21		101.276.984		101.063.869	
22 – Ministère des Communications					
<i>Section 22.0</i>					
art. 12.120	500.000	24.736.909	25.236.909	24.736.909	25.236.909
Total section		24.736.909		24.736.909	
<i>Section 22.1</i>					
art. 11.030	5.712.000	26.000	5.738.000	25.561	5.737.561
art. 12.071	13.500.000	200.000	13.700.000	72.270	13.572.270
Total section		226.000		97.831	
Total des dépassements du département 22		24.962.909		24.834.740	
23 – Ministère des Transports					
<i>Section 23.0</i>					
art. 12.120	12.000.000	3.500.000	15.500.000	2.494.033	14.494.033
Total section		3.500.000		2.494.033	
<i>Section 23.1</i>					
art. 12.310	54.340.000	6.647.504	60.987.504	6.647.504	60.987.504
Total section		6.647.504		6.647.504	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Dépassements demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après dépassements</i>	<i>Dépassements effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
<i>Section 23.2</i>					
art. 12.120	2.000.000	10.415.000	12.415.000	10.414.707	12.414.707
art. 12.300	30.000.000	1.847.000	31.847.000	1.846.854	31.846.854
art. 31.040	1.410.000.000	68.290.000	1.478.290.000	61.416.852	1.471.416.852
art. 34.090	94.000.000	2.206.000	96.206.000	2.205.503	96.205.503
art. 43.020	250.300.000	27.419.000	277.719.000	27.418.249	277.718.249
Total section		110.177.000		103.302.165	
<i>Section 23.3</i>					
art. 31.021	2.169.335.000	71.802.000	2.241.137.000	71.801.036	2.241.136.036
art. 31.022	675.070.000	30.427.000	705.497.000	30.426.050	705.496.050
Total section		102.229.000		102.227.086	
<i>Section 23.4</i>					
art. 11.020	70.000	744.000	814.000	743.674	813.674
art. 12.050	400.000	96.000	496.000	95.921	495.921
art. 14.010	2.480.000	700.000	3.180.000	697.574	3.177.574
art. 35.030	3.150.000	13.000	3.163.000	12.379	3.162.379
Total section		1.553.000		1.549.548	
<i>Section 23.5</i>					
art. 35.060	2.100.000	630.435	2.730.435	630.435	2.730.435
Total section		630.435		630.435	
<i>Section 23.6</i>					
art. 11.010	4.163.000	122.595	4.285.595	122.595	4.285.595
art. 11.040	10.000	443.855	453.855	443.855	453.855
art. 12.050	7.250.000	680.000	7.930.000	676.968	7.926.968*)
art. 12.330	6.200.000	3.100.000	9.300.000	3.099.572	9.299.572*)
art. 12.340	27.000.000	4.065.000	31.065.000	4.061.775	31.061.775
Total section		8.411.450		8.404.765	
<i>Section 23.7</i>					
art. 74.000	4.400.000	5.382.203	9.782.203	5.380.288	9.780.288
Total section		5.382.203		5.380.288	
Total des dépassements du département 23		238.530.592		230.635.824	
24 – Ministère de l’Energie					
<i>Section 24.0</i>					
art. 11.000	4.057.000	58.000	4.115.000	57.825	4.114.825
art. 35.030	200.000	4.000.000	4.200.000	–	159.504
art. 53.000	3.000.000	12.000.000	15.000.000	11.991.908	14.991.908
Total section		16.058.000		12.049.733	
<i>Section 24.1</i>					
art. 11.020	10.000	1.105.000	1.115.000	1.104.456	1.114.456
art. 35.060	5.330.000	155.000	5.485.000	129.646	5.459.646
Total section		1.260.000		1.234.102	
Total des dépassements du département 24		17.318.000		13.283.835	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Dépassements demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après dépassements</i>	<i>Dépassements effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
25 – Ministère des Travaux publics					
<i>Section 25.0</i>					
art. 12.110	3.000.000	650.000	3.650.000	648.237	3.648.237
art. 12.121	6.000.000	1.430.000	7.430.000	1.429.191	7.429.191*)
art. 34.040	3.000.000	1.500.000	4.500.000	1.436.207	4.436.207
Total section		3.580.000		3.513.635	
<i>Section 25.1</i>					
art. 11.020	600.000	4.618.285	5.218.285	4.618.285	5.218.285
art. 11.040	10.000	1.219.262	1.229.262	1.219.262	1.229.262
art. 11.150	11.000.000	1.068.000	12.068.000	1.067.584	12.067.584
art. 12.100	2.125.000	157.000	2.282.000	151.480	2.276.480
Total section		7.062.547		7.056.611	
<i>Section 25.2</i>					
art. 12.300	26.000.000	3.522.000	29.522.000	3.519.840	29.519.840
Total section		3.522.000		3.519.840	
<i>Section 25.3</i>					
art. 11.020	151.000	4.931.726	5.082.726	4.931.726	5.082.726
art. 11.040	10.000	1.420.604	1.430.604	1.420.604	1.430.604
Total section		6.352.330		6.352.330	
<i>Section 25.4</i>					
art. 12.082	163.900.000	4.707.000	168.607.000	3.884.589	167.784.589
art. 12.084	22.500.000	6.800.000	29.300.000	6.773.322	29.273.322
art. 12.089	10.000.000	30.000.000	40.000.000	29.988.527	39.988.527
art. 12.120	4.000.000	4.225.000	8.225.000	4.223.587	8.223.587
art. 12.300	6.000.000	6.800.000	12.800.000	6.799.927	12.799.927
art. 12.301	2.500.000	684.652	3.184.652	682.449	3.182.449
Total section		53.216.652		52.352.401	
Total des dépassements du département 25		73.733.529		72.794.817	
26 – Ministère du Logement					
<i>Section 26.0</i>					
art. 11.020	10.000	944.861	954.861	867.581	877.581
art. 53.002	105.000.000	20.000.000	125.000.000	19.999.450	124.999.450
art. 53.004	3.000.000	200.000	3.200.000	194.400	3.194.400
Total section		21.144.861		21.061.431	
Total des dépassements du département 26		21.144.861		21.061.431	
27 – Ministère de la Jeunesse					
<i>Section 27.1</i>					
art. 11.020	564.000	2.492.708	3.056.708	2.492.708	3.056.708
art. 11.030	8.189.000	610.617	8.799.617	610.617	8.799.617
art. 34.061	12.000.000	1.230.000	13.230.000	1.229.693	13.229.693
Total section		4.333.325		4.333.018	
Total des dépassements du département 27		4.333.325		4.333.018	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Dépassements demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après dépassements</i>	<i>Dépassements effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
29 – Ministère de la Promotion féminine					
<i>Section 29.0</i>					
art. 12.301	2.200.000	1.369.081	3.569.081	1.368.095	3.568.095*)
Total section		1.369.081		1.368.095	
Total des dépassements du département 29		1.369.081		1.368.095	
Total brut des dépassements du budget des dépenses ordinaires		8.232.329.348		7.873.469.898	
A déduire: Crédit commun (art. 03.0.11.310)		0		0	
Total net des dépassements du budget des dépenses ordinaires		8.232.329.348		7.873.469.898	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Dépassements demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après dépassements</i>	<i>Dépassements effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
DEPENSES EXTRAORDINAIRES					
32 – Ministère de la Culture					
<i>Section 32.0</i>					
art. 74.070	1.000.000	17.866.558	18.866.558	17.866.558	18.866.558
Total section		17.866.558		17.866.558	
Total des dépassements du département 32		17.866.558		17.866.558	
34 – Ministère des Finances					
<i>Section 34.0</i>					
art. 84.096	36.000.000	34.894.000	70.894.000	34.893.800	70.893.000
art. 84.098	9.000.000	223.000	9.223.000	222.018	9.222.018
art. 84.123	10.020.000	151.000	10.171.000	150.450	10.170.450
art. 91.013	2.700.000	54.000	2.754.000	53.409	2.753.409
art. 91.016	47.213.000	610.000	47.823.000	609.319	47.822.319
Total section		35.932.000		35.928.996	
Total des dépassements du département 34		35.932.000		35.928.996	
35 – Ministère des Finances: Budget					
<i>Section 35.0</i>					
art. 71.040	20.000.000	63.000.000	83.000.000	61.490.191	81.490.191
art. 71.050	150.000.000	193.500.000	343.500.000	184.240.544	334.240.544
Total section		256.500.000		245.730.735	
Total des dépassements du département 35		256.500.000		245.730.735	
44 – Ministère de la Santé					
<i>Section 44.0</i>					
art. 74.060	800.000.000	1.500.000.000	2.300.000.000	1.499.982.793	2.299.982.793*)
Total section		1.500.000.000		1.499.982.793	
Total des dépassements du département 44		1.500.000.000		1.499.982.793	
45 – Ministère de l'Environnement					
<i>Section 45.0</i>					
art. 93.000	1.350.000.000	1.500.000.000	2.850.000.000	1.500.000.000	2.850.000.000
Total section		1.500.000.000		1.500.000.000	
Total des départements du département 45		1.500.000.000		1.500.000.000	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Dépassements demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après dépassements</i>	<i>Dépassements effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
53 – Ministère des Transports					
<i>Section 53.0</i>					
art. 93.000	300.000.000	1.500.000.000	1.800.000.000	1.500.000.000	1.800.000.000
art. 93.001	25.000.000	1.000.000.000	1.025.000.000	1.000.000.000	1.025.000.000
Total section		2.500.000.000		2.500.000.000	
Total des dépassements du département 53		2.500.000.000		2.500.000.000	
54 – Ministère de l'Énergie					
<i>Section 54.0</i>					
art. 73.050	100.000.000	30.000.000	130.000.000	30.000.000	130.000.000
Total section		30.000.000		30.000.000	
Total des dépassements du département 54		30.000.000		30.000.000	
55 – Ministère des Travaux publics					
<i>Section 55.0</i>					
art. 71.050	1.000.000	1.596.000	2.596.000	696.378	1.696.378
Total section		1.596.000		696.378	
<i>Section 55.1</i>					
art. 93.000	500.000.000	2.500.000.000	3.000.000.000	2.500.000.000	3.000.000.000
Total section		2.500.000.000		2.500.000.000	
<i>Section 55.2</i>					
art. 72.013	100.000.000	64.500.000	164.500.000	63.891.788	163.891.788
Total section		64.500.000		63.891.788	
<i>Section 55.3</i>					
art. 93.000	800.000.000	2.500.000.000	3.300.000.000	2.500.000.000	3.300.000.000
art. 93.001	725.000.000	4.000.000.000	4.725.000.000	4.000.000.000	4.725.000.000
art. 93.003	5.000.000	800.000.000	805.000.000	800.000.000	805.000.000
Total section		7.300.000.000		7.300.000.000	
Total des dépassements du département 55		9.866.096.000		9.864.588.166	
Total brut des dépassements du budget des dépenses extraordinaires		15.706.394.558		15.694.097.248	
Total brut des dépassements du budget des dépenses ordinaires et extraordinaires		23.938.723.906		23.567.567.146	
A déduire: Crédit commun (art. 03.0.11.310)		0		0	
Total net des dépassements du budget des dépenses ordinaires et extraordinaires		23.938.723.906		23.567.567.146	

*) s'y ajoute(nt) encore un (ou plusieurs) transfert(s) d'excédents de crédit.

Annexe 5

COMPTES GENERAUX DE L'EXERCICE 1998
RELEVÉ DES CREDITS AYANT FAIT
L'OBJET D'AUTORISATIONS DE TRANSFERTS

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Transferts demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après transferts</i>	<i>Transferts effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
DEPENSES ORDINAIRES					
00 – Ministère d'Etat					
<i>Section 00.2</i>					
art. 11.030	1.469.000	304	1.469.304	304	1.469.304
art. 12.040	1.280.000	21.000	1.301.000	20.948	1.300.948
Total section		21.304		21.252	
<i>Section 00.3</i>					
art. 12.020	389.000	20.000	409.000	19.474	408.474
art. 12.170	50.000	16.000	66.000	14.149	64.149
art. 12.300	11.960.000	22.000	11.982.000	21.956	11.981.956
art. 12.340	25.000.000	110.000	25.110.000	17.178	25.017.178
art. 31.050	99.670.000	7.856.000	107.526.000	7.856.000	107.526.000*)
art. 74.000	1.900.000	19.000	1.919.000	18.589	1.918.589
art. 74.040	200.000	750.000	950.000	718.701	918.701
Total section		8.793.000		8.666.047	
<i>Section 00.4</i>					
art. 12.040	700.000	20.000	720.000	15.728	715.728
art. 12.300	720.000	28.045	748.045	28.045	748.045
Total section		48.045		43.773	
<i>Section 00.5</i>					
art. 12.080	3.100.000	200.000	3.300.000	196.551	3.296.551
Total section		200.000		196.551	
<i>Section 00.6</i>					
art. 12.301	66.000	9.713	75.713	9.713	75.713
Total section		9.713		9.713	
Total des transferts du département 00		9.072.062		8.937.336	
01 – Ministère des Affaires étrangères					
<i>Section 01.0</i>					
art. 12.040	1.475.000	56.000	1.531.000	55.243	1.530.243
art. 12.080	673.000	20.000	693.000	19.443	692.443
art- 12.512	251.000	4.900	255.900	4.887	255.887
Total section		80.900		79.573	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Transferts demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après transferts</i>	<i>Transferts effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
<i>Section 01.1</i>					
art. 12.080	3.540.000	40.000	3.580.000	18.186	3.558.186
art. 12.083	8.104.000	285.000	8.389.000	158.188	8.262.188
art. 12.110	1.000.000	50.000	1.050.000	21.805	1.021.805
art. 12.250	36.700.000	690.000	37.390.000	597.982	37.297.982
art. 12.300	14.300.000	15.000	14.315.000	–	14.097.014
art. 72.010	5.952.000	495.000	6.447.000	428.268	6.380.268
art. 74.250	11.900.000	500.000	12.400.000	162.367	12.062.367
Total section		2.075.000		1.386.796	
<i>Section 01.3</i>					
art. 33.011	14.000.000	5.969.056	19.969.056	5.221.551	19.221.551
Total section		5.969.056		5.221.551	
<i>Section 01.5</i>					
art. 11.130	79.000	3.248	82.248	3.248	82.248
art. 33.001	4.000.000	4.022	4.004.022	4.022	4.004.022
Total section		7.270		7.270	
Total des transferts du département 01		8.132.226		6.695.190	
02 – Ministère de la Culture					
<i>Section 02.0</i>					
art. 12.012	2.900.000	2.269.208	5.169.208	2.185.649	5.085.649
art. 12.020	550.000	618.000	1.168.000	617.646	1.167.646
art. 12.040	170.000	203.000	373.000	200.613	370.613
art. 12.042	1.100.000	11.006	1.111.006	11.006	1.111.006
art. 12.070	350.000	314.900	664.900	314.888	664.888
art. 12.080	600.000	216.360	816.630	212.645	812.645
art. 12.100	3.550.000	509.400	4.059.400	509.152	4.059.152
art. 12.120	7.700.000	30.000	7.730.000	–	7.573.731
art. 12.140	1.000.000	467.000	1.467.000	466.234	1.466.234
art. 12.141	880.000	53.197	933.197	53.197	933.197
art. 12.190	100.000	220.000	320.000	220.000	320.000
art. 12.200	2.230.000	221.722	2.451.722	221.722	2.451.722
art. 12.303	4.500.000	3.738.825	8.238.825	3.726.455	8.226.455
art. 12.305	500.000	189.000	689.000	188.909	688.909
art. 33.000	38.450.000	3.500.000	41.950.000	–	38.215.000
art. 33.013	3.250.000	400.000	3.650.000	400.000	3.650.000
art. 34.060	4.000.000	630.000	4.630.000	620.000	4.620.000
art. 74.040	500.000	214.500	714.500	193.723	693.723
Total section		13.806.388		10.141.839	
<i>Section 02.1</i>					
art. 12.010	525.000	17.000	542.000	16.155	541.155
art. 12.040	410.000	157.000	567.000	156.355	533.355
art. 12.050	140.000	116.000	256.000	115.244	255.244
art. 12.070	220.000	25.000	245.000	24.981	244.981
art. 12.140	500.000	105.000	605.000	104.522	604.522
art. 12.141	500.000	47.000	547.000	46.057	546.057
art. 43.000	23.000.000	3.347.000	26.347.000	3.339.402	26.339.402
art. 74.000	480.000	200.000	680.000	195.625	675.625
art. 74.040	200.000	136.000	336.000	135.772	335.772
Total section		4.150.000		4.134.113	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Transferts demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après transferts</i>	<i>Transferts effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
<i>Section 02.3</i>					
art. 12.000	95.000	45.000	140.000	139.655.000	139.750.000
art. 12.050	1.150.000	122.000	1.272.000	121.005	1.271.005
art. 12.080	2.500.000	129.000	2.629.000	31.896	2.531.896
art. 12.140	600.000	155.000	755.000	154.005	754.005
art. 74.070	2.800.000	165.000	2.965.000	164.564	2.964.564
Total section		616.000		140.126.470	
<i>Section 02.4</i>					
art. 12.020	40.000	200	40.200	117	40.117
art. 12.080	2.540.000	80.000	2.620.000	76.505	2.616.505
art. 12.301	950.000	710.000	1.660.000	702.410	1.652.410
Total section		790.200		779.032	
<i>Section 02.5</i>					
art. 12.020	94.000	54.000	148.000	53.683	147.683
art. 12.040	170.000	26.000	196.000	25.621	195.621
art. 12.050	350.000	59.000	409.000	58.009	408.009
art. 12.080	900.000	14.000	914.000	13.851	913.851
art. 12.141	1.585.000	124.000	1.709.000	112.770	1.697.770
art. 12.170	130.000	1	130.001	1	130.001
art. 12.320	3.415.000	131.000	3.546.000	125.848	3.540.848
art. 12.352	240.000	60.000	300.000	60.000	300.000
art. 74.040	2.528.000	605.000	3.133.000	604.325	3.132.325
Total section		1.073.001		1.054.108	
<i>Section 02.7</i>					
art. 12.040	170.000	10.000	180.000	9.585	179.585
art. 12.050	130.000	55.000	185.000	52.986	182.986
art. 12.310	1.000.000	55.000	1.055.000	20.316	1.020.316
art. 35.060	15.000	10.000	25.000	5.626	20.626
Total section		130.000		88.513	
Total des transferts du département 02		20.565.589		156.324.075	
03 – Ministère de la Fonction publique					
<i>Section 03.0</i>					
art. 11.132	400.000	174.000	574.000	173.125	573.125
Total section		174.000		173.125	
<i>Section 03.1</i>					
art. 12.150	770.000	123.076	893.076	123.076	893.076
Total section		123.076		123.076	
<i>Section 03.2</i>					
art. 12.040	503.000	6.800	509.800	6.102	509.102
Total section		6.800		6.102	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Transferts demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après transferts</i>	<i>Transferts effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
<i>Section 03.3</i>					
art. 11.131	2.716.000	250.000	2.966.000	39.500	2.755.500
art. 12.001	1.784.000	1.500.000	3.284.000	1.488.437	3.272.437
art. 12.010	500.000	340.000	840.000	293.480	793.480
art. 12.040	279.000	660.000	939.000	633.630	912.630
art. 12.050	99.000	200.000	299.000	168.286	267.286
art- 12.080	30.000	170.000	200.000	153.029	183.029
Total section		3.120.000		2.776.362	
<i>Section 03.4</i>					
art. 12.050	200.000	24.000	224.000	23.234	223.234
Total section		24.000		23.234	
Total des transferts du département 03		3.447.876		3.101.899	
04 – Ministère des Finances					
<i>Section 04.1</i>					
art. 11.100	217.000	3.000	220.000	2.564	219.564
art. 11.130	1.570.000	59.000	1.629.000	50.835	1.620.835
art. 12.100	30.864.000	169.000	31.033.000	168.310	31.032.610
art. 12.330	75.000	6.000	81.000	5.396	80.396
art. 74.010	240.000	63.000	303.000	62.163	302.163
art. 74.020	500.000	13.000	513.000	12.127	512.127
art. 74.080	900.000	4.000	904.000	3.844	903.844
Total section		317.000		305.539	
<i>Section 04.2</i>					
art. 11.110	100.000	12.000	112.000	11.300	111.300
art. 12.000	380.000	64.000	444.000	63.200	443.200
art. 12.010	790.000	95.000	885.000	94.872	884.872
art. 12.040	3.755.000	29.000	3.784.000	21.420	3.776.420
art. 12.050	11.370.000	257.000	11.627.000	256.539	11.626.539
art. 12.310	4.000.000	31.000	4.031.000	31.000	4.031.000*)
art. 12.330	600.000	61.000	661.000	60.730	660.730
art. 12.350	1.830.000	39.000	1.869.000	38.123	1.868.123
art. 43.010	220.000	16.000	236.000	15.760	235.760
art. 74.010	470.000	17.000	487.000	16.220	486.220
Total section		621.000		609.164	
<i>Section 04.3</i>					
art. 12.050	11.000.000	369.000	11.369.000	369.000	11.369.000*)
art. 12.330	5.000	6.000	11.000	5.364	10.364
art. 12.380	39.000	22.000	61.000	21.792	60.792
art. 74.000	5.000.000	238.000	5.238.000	237.165	5.237.165
Total section		635.000		633.321	
<i>Section 04.4</i>					
art. 12.010	500.000	200.000	700.000	197.927	697.927
art. 12.040	400.000	150.000	550.000	141.130	541.130
Total section		350.000		339.057	
Total des transferts du département 04		1.923.000		1.887.081	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Transferts demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après transferts</i>	<i>Transferts effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
05 – Ministère des Finances:					
Budget					
<i>Section 05.0</i>					
art. 12.040	820.000	162.000	982.000	161.717	981.717
art. 12.080	385.000	1.200	386.200	1.116	386.116
art. 12.310	50.000	911.800	961.800	911.795	961.795
Total section		1.075.000		1.074.628	
<i>Section 05.1</i>					
art. 35.060	28.000	4.100	32.100	4.017	32.017
art. 74.010	450.000	293.000	743.000	288.650	738.650
Total section		297.100		292.667	
<i>Section 05.3</i>					
art. 12.040	275.000	10.500	285.500	10.129	285.129
Total section		10.500		10.129	
<i>Section 05.5</i>					
art. 11.100	317.000	1.000	318.000	1.000	318.000
art. 12.004	20.000.000	146.000	20.146.000	145.662	20.145.662
art. 12.050	2.900.000	285.000	3.185.000	279.456	3.179.456
art. 12.300	500.000	27.000	527.000	26.240	526.240
art. 12.340	700.000	162.000	862.000	161.253	861.253
art. 35.060	410.000	6.600	416.600	6.600	416.600
Total section		627.600		620.211	
<i>Section 05.6</i>					
art. 12.042	11.000.000	40.000	11.040.000	31.255	11.031.255
art. 12.170	4.500.000	276.000	4.776.000	202.523	4.702.523
art. 74.011	3.264.000	59.000	3.323.000	58.024	3.322.024
art. 74.060	240.000	250.000	490.000	249.285	489.285
Total section		625.000		541.087	
Total des transferts du département 05		2.635.200		2.538.722	
07 – Ministère de la Justice					
<i>Section 07.0</i>					
art. 12.012	7.500.000	212.468	7.712.468	154.684	7.654.684
Total section		212.468		154.684	
<i>Section 07.1</i>					
art. 11.130	1.623.000	113.125	1.736.125	– 95.094	1.527.906
art. 12.040	7.753.000	860.868	8.613.868	856.779	8.609.779
art. 12.080	8.700.000	566.492	9.266.492	566.492	9.266.492
art. 12.081	750.000	6.983.634	7.733.634	6.983.634	7.733.634
Total section		8.524.119		8.311.811	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Transferts demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après transferts</i>	<i>Transferts effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
<i>Section 07.2</i>					
art. 12.042	100.000	23.632	123.632	23.632	123.632
art. 12.050	1.327.000	186.317	1.513.317	186.317	1.513.317
art. 12.080	5.000.000	604.384	5.604.384	550.695	5.550.695
art. 12.082	22.000.000	737.882	22.737.882	558.286	22.558.286
art. 12.300	350.000	388.752	738.752	388.752	738.752
Total section		1.940.967		1.707.682	
Total des transferts du département 07		10.677.554		10.174.177	
08 – Ministère de la Force publique					
<i>Section 08.0</i>					
art. 11.130	175.000	19.000	194.000	18.200	193.200
art. 12.012	13.600.000	680.000	14.280.000	644.537	14.244.537
art. 12.020	170.000	102.000	272.000	101.986	271.986
art. 12.300	500.000	85.000	585.000	84.584	584.584
art. 12.305	2.000.000	1.000	2.001.000	436	2.000.436
art. 35.060	275.000	1.000	276.000	890	275.890
Total section		888.000		850.633	
<i>Section 08.1</i>					
art. 11.070	320.431.000	240.000	320.671.000	240.000	320.671.000*)
art. 11.141	31.000.000	1.910.000	32.910.000	1.852.434	32.852.434
art. 12.000	1.701.000	159.000	1.860.000	158.600	1.859.600
art. 12.040	2.710.000	500.000	3.210.000	479.349	3.189.349
art. 12.050	3.450.000	185.000	3.635.000	118.890	3.568.890
art. 12.190	10.000.000	3.200.000	13.200.000	3.141.459	13.141.459
art. 12.300	35.000.000	1.265.000	36.265.000	1.264.639	36.264.639
art. 12.340	5.400.000	700.000	6.100.000	157.551	5.557.551
art. 74.020	80.000	6.000	86.000	5.963	85.963
Total section		8.165.000		7.418.885	
<i>Section 08.2</i>					
art. 12.010	2.700.000	548.000	3.248.000	546.691	3.246.691
art. 12.022	8.700.000	450.000	9.150.000	417.081	9.117.081
art. 12.040	11.060.000	320.000	11.380.000	298.363	11.358.363
art. 12.051	8.995.000	241.000	9.236.000	240.179	9.235.179
art. 12.190	6.500.000	62.000	6.562.000	59.913	6.559.913
art. 74.540	672.000	959.000	1.631.000	958.957	1.630.957
Total section		2.580.000		2.521.184	
<i>Section 08.3</i>					
art. 11.100	8.600.000	3.000	8.603.000	3.000	8.603.000*)
art. 11.150	1.000.000	141.000	1.141.000	141.000	1.141.000*)
art. 12.022	8.000.000	420.000	8.420.000	199.530	8.199.530
art. 12.040	7.450.000	570.000	8.020.000	438.218	7.888.218
art. 12.080	2.106.000	90.000	2.196.000	66.518	2.172.518
art. 12.360	200.000	12.000	212.000	12.000	212.000*)
art. 74.040	1.500.000	1.080.000	2.580.000	1.078.820	2.578.820
Total section		2.316.000		1.939.086	
Total des transferts du département 08		13.949.000		12.729.788	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Transferts demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après transferts</i>	<i>Transferts effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
09 – Ministère de l'Intérieur					
<i>Section 09.0</i>					
art. 63.000	150.000.000	3.500.000	153.500.000	3.500.000	153.500.000
Total section		3.500.000		3.500.000	
<i>Section 09.1</i>					
art. 12.012	105.000	14.992	119.992	14.992	119.992
art. 12.040	320.000	34.200	354.200	34.026	354.026
art. 12.050	425.000	16.327	441.327	16.327	441.327
art. 12.052	257.000	8.977	265.977	8.977	265.977
art. 12.102	1.135.000	8.301	1.143.301	8.301	1.143.301
Total section		82.797		82.623	
<i>Section 09.2</i>					
art. 12.010	225.000	9.326	234.326	9.326	234.326
Total section		9.326		9.326	
<i>Section 09.5</i>					
art. 12.040	555.000	15.884	570.884	15.884	570.884
art. 12.310	3.550.000	57.321	3.607.321	57.321	3.607.321
Total section		73.205		73.205	
<i>Section 09.6</i>					
art. 12.010	65.000	23.586	88.586	389	65.389
art. 74.040	300.000	38.636	338.636	38.636	338.636
Total section		62.222		39.025	
Total des transferts du département 09		3.727.550		3.704.179	
10 – Ministère de l'Éducation physique					
<i>Section 10.0</i>					
art. 12.010	280.000	59.000	339.000	58.519	338.519
art. 12.330	5.300.000	151.500	5.451.500	151.214	5.451.214
art. 12.360	1.400.000	1.000	1.401.000	13	1.400.013
art. 74.041	550.000	3.000	553.000	2.434	552.434
Total section		214.500		212.180	
<i>Section 10.1</i>					
art. 12.080	7.600.000	31.000	7.631.000	30.558	7.630.558
Total section		31.000		30.558	
<i>Section 10.2</i>					
art. 12.050	233.000	51.000	284.000	50.677	283.677
art. 74.010	400.000	55.000	455.000	36.263	436.263
Total section		106.000		86.940	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Transferts demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après transferts</i>	<i>Transferts effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
<i>Section 10.3</i>					
art. 12.000	1.800.000	440.000	2.240.000	432.388	2.232.388
art. 12.040	400.000	12.000	412.000	8.181	408.181
art. 12.190	350.000	280.000	630.000	219.135	569.135
art. 12.191	1.200.000	43.000	1.243.000	42.863	1.242.863
art. 34.060	325.000	180.000	505.000	170.258	495.258
Total section		955.000		872.825	
Total des transferts du département 10		1.306.500		1.202.503	
11/12 – Ministère de l'Éducation nationale					
<i>Section 11.0</i>					
art. 11.130	1.300.000	692.000	1.992.000	589.720	1.889.720
art. 11.137	18.267.000	100.000	18.367.000	100.000	18.367.000*)
art. 12.000	150.000	205.000	355.000	204.432	354.432
art. 12.001	1.030.000	50.000	1.080.000	49.096	1.079.096
art. 12.020	95.000	21.000	116.000	20.533	115.533
art. 12.070	4.410.000	435.000	4.845.000	431.148	4.841.148
art. 12.100	3.209.000	6.000	3.215.000	5.686	3.214.686
art. 12.301	7.000.000	270.000	7.270.000	216.343	7.216.343
art. 12.308	125.000	5.000	130.000	4.036	129.036
art. 74.040	40.000.000	1.100.000	41.100.000	1.092.603	41.092.603
art. 74.041	90.000.000	4.900.000	94.900.000	4.874.149	94.874.149
art. 74.060	11.340.000	875.000	12.215.000	868.718	12.208.718
Total section		8.659.000		8.456.464	
<i>Section 11.1</i>					
art. 12.040	110.000	2.000	112.000	1.137	111.137
art. 35.060	35.000	2.000	37.000	1.502	36.502
art. 74.040	1.140.000	421.000	1.561.000	420.612	1.560.612
Total section		425.000		423.251	
<i>Section 11.2</i>					
art. 11.130	4.352.000	240.000	4.592.000	225.486	4.577.486
art. 12.221	52.640.000	404.000	53.044.000	–	52.259.631
Total section		644.000		225.486	
<i>Section 11.3</i>					
art. 11.130	390.000	215.000	605.000	211.800	601.800
art. 12.040	1.662.000	181.000	1.843.000	178.767	1.840.767
art. 12.141	220.000	7.000	227.000	3.161	223.161
Total section		403.000		393.728	
<i>Section 11.5</i>					
art. 12.010	1.320.000	80.000	1.400.000	79.403	1.399.403
Total section		80.000		79.403	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Transferts demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après transferts</i>	<i>Transferts effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
<i>Section 11.6</i>					
art. 12.120	300.000	280.000	580.000	280.000	580.000
art. 12.190	200.000	60.000	260.000	48.469	248.469
art. 33.011	80.000.000	18.500.000	98.500.000	18.500.000	98.500.000
art. 34.070	50.000	30.000	80.000	30.000	80.000
art. 35.020	155.000	120.000	275.000	119.347	274.347
art. 74.300	300.000	34.000	334.000	31.694	331.694
Total section		19.024.000		19.009.510	
<i>Section 11.8</i>					
art. 12.020	210.000	45.000	255.000	44.525	254.525
Total section		45.000		44.525	
<i>Section 12.0</i>					
art. 12.255	660.000	18.000	678.000	17.797	677.797
art. 12.256	2.580.000	61.000	2.641.000	60.850	2.640.850
art. 12.261	550.000	81.000	631.000	80.989	630.989
art. 12.264	750.000	3.000	753.000	2.033	752.033
art. 12.267	1.900.000	700.000	2.600.000	689.266	2.589.266
art. 12.271	535.000	1.000	536.000	137	535.137
art. 32.010	1.413.000	80.000	1.493.000	78.540	1.491.540
art. 34.010	1.700.000	45.000	1.745.000	36.880	1.736.880
Total section		989.000		966.492	
<i>Section 12.1</i>					
art. 11.133	9.000.000	500.000	9.500.000	35.554	9.035.554
Total section		500.000		35.554	
<i>Section 12.2</i>					
art. 11.130	937.000	31.000	968.000	29.194	966.194
Total section		31.000		29.194	
<i>Section 12.4</i>					
art. 12.252	4.260.000	25.000	4.285.000	–	4.252.662
art. 12.254	3.200.000	23.000	3.223.000	15.406	3.215.406
Total section		48.000		15.406	
<i>Section 12.5</i>					
art. 12.250	10.674.000	30.000	10.704.000	25.101	10.699.101
art. 12.253	8.840.000	55.000	8.895.000	41.401	8.881.401
art. 12.254	6.350.000	390.000	6.740.000	298.303	6.648.303
art. 12.255	4.532.000	20.000	4.552.000	–	4.469.469
art. 12.256	9.995.000	100.000	10.095.000	72.278	10.067.278
art. 12.257	3.105.000	289.000	3.394.000	288.588	3.393.588
art. 12.259	6.508.000	98.000	6.606.000	97.501	6.605.501
art. 12.261	3.864.000	30.000	3.894.000	6.415	3.870.415
art. 12.262	4.850.000	15.000	4.865.000	–	4.825.415
art. 12.303	75.000	3.000	78.000	–	61.538
Total section		1.030.000		829.587	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Transferts demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après transferts</i>	<i>Transferts effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
<i>Section 12.6</i>					
art. 12.190	200.000	21.000	221.000	20.651	220.651
art. 12.250	6.692.000	253.000	6.945.000	252.457	6.944.457
Total section		253.000		252.457	
Total des transferts du département 11/12		32.131.000		30.761.057	
13 – Ministère de la Famille					
<i>Section 13.0</i>					
art. 74.000	800.000	110.000	910.000	109.627	909.627
art. 74.040	40.000	177.500	217.500	177.288	217.288
Total section		287.500		286.915	
<i>Section 13.1</i>					
art. 33.009	7.200.000	1.400.000	8.600.000	1.397.363	8.597.363
art. 33.014	2.700.000	1.020.000	3.720.000	960.000	3.660.000
Total section		2.420.000		2.357.363	
<i>Section 13.3</i>					
art. 11.100	30.000	8.000	38.000	7.501	37.501
Total section		8.000		7.501	
<i>Section 13.4</i>					
art. 12.000	11.000	1.000	12.000	1.000	12.000
art. 12.040	300.000	39.514	339.514	39.514	339.514
art. 12.050	1.570.000	20.541	1.590.541	20.541	1.590.541
art. 12.060	69.000	7.384	76.384	7.384	76.384
Total section		68.439		68.439	
<i>Section 13.5</i>					
art. 12.040	1.753.000	93.286	1.846.286	93.286	1.846.286
art. 12.140	47.000	14.824	61.824	14.824	61.824
Total section		108.110		108.110	
<i>Section 13.6</i>					
art. 11.131	1.954.000	85.000	2.039.000	84.887	2.038.887
art. 12.011	630.000	42.000	672.000	41.972	671.972
art. 74.040	350.000	90.000	440.000	79.354	429.354
art. 74.041	47.000	123.000	170.000	122.481	169.481
Total section		340.000		328.694	
<i>Section 13.7</i>					
art. 12.010	1.600.000	288.000	1.888.000	277.071	1.877.071
art. 12.030	1.000.000	931.000	1.931.000	930.722	1.930.722
art. 74.040	400.000	62.000	462.000	61.071	461.071
art. 74.080	2.323.000	41.000	2.364.000	40.095	2.363.095
Total section		1.322.000		1.308.959	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Transferts demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après transferts</i>	<i>Transferts effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
<i>Section 13.8</i>					
art. 12.001	1.560.000	104.000	1.664.000	102.600	1.662.600
art. 12.250	2.922.000	60.000	2.982.000	53.701	2.975.701
Total section		164.000		156.301	
Total des transferts du département 13		4.718.049		4.622.282	
14 – Ministère de la Santé					
<i>Section 14.0</i>					
art. 12.000	319.000	92.000	411.000	91.900	410.990
art. 12.040	295.000	1.000	296.000	555	295.555
art. 12.121	1.500.000	253.000	1.753.000	252.800	1.752.800
art. 12.320	600.000	693.000	1.293.000	685.488	1.285.488
art. 31.051	7.200.000	206.000	7.406.000	206.000	7.406.000*)
art. 35.060	10.255.000	908.000	11.163.000	907.588	11.162.588
art. 74.050	45.000	416.000	461.000	415.582	460.582
Total section		2.569.000		2.559.913	
<i>Section 14.1</i>					
art. 11.130	100.000	28.000	128.000	28.000	128.000
art. 12.000	192.000	15.000	207.000	15.000	207.000
art. 12.001	100.000	1.000	101.000	648	100.648
art. 12.003	11.110.000	84.000	11.194.000	83.092	11.193.092
art. 12.011	450.000	81.000	531.000	80.288	530.288
art. 12.014	300.000	91.000	391.000	90.356	390.356
art. 12.040	60.000	18.000	78.000	16.745	76.745
art. 12.100	2.867.000	291.000	3.158.000	290.688	3.157.688
art. 12.120	260.000	67.000	327.000	66.324	326.324
art. 12.125	300.000	10.000	310.000	9.828	309.828
art. 12.151	2.700.000	4.000	2.704.000	3.760	2.703.760
art. 12.170	500.000	164.000	664.000	163.562	663.562
art. 12.251	1.350.000	17.000	1.367.000	16.484	1.366.484
art. 12.253	690.000	134.000	824.000	129.642	819.642
art. 12.254	760.000	39.000	799.000	38.210	798.210
art. 12.256	2.374.000	247.000	2.621.000	246.803	2.620.803
art. 12.302	6.630.000	571.000	7.201.000	466.296	7.096.296
art. 12.304	29.900.000	30.000	29.930.000	29.679	29.929.679
art. 34.010	7.500.000	293.000	7.793.000	292.787	7.792.787
art. 74.030	6.670.000	636.000	7.306.000	635.923	7.305.923
art. 74.033	200.000	19.000	219.000	18.678	218.678
art. 74.045	350.000	29.000	379.000	28.147	378.147
art. 74.049	100.000	11.000	111.000	10.677	110.677
art. 74.060	80.000	745.000	825.000	743.889	823.889
Total section		3.625.000		3.505.506	
<i>Section 14.2</i>					
art. 11.100	950.000	68.000	1.018.000	67.564	1.017.564
art. 12.040	4.680.000	12.000	4.692.000	11.124	4.691.124
art. 12.100	500.000	271.000	771.000	270.250	770.250
art. 12.160	70.000.000	12.000	70.012.000	8.456	70.008.456
Total section		363.000		357.394	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Transferts demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après transferts</i>	<i>Transferts effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
<i>Section 14.3</i>					
art. 12.040	170.000	25.000	195.000	23.856	193.856
art. 12.050	125.000	125.000	250.000	123.552	248.552
art. 12.080	540.000	36.000	576.000	35.649	575.649
art. 12.100	4.414.000	9.000	4.423.000	8.212	4.422.212
art. 33.015	9.745.000	8.390.000	18.135.000	8.390.000	18.135.000
Total section		8.585.000		8.581.269	
<i>Section 14.4</i>					
art. 12.020	665.000	27.053	692.053	27.053	692.053
art. 12.040	1.000.000	46.663	1.046.663	9.938	1.009.938
art. 12.050	2.156.000	557.303	2.713.303	557.303	2.713.303
art. 12.060	552.000	25.005	577.005	25.005	577.005
art. 12.160	38.880.000	1.151.512	40.031.512	1.100.321	39.980.321
art. 12.190	350.000	565.967	915.967	565.967	915.967
art. 12.251	5.250.000	21.975	5.271.975	3.075	5.253.075
art. 74.030	600.000	17.505	617.505	17.505	617.505
art. 74.040	2.080.000	1.060.868	3.140.868	1.058.932	3.138.932
art. 74.050	300.000	81.884	381.884	81.884	381.884
Total section		3.555.735		3.446.983	
<i>Section 14.5</i>					
art. 12.251	15.983.000	285.000	16.268.000	233.675	16.216.675
art. 12.252	11.743.000	489.000	12.232.000	488.391	12.231.391
Total section		774.000		722.066	
Total des transferts du département 14		19.471.735		19.173.131	
15 – Ministère de l'Environnement					
<i>Section 15.0</i>					
art. 12.020	65.000	2.000	67.000	1.204	66.204
art. 12.311	1.200.000	389.000	1.589.000	388.988	1.588.988
art. 35.060	3.945.000	4.112.000	8.057.000	4.111.854	8.056.854
art. 74.050	1.000.000	397.000	1.397.000	396.291	1.396.291
Total section		4.900.000		4.898.337	
<i>Section 15.1</i>					
art. 12.040	1.600.000	250.000	1.850.000	242.056	1.842.056
art. 12.050	1.700.000	195.000	1.895.000	194.203	1.894.203
art. 12.060	50.000	60.000	110.000	59.797	109.797
art. 12.080	195.000	68.000	263.000	67.240	262.240
art. 12.120	6.500.000	833.000	7.333.000	5.667	6.505.667
art. 53.010	2.700.000	1.412.000	4.112.000	1.411.828	4.111.828
art. 74.010	450.000	33.000	483.000	33.000	483.000
art. 74.030	8.800.000	378.000	9.178.000	377.628	9.177.628
Total section		3.229.000		2.391.419	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Transferts demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après transferts</i>	<i>Transferts effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
<i>Section 15.2</i>					
art. 12.010	1.500.000	73.000	1.573.000	72.827	1.572.827
art. 12.021	4.786.000	562.000	5.348.000	557.878	5.343.878
art. 12.060	120.000	35.000	155.000	29.350	149.350
art. 12.070	1.310.000	14.000	1.324.000	12.612	1.322.612
art. 74.001	7.260.000	14.000	7.274.000	13.750	7.273.750
art. 74.060	930.000	25.000	955.000	24.512	954.512
Total section		723.000		719.929	
Total des transferts du département 15		8.852.000		8.000.685	
16 – Ministère du Travail					
<i>Section 16.0</i>					
art. 12.012	2.700.000	850.000	3.550.000	810.133	3.510.133
art. 12.041	425.000	119.222	544.222	119.222	544.222
art. 12.120	95.000	235.000	330.000	235.000	330.000
Total section		1.204.222		1.164.355	
<i>Section 16.1</i>					
art- 12.000	26.000	2.300	28.300	2.300	28.300
art. 12.010	650.000	50.756	700.756	50.756	700.756
art. 12.040	2.990.000	816.133	3.806.133	816.133	3.806.133
art. 12.050	4.051.000	50.901	4.101.901	50.901	4.101.901
art. 12.060	50.000	60.485	110.485	60.485	110.485
art. 74.000	1.340.000	55.500	1.395.500	55.500	1.395.500
art. 74.050	360.000	40.920	400.920	40.920	400.920
art. 74.060	105.000	2.217	107.217	2.217	107.217
Total section		1.079.212		1.079.212	
<i>Section 16.2</i>					
art. 12.020	760.000	102.020	862.020	93.248	853.248
art. 12.040	1.550.000	235.240	1.785.240	228.855	1.778.855
art. 12.090	7.188.000	219.400	7.407.400	219.385	7.407.385
art. 12.121	300.000	352.600	652.600	352.500	652.500
art. 12.122	2.600.000	23.000	2.623.000	22.910	2.622.910
Total section		932.260		916.898	
<i>Section 16.3</i>					
art. 12.000	136.000	222.000	358.000	220.520	356.520
art. 12.050	108.000	14.000	122.000	13.718	121.718
Total section		236.000		234.238	
Total des transferts du département 16		3.451.694		3.394.703	
17/18 – Ministère de la Sécurité sociale					
<i>Section 17.0</i>					
art. 11.130	50.000	7.250	57.250	7.250	57.250
art. 12.012	1.300.000	98.849	1.398.849	98.849	1.398.849
Total section		106.099		106.099	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Transferts demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après transferts</i>	<i>Transferts effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
<i>Section 17.1</i>					
art. 12.000	85.000	166.000	251.000	100.175	185.175
art. 12.010	25.000	2.600	27.600	–	24.812
art. 12.190	300.000	36.400	336.400	36.398	336.398
Total section		205.000		136.573	
<i>Section 17.2</i>					
art. 12.040	600.000	115.972	715.972	113.704	713.704
art. 12.050	219.000	4.561	223.561	4.561	223.561
art. 12.160	80.000	43.622	123.622	43.622	123.622
art. 12.190	100.000	13.088	113.088	13.088	113.088
art. 74.080	173.000	6.913	179.913	6.913	179.913
Total section		184.156		181.888	
<i>Section 17.3</i>					
art. 12.000	680.000	26.856	706.856	26.856	706.856*)
art. 12.010	35.000	8.280	43.280	8.280	43.280
art. 12.040	250.000	3.335	253.335	3.335	253.335
art. 12.050	777.000	48.180	825.180	48.178	825.178
Total section		86.651		86.649	
<i>Section 17.6</i>					
art. 12.040	243.000	26.000	269.000	25.205	268.205
art. 12.050	490.000	25.000	515.000	17.312	507.312
Total section		51.000		42.517	
<i>Section 17.7</i>					
art. 12.010	1.000	6.600	7.600	3.287	4.287
Total section		6.600		3.287	
<i>Section 17.8</i>					
art. 12.000	5.000	31.000	36.000	–	0
art. 74.010	500.000	500.000	1.000.000	268.267	768.267
Total section		531.000		268.267	
<i>Section 18.4</i>					
art. 11.100	143.000	250	143.250	250	143.250
art. 11.130	83.000	222	83.222	222	83.222
Total section		472		472	
<i>Section 18.5</i>					
art. 11.010	21.852.000	123.680	21.975.680	123.680	21.975.680
art. 11.050	17.136.000	140.796	17.276.796	140.796	17.276.796*)
art. 11.130	36.000	6.735	42.735	6.735	42.735
art. 12.010	40.000	2.545	42.545	2.545	42.545
art. 12.050	920.000	36.234	956.234	36.234	956.234
art. 12.130	75.000	2.373	77.373	2.373	77.373
art. 74.080	200.000	190	200.190	190	200.190
Total section		312.553		312.553	
<i>Section 18.6</i>					
art. 11.000	16.335.000	317.274	16.652.274	317.274	16.652.274
art. 12.140	15.000	456	15.456	456	15.456
Total section		317.730		317.730	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Transferts demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après transferts</i>	<i>Transferts effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
<i>Section 18.7</i>					
art. 74.080	35.000	1.962	36.962	1.962	36.962
Total section		1.962		1.962	
<i>Section 18.8</i>					
art. 11.020	2.000	64.381	66.381	64.381	66.381
art. 11.050	14.076.000	31.690	14.107.690	31.690	14.107.690
art. 12.110	1.201.000	11.096	1.212.096	11.096	1.212.096
art. 12.140	14.000	1.722	15.722	1.722	15.722
art. 12.250	37.696.000	147.406	37.843.406	127.783	37.823.783
Total section		256.295		236.672	
Total des transferts du département 17/18		2.059.518		1.694.669	
19 – Ministère de l'Agriculture,					
<i>Section 19.0</i>					
art. 12.050	1.368.000	203.800	1.571.800	203.770	1.571.770
art. 12.020	124.000	18.600	142.600	18.589	142.589
art. 24.010	4.200.000	26.608	4.226.608	26.608	4.226.608
art. 35.060	3.785.000	10.500	3.795.500	10.500	3.795.500*)
Total section		259.508		259.467	
<i>Section 19.1</i>					
art. 34.104	2.300.000	903.000	3.203.000	902.451	3.202.451
Total section		903.000		902.451	
<i>Section 19.2</i>					
art. 12.040	2.550.000	494.000	3.044.000	493.876	3.043.876
art. 12.050	2.250.000	469.000	2.719.000	437.564	2.687.564
art. 12.100	3.672.000	6.000	3.678.000	5.840	3.677.840
art. 33.023	840.000	2.000	842.000	1.988	841.988
art. 33.025	550.000	55.800	605.800	55.721	605.721
art. 43.001	22.000.000	5.000.000	27.000.000	4.996.555	26.996.555
Total section		6.026.800		5.991.544	
<i>Section 19.4</i>					
art. 12.010	515.000	40.000	555.000	38.077	553.077
art. 74.010	450.000	5.000	455.000	3.073	453.073
Total section		45.000		41.150	
<i>Section 19.5</i>					
art. 12.020	55.000	6.000	61.000	5.592	60.592
art. 12.050	176.000	1.237	177.237	1.237	177.237
art. 12.052	36.000	1.779	37.779	1.779	37.779
Total section		9.016		8.608	
<i>Section 19.6</i>					
art. 12.010	220.000	32.300	252.300	32.296	252.296
art. 12.040	380.000	24.000	404.000	23.335	403.335
art. 12.050	266.000	96.000	362.000	95.574	361.574
art. 12.160	1.000.000	23.600	1.023.600	23.596	1.023.596
art. 74.040	62.000	396.041	458.041	395.789	457.789
Total section		571.941		570.590	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Transferts demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après transferts</i>	<i>Transferts effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
<i>Section 19.7</i>					
art. 12.300	42.500.000	153.000	42.653.000	150.238	42.650.238
art. 34.020	100.000	37.000	137.000	36.780	136.780
Total section		190.000		187.018	
<i>Section 19.8</i>					
art. 12.140	200.000	6.753	206.753	6.753	206.753
art. 33.013	1.000.000	578.000	1.578.000	568.709	1.568.709
Total section		584.753		575.462	
Total des transferts du département 19		8.590.018		8.536.290	
20 – Ministère de l'Economie					
<i>Section 20.0</i>					
art. 12.020	229.000	3.763	232.763	3.763	232.763
art. 12.040	380.000	5.024	385.024	5.024	385.024
art. 33.010	1.000.000	1.700.000	2.700.000	1.603.011	2.603.011
Total section		1.708.787		1.611.798	
<i>Section 20.1</i>					
art. 12.050	4.135.000	670.000	4.805.000	665.035	4.800.035
art. 12.080	4.651.000	36.000	4.687.000	35.356	4.686.356
art. 74.060	600.000	42.000	642.000	41.508	641.508
art. 12.800	430.000	23.000	453.000	22.206	452.206
Total section		771.000		764.105	
Total des transferts du département 20		2.479.787		2.375.903	
21 – Ministère des Classes Moyennes et du Tourisme					
<i>Section 21.0</i>					
art. 12.010	430.000	11.000	441.000	11.000	441.000
art. 12.012	625.000	280.000	905.000	273.092	898.092
Total section		291.000		284.092	
<i>Section 21.1</i>					
art. 12.012	520.000	303.000	823.000	302.401	822.401
art. 12.040	25.000	6.000	31.000	5.811	30.811
art. 12.140	1.645.000	11.347	1.656.347	10.841	1.655.841
art. 12.141	6.250.000	46.000	6.296.000	45.659	6.295.659
art. 33.012	15.500.000	2.207.494	17.707.494	1.759.851	17.259.851
art. 74.080	250.000	111.200	361.200	111.184	361.184
Total section		2.685.041		2.235.747	
Total des transferts du département 21		2.976.041		2.519.839	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Transferts demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après transferts</i>	<i>Transferts effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
22 – Ministère des Communications					
<i>Section 22.1</i>					
art. 12.010	18.000	40.000	58.000	34.931	52.931
art. 12.020	130.000	105.000	235.000	98.184	228.184
art. 12.051	2.348.000	127.000	2.475.000	126.100	2.474.100
art. 12.301	6.787.000	172.000	6.959.000	171.752	6.958.752
Total section		444.000		430.967	
Total des transferts du département 22		444.000		430.967	
23 – Ministère des Transports					
<i>Section 23.1</i>					
art. 11.130	550.000	31.500	581.500	31.500	581.500
art. 12.010	800.000	31.169	831.169	31.169	831.169
art. 12.081	345.000	57.010	402.010	57.010	402.010
Total section		119.679		119.679	
<i>Section 23.2</i>					
art. 12.020	380.000	55.000	435.000	52.077	432.077
Total section		55.000		52.077	
<i>Section 23.5</i>					
art. 12.040	100.000	2.564	102.564	1.280	101.280
Total section		2.564		1.280	
<i>Section 23.6</i>					
art. 11.150	500.000	648.657	1.148.657	492.108	992.108
art. 12.011	650.000	61.714	711.714	61.714	711.714
art. 12.030	48.000	8.000	56.000	8.000	56.000
art. 12.050	7.250.000	16.000	7.266.000	16.000	7.266.000*)
art. 12.310	20.000.000	123.090	20.123.090	123.090	20.123.090
art. 12.330	6.200.000	122.240	6.322.240	122.240	6.322.240*)
art. 12.350	6.850.000	110.750	6.960.750	103.238	6.953.238
art. 14.030	8.700.000	1.903.328	10.603.328	1.903.328	10.603.328
Total section		2.993.779		2.829.718	
<i>Section 23.8</i>					
art. 11.130	90.000	3.000	93.000	2.860	92.860
art. 12.040	650.000	125.000	775.000	114.715	764.715
art. 12.050	60.000	25.000	85.000	20.353	80.353
Total section		153.000		137.928	
Total des transferts du département 23		3.324.022		3.140.682	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Transferts demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après transferts</i>	<i>Transferts effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
24 – Ministère de l’Energie					
<i>Section 24.0</i>					
art. 12.012	1.000.000	66.417	1.066.417	63.493	1.063.493
art. 12.020	50.000	18.000	68.000	16.478	66.478
art. 12.080	750.000	12.808	762.808	12.808	762.808
art. 12.130	40.000	8.445	48.445	8.445	48.445
Total section		105.670		101.224	
Total des transferts du département 24		105.670		101.224	
25 – Ministère des Travaux publics					
<i>Section 25.0</i>					
art. 12.020	50.000	3.500	53.500	2.990	52.990
art. 12.040	225.000	19.500	244.500	13.410	238.410
art. 12.080	60.000	6.500	66.500	6.274	66.274
art. 12.121	6.000.000	400.000	6.400.000	400.000	6.400.000*)
art. 35.060	735.000	64.356	799.356	64.356	799.356
art. 74.050	550.000	445.000	995.000	444.246	994.246
Total section		938.856		931.276	
<i>Section 25.1</i>					
art. 12.010	6.100.000	621.000	6.721.000	581.215	6.681.215
art. 74.000	89.000.000	6.025.000	95.025.000	3.985.951	92.985.951
Total section		6.646.000		4.567.166	
<i>Section 25.3</i>					
art. 11.070	334.000	22.000	356.000	21.929	355.929
art. 12.040	1.700.000	125.000	1.825.000	123.105	1.823.105
art. 74.040	800.000	950.000	1.750.000	936.065	1.736.065
Total section		1.097.000		1.081.099	
<i>Section 25.4</i>					
art. 12.085	46.375.000	1.500.000	47.875.000	1.498.739	47.873.739
art. 12.086	35.210.000	2.800.000	38.010.000	2.668.966	37.878.966
Total section		4.300.000		4.167.705	
<i>Section 25.5</i>					
art. 72.029	25.500.000	1.000.000	26.500.000	975.443	26.475.443
art. 74.082	9.600.000	1.350.000	10.950.000	1.336.568	10.936.568
Total section		2.350.000		2.312.011	
Total des transferts du département 25		15.331.856		13.059.257	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Transferts demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après transferts</i>	<i>Transferts effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
26 – Ministère du Logement					
<i>Section 26.0</i>					
art. 12.000	30.000	18.000	48.000	18.000	48.000
art. 12.012	150.000	41.503	191.503	41.503	191.503
art. 12.020	60.000	16.067	76.067	16.067	76.067
art. 12.120	8.000.000	2.477.883	10.477.883	2.477.883	10.477.883
art. 35.060	30.000	2.936	32.936	2.936	32.936
Total section		2.556.389		2.556.389	
Total des transferts du département 26		2.556.389		2.556.389	
27 – Ministère de la Jeunesse					
<i>Section 27.0</i>					
art. 12.010	30.000	11.000	41.000	10.607	40.607
art. 12.120	500.000	2.000	502.000	1.947	501.947
art. 12.140	250.000	42.000	292.000	41.601	291.601
Total section		55.000		54.155	
<i>Section 27.1</i>					
art. 12.000	2.811.000	2.168.000	4.979.000	2.167.190	4.978.190
art. 12.020	320.000	78.000	398.000	77.781	397.781
art. 12.040	675.000	191.000	866.000	186.082	861.082
art. 12.050	600.000	118.000	718.000	117.834	717.834
art. 12.190	3.250.000	10.000	3.260.000	9.843	3.259.843
art. 74.040	2.400.000	96.600	2.496.600	96.515	2.496.515
Total section		2.661.600		2.655.245	
Total des transferts du département 27		2.716.600		2.709.400	
28 – Ministère de l'Aménagement du Territoire					
<i>Section 28.0</i>					
art. 12.012	530.000	133.000	663.000	129.022	659.022
art. 12.020	80.000	2.000	82.000	1.715	81.715
art. 12.040	580.000	32.000	612.000	31.313	611.313
art. 12.080	60.000	3.000	63.000	2.688	62.688
art. 35.010	100.000	15.000	115.000	14.305	114.305
Total section		185.000		179.043	
Total des transferts du département 28		185.000		179.043	

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Transferts demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après transferts</i>	<i>Transferts effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
29 – Ministère de la Promotion féminine					
<i>Section 29.0</i>					
art. 11.130	120.000	11.000	131.000	11.000	131.000
art. 12.012	350.000	235.000	585.000	217.976	567.976
art. 12.040	340.000	25.000	365.000	24.742	364.742
art. 12.080	312.000	21.000	333.000	–	305.633
art. 12.100	1.784.000	93.000	1.877.000	92.783	1.876.783
art. 12.301	2.200.000	108.000	2.308.000	108.000	2.308.000*)
art. 33.001	30.103.000	895.000	30.998.000	894.498	30.997.498
Total section		1.388.000		1.348.999	
Total des transferts du département 2		1.388.000		1.348.999	
Total des transferts du budget des dépenses ordinaires		186.217.936		311.899.470	

*) s'y ajoute(nt) encore un (ou plusieurs) dépassement(s) de crédit.

<i>Libellé & Article</i>	<i>Crédits votés</i>	<i>Transferts demandés et autorisés</i>	<i>Crédits après transferts</i>	<i>Transferts effectifs</i>	<i>Paiements effectifs</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3 (= 1+2)</i>	<i>4 (= 5-1)</i>	<i>5</i>
DEPENSES EXTRAORDINAIRES					
39 – Ministère de l'Intérieur					
<i>Section 39.0</i>					
art. 63.000	200.000.000	6.080.000	206.080.000	6.080.000	206.080.000
Total section		6.080.000		6.080.000	
Total des transferts du département 39		6.080.000		6.080.000	
44 – Ministère de la Santé					
<i>Section 44.0</i>					
art. 93.000	800.000.000	350.017.207	1.150.017.207	350.017.207	1.150.017.207
Total section		350.017.207		350.017.207	
Total des transferts du département 44		350.017.207		350.017.207	
51 – Ministère des Classes Moyennes et du Tourisme					
<i>Section 51.1</i>					
art. 32.000	2.000.000	205.000	2.205.000	189.092	2.189.092
art. 52.000	7.000.000	9.506.000	16.506.000	9.505.143	16.505.143
art. 52.002	1.500.000	860.000	2.360.000	860.000	2.360.000
art. 53.042	5.000.000	1.222.000	6.222.000	1.221.791	6.221.791
art. 63.000	92.970.000	13.945.000	106.915.000	13.907.880	106.877.880
Total section		25.738.000		25.683.906	
Total des transferts du département 51		25.738.000		25.683.906	
Total des transferts du budget des dépenses extraordinaires		381.835.207		381.781.113	
Total général des transferts		568.053.143		693.680.583	

Annexe 6

**RAPPORT DE LA COUR DES COMPTES
SUR LES COMPTES GENERAUX DE L'ETAT DE
L'EXERCICE BUDGETAIRE 1998**

TABLE DES MATIERES

	<i>Page</i>
Remarque préliminaire.....	55
I. Les transferts	56
II. Les crédits non limitatifs	79
III. Les restants d'exercices antérieurs	98
IV. Les ordonnances provisoires.....	100
V. Les comptables extraordinaires	102
VI. Les marchés publics.....	105
VII. L'ordonnancement	115
VIII. Les frais de route et de séjour	120
IX. Les agents de l'Etat.....	123
X. Les services de l'Etat à gestion séparée.....	125

*

No 4350 du journal

Luxembourg, le 20 novembre 2000

A Monsieur le Ministre des Finances
3, rue de la Congrégation
L-2931 Luxembourg

Monsieur le Ministre,

Faisant suite à la dépêche de Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget du 2 août 2000, présentée à la Cour des comptes le 11 août 2000, nous avons l'honneur de vous renvoyer sous ce pli les documents relatifs aux comptes généraux de l'Etat de l'exercice 1998, à savoir:

- 1) le compte général des recettes et des dépenses opérées sur les fonds ordinaires et extraordinaires de l'Etat;
- 2) le compte général des recettes et des dépenses opérées sur les fonds spéciaux déposés dans la Caisse de l'Etat;
- 3) les comptes d'exercice des comptables de l'Etat.

Conformément aux prescriptions de l'article 72 de l'arrêté grand-ducal du 21 décembre 1936 portant règlement sur la comptabilité de l'Etat, les comptes sous 3) ont été dûment arrêtés par la Cour des comptes.

En ce qui concerne les comptes sous 1) et sous 2), les écritures ont été trouvées conformes aux inscriptions dans les fichiers de comptabilité de notre Cour ainsi qu'aux arrêts rendus sur les comptes d'exercice des comptables de l'Etat.

Les recettes sont justifiées par les quittances de versement des receveurs, les dépenses par les quittances des parties prenantes. Toutes ces quittances sont déposées aux archives de la Cour des comptes.

Les comptes généraux de l'Etat de l'exercice 1998 s'établissent comme suit:

A.– Recettes et dépenses ordinaires et extraordinaires

I.	Recettes effectives du budget de l'exercice 1998	190.643.126.550.–
II.	Dépenses effectives du budget de l'exercice 1998	188.613.119.564.–
III.	Excédent de recettes du budget de l'exercice 1998	2.030.006.986.–
IV.	Excédent de recettes à la clôture de l'exercice 1997	13.328.284.543.–
V.	Excédent de recettes à la clôture de l'exercice 1998	15.358.291.529.–

*B.– Recettes et dépenses pour ordre **

I.	Recettes pour ordre	85.638.202.331.–
II.	Dépenses pour ordre	85.536.311.687.–
III.	Excédent de recettes	101.890.644.–

* La différence entre recettes et dépenses pour ordre a son origine dans un excédent de recettes de l'article 32 et un excédent de dépenses de l'article 20.

C.– Recettes et dépenses sur les fonds spéciaux déposés dans la Caisse de l'Etat

I.	Recettes, y compris une somme de 60.498.713.723 LUF restée disponible à la clôture de l'exercice 1997	113.447.647.971.–
II.	Dépenses effectives	40.522.848.654.–
III.	Excédent de recettes	72.924.799.317.–

En exécution de l'article 7 de la loi du 19 février 1931 concernant l'organisation de la Chambre des comptes et de la Recette générale et de l'article 72 de l'arrêté grand-ducal du 21 décembre 1936 portant règlement sur la comptabilité de l'Etat, la Chambre des comptes présente ci-après un certain nombre d'observations d'ordre général lesquelles, au vu de l'article 59 de la loi du 27 juillet 1936 sur la comptabilité de l'Etat, sont à communiquer à la Chambre des députés, conjointement avec les comptes généraux de l'Etat, afin de permettre le contrôle parlementaire en matière financière et budgétaire.

*

REMARQUE PRELIMINAIRE

Les lois du 8 juin 1999 respectivement portant organisation de la Cour des comptes et sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat sont entrées en vigueur au 1er janvier 2000, mais elles ne sont applicables actuellement que sous réserve des dispositions transitoires y prévues.

Suite à ces lois ayant, entre autres, pour objectif le renforcement du contrôle des recettes et des dépenses de l'Etat, des réformes impliquant une refonte des mécanismes de contrôle des finances publiques sont en cours d'être mises en place.

Pendant la période transitoire nécessaire à la réalisation de ces réformes, la Cour des comptes continue à exercer les attributions dévolues à la Chambre des comptes par les articles 4 à 7 de la loi modifiée du 19 février 1931 concernant l'organisation de la Chambre des comptes et par la loi modifiée du 27 juillet 1936 concernant la comptabilité de l'Etat ainsi que par des lois particulières.

Le contrôle de la Cour des comptes porte sur la vérification de la légalité et de la régularité des recettes et des dépenses ainsi que sur l'examen matériel des pièces justificatives. Partant, la Cour des comptes effectue encore à l'heure actuelle le contrôle ex ante en matière de dépenses de l'Etat en procédant à un contrôle systématique de toutes les ordonnances de paiement avant paiement mais après engagement.

A l'avenir, il est prévu d'instituer un double contrôle constitué d'un contrôle ex ante et d'un contrôle ex post.

Le contrôle ex ante reviendra au contrôleur financier interne. Celui-ci aura pour mission de vérifier la régularité et la légalité des actes de l'ordonnateur placé sous son contrôle et d'exercer, au regard des autorisations budgétaires, un contrôle préalable tant de l'engagement et de l'ordonnancement des dépenses que de la constatation et du recouvrement des recettes non fiscales.

Le contrôle ex post sera opéré par la Cour des comptes chargée, d'une part, de vérifier la légalité et la régularité des comptes ainsi que celle des opérations de recettes et dépenses de l'Etat et, d'autre part, d'examiner la bonne gestion financière des deniers publics.

Selon les informations dont dispose la Cour des comptes, le contrôle interne à effectuer par le contrôleur financier devrait fonctionner à partir de l'exercice 2001 de sorte que la Cour des comptes pourrait se consacrer aux attributions de contrôle externe dès que l'exercice 2000 sera clôturé.

Il en résulte que la Cour des comptes présentera son premier rapport général sur le projet de loi portant règlement des comptes généraux de l'Etat de l'exercice précédent tel que prévu à l'article 5 de la loi du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des comptes au plus tôt pendant l'année 2002. Ce rapport portera sur l'exercice 2001.

Dans ce contexte, il importe que le nouveau délai, inscrit à l'article 11 de la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat et concernant le dépôt à la Chambre des députés du projet de loi portant règlement des comptes généraux de l'Etat de l'exercice précédent, soit évidemment respecté à l'avenir. En effet, une présentation tardive dudit projet de loi enlèverait beaucoup de son intérêt pour la Chambre des députés quant à l'appréciation de la bonne exécution du budget conformément à l'autorisation du législateur.

En ce qui concerne les rapports de la Cour des comptes sur les comptes généraux des exercices budgétaires 1998, 1999 et 2000, ceux-ci se situent encore dans le cadre de l'exercice des missions de la Chambre des comptes.

Aussi la présentation du rapport sur les comptes généraux de l'exercice 1998 est-elle de facture classique.

I. LES TRANSFERTS

L'article 17 de la loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 1998 fixe les règles et limites à observer en cas de transferts d'excédents de crédit d'un article budgétaire à un autre.

Selon cette disposition, les membres du gouvernement sont tenus de soumettre à la Chambre des comptes copie des arrêtés de transfert, indiquant la raison justificative de chaque transfert. Il incombe à cette dernière d'adresser copie de ses arrêtés à la Chambre des députés et de présenter, ensemble avec ses observations sur les comptes généraux de l'exercice 1998, un rapport circonstancié concernant les transferts opérés sur les crédits votés pour cet exercice.

Le transfert d'excédents de crédit d'un article budgétaire à un autre constitue une dérogation à la règle de la spécialité budgétaire en vertu de laquelle les crédits budgétaires sont ouverts pour des espèces de dépenses plus ou moins précisément déterminées et ne peuvent être employés à des dépenses d'autres espèces. En effet, les crédits ouverts par la loi budgétaire doivent être affectés à une dépense déterminée, le crédit étant une autorisation de dépense pour un objet déterminé.

Le **Tableau 1** du présent rapport montre le développement de la pratique du système des transferts entre 1989 et 1998.

Tableau 1

<i>Exercice</i>	<i>Nombre de transferts</i>	<i>Montant total en LUF</i>
1989	418	73.112.062
1990	451	71.213.670
1991	603	84.717.918
1992	668	109.857.398
1993	710	108.827.334
1994	740	146.767.711
1995	756	202.162.830
1996	824	257.233.460
1997	786	217.185.692
1998	764	565.022.665

Au cours de l'exercice budgétaire 1998, 764 transferts ont été effectués pour un total de 565.022.665 LUF.

Le montant des majorations de crédit par voie de transfert ne s'élève cependant qu'à 560.319.845 LUF, puisqu'un certain nombre de transferts se sont trouvés annulés.

Le montant des sommes effectivement liquidées à la suite des opérations de transfert s'élève à 544.063.397 LUF. Ceci constitue une progression de quelque 280% par rapport à l'exercice 1997.

Comme dans le passé, de nombreuses justifications de décisions de transfert manquaient de clarté. Elles étaient rédigées en des termes généraux qui ne permettaient pas une appréciation complète des causes et nécessités existantes en l'espèce, alors qu'il est exigé par la loi d'indiquer la raison justificative de chaque transfert. Dans de nombreux arrêtés il était simplement mentionné que tel crédit accusait un excédent, que tel autre crédit était insuffisant.

La Cour des comptes voudrait relever, à titre d'exemple, deux cas soulignant ce constat:

L'intégralité des transferts opérés au sein du ministère des Affaires étrangères pendant l'exercice 1998 et qui portaient sur 8,2 millions LUF étaient *motivés* comme suit:

„Considérant que le crédit inscrit à l'article X est insuffisant et doit être majoré de Z LUF (...);
Considérant que l'article Y accuse un excédent de crédit (...).“

Certains transferts (dépenses extraordinaires) opérés au sein du ministère du Tourisme et qui portaient sur 26 millions LUF étaient *motivés* comme suit:

„Considérant que le crédit de l'article X doit être majoré de Z francs (...);

Considérant qu'une fraction des disponibilités de l'article Y peut être affectée au crédit de l'article X (...).“

Pour illustrer la portée des opérations de transfert effectuées en 1998, la Cour des comptes énumère les crédits destinés à l'acquisition de biens meubles durables qui ont été majorés par voie de transfert (**Tableau 2**). Ensuite, elle présente les articles du budget qui ont fait l'objet de transferts égaux ou supérieurs à 1 million LUF en les regroupant dans le **Tableau 3** „Les crédits surestimés“ et le **Tableau 4** „Les crédits sous-estimés“. Elle mentionne finalement dans le **Tableau 5** quelques crédits dont le montant a été transféré presque intégralement à d'autres articles.

Tableau 2: Les crédits destinés à l'acquisition de biens meubles durables

Article	Libellé	Crédit voté	Transfert	Liquidé	Dépassement
	00 – MINISTÈRE D'ÉTAT				
	Section 00.3 – Gouvernement				
00.3.74.041	Acquisition d'équipements spéciaux	200.000	750.000	918.701	718.701
	01 – MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DU COMMERCE EXTÉRIEUR ET DE LA COOPÉRATION				
	Section 01.1 – Relations internationales				
	<i>Missions diplomatiques</i>				
01.1.74.250	Acquisition de voitures automobiles, de machines de bureau, de mobilier et d'autres équipements (Sans distinction d'exercice)	11.900.000	500.000	12.062.367	162.367
	02 – MINISTÈRE DE LA CULTURE				
	Section 02.0 – Dépenses générales				
02.0.74.040	Organisation d'expositions par les différents services du département: acquisition d'équipements spéciaux	500.000	214.500	693.723	193.723
	Section 02.1 – Service des sites et monuments nationaux				
02.1.74.000	Acquisition de véhicules automoteurs	480.000	200.000	675.625	195.625
02.1.74.040	Acquisition d'équipements spéciaux	200.000	136.000	335.772	135.772
	Section 02.3 – Bibliothèque nationale				
02.3.74.070	Alimentation de la réserve précieuse (Sans distinction d'exercice)	2.800.000	165.000	2.964.564	164.564
	Section 02.5 – Centre national de l'audiovisuel				
02.5.74.040	Acquisition d'équipements spéciaux (Sans distinction d'exercice)	2.528.000	605.000	3.132.325	604.325

<i>Article</i>	<i>Libellé</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Transfert</i>	<i>Liquidé</i>	<i>Dépassement</i>
	04 – MINISTÈRE DES FINANCES				
	Section 04.3 – Douanes et accises				
04.3.74.000	Acquisition de véhicules automoteurs.....	5.000.000	238.000	5.237.165	237.165
	05 – MINISTÈRE DES FINANCES: BUDGET				
	Section 05.1 – Chambre des comptes				
05.1.74.010	Acquisition des machines de bureau.....	450.000	293.000	738.650	288.650
	Section 05.6 – Service central des imprimés				
05.6.74.060	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels.....	240.000	250.000	489.285	249.285
	08 – MINISTÈRE DE LA FORCE PUBLIQUE				
	Section 08.2 – Gendarmerie				
08.2.74.540	Acquisition d'équipements spéciaux	672.000	959.000	1.630.957	958.957
	Section 08.3 – Police				
08.3.74.040	Acquisition d'équipements spéciaux	1.500.000	1.080.000	2.578.820	1.078.820
	11/12 – MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE				
	Section 11.0 – Dépenses générales				
11.0.74.040	Remplacement d'équipements spéciaux des établissements d'enseignement postprimaire (Sans distinction d'exercice).....	40.000.000	1.100.000	41.092.603	1.092.603
11.0.74.041	Acquisition d'équipements spéciaux dans le cadre de programmes pédagogiques ...	90.000.000	4.900.000	94.874.149	4.874.149
11.0.74.060	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels pour les besoins des établissements d'enseignement postprimaire	11.340.000	875.000	12.208.718	868.718
	Section 11.1 – Centre de technologie de l'éducation				
11.1.74.040	Acquisition d'équipements spéciaux	1.140.000	421.000	1.560.612	420.612
	13 – MINISTÈRE DE LA FAMILLE ET DE LA SOLIDARITE				
	Section 13.0 – Famille				
13.0.74.000	Acquisition de véhicules automoteurs.....	800.000	110.000	909.627	109.627

<i>Article</i>	<i>Libellé</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Transfert</i>	<i>Liquidé</i>	<i>Dépassement</i>
13.0.74.040	Centre de formation sociofamiliale: acquisitions pour les besoins de la bibliothèque et du centre de documentation.....	40.000	177.500	217.288	177.288
13.6.74.041	Section 13.6 – Centre du Rham Maisons d'enfants de l'Etat: acquisition d'équipements spéciaux.....	47.000	123.000	169.481	122.481
14.0.74.050	14 – MINISTERE DE LA SANTE Section 14.0 – Ministère de la santé Acquisition d'équipements informatiques.....	45.000	416.000	460.582	415.582
14.1.74.030	Section 14.1 – Direction de la santé Division de la radioprotection: acquisition, d'appareils (Sans distinction d'exercice).....	6.670.000	636.000	7.305.923	635.923
14.1.74.060	Division de la Radioprotection: acquisition, modification et mise à jour de logiciels.....	80.000	745.000	823.889	743.889
14.4.74.040	Section 14.4. – Hôpital neuropsychiatrique de l'Etat Acquisition d'équipements spéciaux	2.080.000	1.060.868	3.138.932	1.058.932
15.0.74.050	15 – MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT Section 15.0 – Dépenses générales Acquisition d'équipements informatiques.....	1.000.000	397.000	1.396.291	396.291
15.1.74.030	Section 15.1 – Administration de l'environnement Acquisition d'appareils de laboratoire	8.800.000	378.000	9.177.628	377.628
19.6.74.040	19 – MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA VITICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL Section 19.6 – Viticulture Acquisition d'équipements spéciaux	62.000	396.041	457.789	395.789
21.1.74.080	21 – MINISTERE DES CLASSES MOYENNES ET DU TOURISME Section 21.1 – Tourisme Acquisition de mobilier et d'équipements de bureaux pour les agences à l'étranger (Sans distinction d'exercice).....	250.000	111.200	361.184	111.184

<i>Article</i>	<i>Libellé</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Transfert</i>	<i>Liquidé</i>	<i>Dépassement</i>
	25 – MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS				
	Section 25.0 – Travaux publics – Dépenses générales				
25.0.74.050	Acquisition d'équipements informatiques.....	550.000	445.000	994.246	444.246
	Section 25.1 – Ponts et chaussées – Dépenses générales				
25.1.74.000	Acquisition de véhicules automoteurs (Sans distinction d'exercice)	89.000.000	6.025.000	92.985.951	3.985.951
	Section 25.3 – Bâtiments publics – Dépenses générales				
25.3.74.040	Acquisition d'équipements spéciaux	800.000	950.000	1.736.065	936.065
	Section 25.5 – Bâtiments publics – Compétences communes				
25.5.74.082	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère de la Culture (Sans distinction d'exercice)	9.600.000	1.350.000	10.936.568	1.336.568

Tableau 3: Les crédits surestimés

Article	Libellé	Crédit voté	Transfert	Liquidé	Surestimation
	00 – MINISTERE D'ETAT				
	Section 00.3 – Gouvernement				
00.3.31.052	Participation luxembourgeoise au programme MEDIA II.....	10.000.000	- 9.999.640	0	10.000.000
	01 – MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DU COMMERCE EXTERIEUR ET DE LA COOPERATION				
	Section 01.1 – Relations internationales – Missions diplomatiques				
01.1.12.010	Frais de route et de séjour.....	7.674.000	- 1.440.000	5.949.927	1.724.073
	Section 01.3 – Relations internationales – Coopération au développement et autres actions				
01.3.33.010	Subsides à des organisations non gouvernementales et autres mesures destinées à promouvoir la coopération au développement.....	10.000.000	- 5.969.056	4.030.944	5.969.056
	02 – MINISTERE DE LA CULTURE				
	Section 02.0 – Dépenses générales				
02.0.12.130	Frais de publication.....	5.000.000	- 2.714.854	1.898.061	3.101.939
02.0.12.304	Participation du Gouvernement aux frais résultant du séjour de l'European Union Youth Orchestra au Luxembourg.....	3.000.000	- 3.000.000	0	3.000.000
02.0.33.010	Subsides pour activités culturelles (littéraires, artistiques, scientifiques, musicales et autres).....	29.900.000	- 2.931.648	26.968.352	2.931.648
02.0.43.000	Animation socioculturelle: conventions avec des communes.....	13.000.000	- 1.224.500	11.418.724	1.581.276
	Section 02.1 – Service des sites et monuments nationaux				
02.1.33.010	Conservation, restauration et mise en valeur des sites et monuments nationaux ainsi que du mobilier historique: subsides à des syndicats et à d'autres associations sans but lucratif.....	3.630.000	- 3.347.400	282.600	3.347.400

<i>Article</i>	<i>Libellé</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Transfert</i>	<i>Liquidé</i>	<i>Surestimation</i>
	03 – MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE				
	Section 03.3 – Institut de formation administrative				
03.3.11.130	Direction de l'institut et formation générale des stagiaires: indemnités pour services extraordinaires	6.630.000	- 2.750.000	3.693.505	2.936.495
	07 – MINISTERE DE LA JUSTICE				
	Section 07.1 – Service judiciaires				
07.1.12.050	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications.....	26.108.000	- 1.563.848	24.428.676	1.679.324
	Section 07.2 – Etablissements pénitentiaires				
07.2.12.070	Location et entretien des équipements informatiques.....	6.450.000	- 1.940.967	2.145.800	4.304.200
	08 – MINISTERE DE LA FORCE PUBLIQUE				
	Section 08.1 – Armée				
08.1.12.080	Bâtiments: exploitation et entretien	22.114.000	- 3.010.000	18.933.655	3.180.345
08.1.12.351	Frais d'entretien de l'armement et de l'équipement; frais d'acquisition de matériel de tir et d'équipements divers (Sans distinction d'exercice).....	10.000.000	- 2.300.000	7.628.857	2.371.143
08.1.12.352	Frais de transport à l'occasion d'exercices à l'étranger (Sans distinction d'exercice)	8.350.000	- 1.700.000	6.535.913	1.814.087
	Section 08.2 – Gendarmerie				
08.2.12.050	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications.....	22.833.000	- 1.161.000	18.243.060	4.589.940
	Section 08.3 – Police				
08.3.12.050	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications.....	18.319.000	- 1.163.000	17.118.435	1.200.565
08.3.12.350	Acquisition de munitions	3.500.000	- 1.413.000	1.903.095	1.596.905

<i>Article</i>	<i>Libellé</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Transfert</i>	<i>Liquidé</i>	<i>Suresimation</i>
	09 – MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR				
	Section 09.0 – Finances communales				
09.0.63.020	Subsides aux syndicats intercommunaux	3.500.000	- 3.500.000	0	3.500.000
	11/12 – MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE				
	Section 11.0 – Dépenses générales				
11.0.11.131	Elaboration, rédaction, présentation et diffusion du courrier de l'éducation nationale ainsi que de cours, de documents et d'autres ouvrages à publier par le ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle: indemnités pour services extraordinaires	1.500.000	- 1.250.000	146.520	1.353.480
11.0.12.120	Frais d'experts et d'études informatiques	10.720.000	- 4.900.000	3.988.320	6.731.680
11.0.41.002	Remboursement aux chambres professionnelles des rémunérations des conseillers à l'apprentissage dans les entreprises	14.074.000	- 1.942.000	12.131.781	1.942.219
	Section 11.6 – Recherche scientifique et recherche appliquée				
11.6.33.000	Contributions financières à diverses centres de recherche publics dans l'intérêt de l'exécution de missions déterminées ayant fait l'objet d'une convention (sans distinction d'exercice).....	140.000.000	- 18.900.000	121.070.000	18.930.000
	13 – MINISTÈRE DE LA FAMILLE ET DE LA SOLIDARITE				
	Section 13.1 – Service d'action sociofamiliale – Enfants et adultes				
13.1.33.004	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de foyers de jour conventionnés pour enfants et adolescents	477.621.000	- 1.400.000	456.908.436	20.712.564
13.1.33.012	Subsides de l'Etat aux frais de fonctionnement de foyers de jour non conventionnés	2.500.000	- 1.020.000	1.295.000	1.205.000
	14 – MINISTÈRE DE LA SANTÉ				
	Section 14.0 – Direction de la santé				
14.0.33.015	Contribution aux frais de coordination de la formation continue du personnel de certaines professions de santé.....	3.070.000	- 1.545.000	400.000	2.670.000

<i>Article</i>	<i>Libellé</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Transfert</i>	<i>Liquidé</i>	<i>Surestimation</i>
14.1.12.311	Section 14.1 – Laboratoire national de santé Direction de la santé: programme de lutte contre les drogues et le S.I.D.A.: acquisition, stockage et destruction de seringues et autres dépenses	13.000.000	- 1.130.000	8.662.682	4.337.318
14.3.33.014	Section 14.3 – Service d'action médicosociothérapeutique Fonction des services d'intervention précoce: subsides	65.225.000	- 8.390.000	56.835.000	8.390.000
14.4.12.210	Section 14.4 – Hôpital neuropsychiatrique de l'Etat Frais d'alimentation	40.000.000	- 1.765.921	38.146.699	1.853.301
14.4.12.250	Travail thérapeutique des malades; laboratoire; dépenses diverses (Sans distinction d'exercice)	6.270.000	- 1.383.225	4.886.421	1.383.579
	15 – MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT				
15.0.12.120	Section 15.0 – Dépenses générales Frais d'études et d'experts en relation avec la gestion des déchets, l'épuration des eaux, la protection du sol et de l'atmosphère; études d'impact sur l'environnement; frais connexes (Sans distinction d'exercice)	12.500.000	- 1.304.000	6.041.695	6.458.305
15.1.51.041	Section 15.1 – Administration de l'environnement Subsides dans l'intérêt de la promotion d'une meilleure protection de l'environnement	7.500.000	- 1.412.000	1.000.000	6.500.000
	19 – MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA VITICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL				
19.2.63.000	Section 19.2 – Administration des services techniques de l'agriculture Travaux d'amélioration, d'aménagement et de renaturation à exécuter aux cours d'eau ni navigables ni flottables par les communes (participation de l'Etat) (Sans distinction d'exercice)	35.000.000	- 5.000.000	29.643.928	5.356.072
	20 – MINISTERE DE L'ECONOMIE				
20.0.31.054	Section 20.0 – Economie Participation de l'Etat dans les actions de préparation, d'appréciation, de suivi et d'évaluation des programmes opérationnels dans le cadre de l'application du règle- ment (C.E.E.) No 2083/93/-FEDER du Conseil du 20 juillet 1993.	3.600.000	- 1.700.000	1.005.924	2.594.076

<i>Article</i>	<i>Libellé</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Transfert</i>	<i>Liquidé</i>	<i>Suresimation</i>
	21 – MINISTERE DES CLASSES MOYENNES ET DU TOURISME				
	Section 21.1 – Tourisme				
21.1.33.025	Subsides à l'office national du tourisme pour la réalisation et l'édition de prospectus régionaux.....	4.000.000	- 1.680.000	2.235.616	1.764.384
	23 – MINISTERE DES TRANSPORTS				
	Section 23.6 – Aéroport de Luxembourg				
23.6.14.050	Participation de l'Etat aux frais de gestion et d'entretien des stations d'épuration du S.I.A.S.....	2.500.000	- 1.903.328	557.264	1.942.736
	25 – MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS				
	Section 25.1 – Ponts et chaussées – Dépenses générales				
25.1.1.74.040	Acquisition d'équipements spéciaux (Sans distinction d'exercice).....	61.405.000	- 6.025.000	55.380.000	6.025.000
	Section 25.4 – Bâtiments publics – Compétences propres				
25.4.12.302	Installations techniques dangereuses et installations techniques de sécurité dans les bâtiments de l'Etat: réception et contrôle par des organismes agréés (Sans distinction d'exercice).....	6.300.000	- 4.300.000	1.998.117	4.301.883
	Section 25.5 – Bâtiments publics – Compétences communes				
25.5.72.019	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation de bâtiments et d'immeubles relevant du ministère de l'éducation physique et des sports (Sans distinction d'exercice).....	17.000.000	- 1.000.000	15.953.039	1.046.961
25.5.74.088	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère de l'intérieur (Sans distinction d'exercice).....	2.800.000	- 1.350.000	1.447.836	1.352.164
	26 – MINISTERE DU LOGEMENT ET DE L'URGANISME				
	Section 26.0 – Logement et urbanisme				
26.0.12.140	Participation à des expositions; organisation de concours et de conférences; confections de plans et de maquettes; actions de propagande; frais d'impression de cartes; dépenses diverses	3.000.000	- 1.644.089	1.353.431	1.646.569

Article	Libellé	Crédit voté	Transfert	Liquidé	Surestimation
	27 – MINISTERE DE LA JEUNESSE				
	Section 27.1 – Service national de la jeunesse				
27.1.11.130	Indemnités pour services extraordinaires.....	3.000.000	- 2.244.000	755.922	2.244.078
	39 – MINISTERE DE L'INTERIEUR				
	Section 39.0 – Finances communales				
39.0.63.020	Subside extraordinaire au syndicat de communes pour l'exploitation et l'entretien de la conduite d'eau des Ardennes (D.E.A.)	3.000.000	- 3.000.000	0	3.000.000
39.0.63.022	Subside extraordinaire au syndicat intercommunal pour la distribution d'eau dans la région de l'Est (SIDERE).....	12.300.000	- 1.080.000	11.220.000	1.080.000
39.0.63.023	Subside extraordinaire au Syndicat des Eaux du Barrage d'Esch-sur-Sûre (SEBES).....	2.000.000	- 2.000.000	0	2.000.000
	44 – MINISTERE DE LA SANTE				
	Section 44.0 – Santé – Travaux sanitaires et cliniques				
44.0.51.000	Subsides dans l'intérêt de la construction, de l'aménagement, de la modernisation et de l'équipement d'hôpitaux, d'hospices et de centres de géiatrie: subsides aux communes, aux établissements publics et d'utilité publique pour les investissements achevés au 31.7.1990 ou en cours de réalisation à cette date; subventions courantes à l'investissement du centre hospitalier de Luxembourg; subventions dans l'intérêt de la modernisation et de l'équipement des écoles paramédicales instituées au sein des établissements hospitaliers communaux ou d'utilité publique.	42.380.000	- 27.327.000	15.053.000	27.327.000
44.0.51.001	Application des lois régissant l'aide à l'investissement hospitalier et notamment des lois-cadre sanitaires du 17.12.1976 et 31.7.1990: aides dans l'intérêt des investissements mobiliers et immobiliers effectués par les établissements hospitaliers du secteur public et de l'organisme regroupant les établissements hospitaliers visé à l'article 6 de la loi du 31.7.1990, avances accordées dans le même but et suivant les conditions et modalités prévues par ces lois.....				
44.0.51.002	Construction de maisons de soins	224.692.000	- 179.615.313	45.076.687	179.615.313
44.0.51.041	Application des lois régissant l'aide à l'investissement hospitalier et notamment des lois-cadre sanitaires du 17.12.1976 et du 31.7.1990: aides dans l'intérêt des investissements mobiliers et immobiliers effectuées par les établissements hospitaliers privés, avances accordées dans le même but et suivant les conditions et modalités prévues par ces lois.....	191.532.000	- 16.110.358	175.421.642	16.110.358
		112.006.000	- 111.087.771	918.229	111.087.771

<i>Article</i>	<i>Libellé</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Transfert</i>	<i>Liquidé</i>	<i>Suresimation</i>
44.0.52.001	Application de la législation régissant l'aide à l'investissement dans l'intérêt de l'aménagement de foyers, ateliers et autres structures thérapeutiques de psychiatrie décentralisée: Participation aux frais d'investissement.....	75.000.000	- 9.100.000	64.800.000	10.200.000
44.0.72.000	Construction de nouvelles maisons de soins: frais d'études, travaux préparatoires et dépenses diverses.....	10.000.000	- 6.776.765	3.223.235	6.776.765
51 – MINISTERE DES CLASSES MOYENNES ET DU TOURISME					
Section 51.1 – Tourisme					
51.1.51.041	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions en capital, à l'exécution de projets d'équipement de l'infrastructure touristique régionale à réaliser par des investisseurs privés	10.000.000	- 9.147.600	800.000	9.200.000
51.1.52.003	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions en capital, aux syndicats d'initiative, aux ententes de syndicats d'initiative et autres associations sans but lucratif dans l'intérêt de la mise en place d'équipements informatiques et d'équipements audiovisuels.....	7.000.000	- 2.743.000	4.256.666	2.743.334
51.1.53.040	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions en capital, à l'exécution de projets d'aménagement, d'extension et de modernisation de gîtes ruraux et de gîtes à la ferme à réaliser par des particuliers	7.000.000	- 4.504.000	2.024.000	4.976.000
51.1.53.041	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions en capital, à l'exécution de projets de conservation et de mise en valeur touristique du patrimoine culturel à réaliser par des particuliers	1.000.000	- 1.000.000	0	1.000.000
51.1.63.001	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions en capital, à l'exécution de projets de conservation et de mise en valeur touristique du patrimoine culturel ainsi que de projets d'aménagements, d'extension et d'aménagement de gîtes ruraux à réaliser par des communes et syndicats de communes	15.000.000	- 7.484.000	7.515.474	7.484.526

Tableau 4: Les crédits sous-estimés

Article	Libellé	Crédit voté	Transfert	Liquidé	Sous-estimation
00.3.31.051	00 – MINISTERE D'ETAT Section 00.3 – Gouvernement Participation de l'Etat dans le financement du programme de télévision essentielle- ment en langue luxembourgeoise (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice).....	3.100.000	1.994.640	5.093.830	1.993.830
01.3.33.011	01 – MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DU COMMERCE EXTERIEUR ET DE LA COOPERATION Section 01.3 – Relations internationales – Coopération au développement et autres actions Subsides à des organisations non gouvernementales pour la réalisation d'actions de sensibilisation de l'opinion publique luxembourgeoise aux problèmes des pays en voie de développement.....	14.000.000	5.969.056	19.221.551	5.221.551
02.0.12.012	02 – MINISTERE DE LA CULTURE Section 02.0 – Dépenses générales Frais de route et de séjour à l'étranger	2.900.000	2.269.208	5.085.649	2.185.649
02.0.12.303	Relations culturelles avec les pays partenaires ou non d'un accord culturel bilatéral conclu avec le Grand-Duché: frais divers.....	4.500.000	3.738.825	8.226.455	3.726.455
02.1.43.000	Section 02.1 – Service des sites et monuments nationaux Conservation, restauration et mise en valeur des sites et monuments nationaux ainsi que du mobilier historique: subsides aux communes et aux syndicats de communes	23.000.000	3.347.400	26.339.402	3.339.402
03.3.12.001	03 – MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE Section 03.3 – Institut de formation administrative Formation continue et cours de perfectionnement: indemnités pour services de tiers.....	1.784.000	1.500.000	3.272.437	1.488.437

<i>Article</i>	<i>Libellé</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Transfert</i>	<i>Liquidé</i>	<i>Sous-estimation</i>
	08 – MINISTERE DE LA FORCE PUBLIQUE				
	Section 08.1 – Armée				
08.1.11.141	Frais d'alimentation.....	31.000.000	1.910.000	32.852.434	1.852.434
08.1.12.190	Frais de stage à l'étranger; frais de cours; dépenses diverses (Sans distinction d'exercice et non susceptible de transfert).....	10.000.000	3.200.000	13.141.459	3.141.459
08.1.12.300	Frais d'acquisition, d'entretien et de lavage des divers effets d'habillement, de vêtements de travail, d'articles de literie et de rideaux; dépenses diverses (Sans distinction d'exercice).....	35.000.000	1.265.000	36.264.639	1.264.639
	Section 08.3 – Police				
08.3.12.010	Frais de route et de séjour, frais de déménagement.....	2.200.000	1.040.000	2.922.582	722.582
08.3.74.040	Acquisition d'équipements spéciaux.....	1.500.000	1.080.000	2.578.820	1.078.820
	09 – MINISTERE DE L'INTERIEUR				
	Section 09.0 – Finances communales				
09.0.63.000	Subsidés en capital aux communes pour la réalisation d'équipements collectifs de base dans le cadre d'un programme quinquennal d'investissement communal.....	150.000.000	3.500.000	153.500.000	3.500.000
	11/12 – MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE				
	Section 11.0 – Dépenses générales				
11.0.74.040	Remplacement d'équipements spéciaux des établissements d'enseignement post-primaire (Sans distinction d'exercice).....	40.000.000	1.100.000	41.092.603	1.092.603
11.0.74.041	Acquisition d'équipements spéciaux dans le cadre de programmes pédagogiques	90.000.000	4.900.000	94.874.149	4.874.149
11.6.33.011	Section 11.6 – Recherche scientifique et recherche appliquée Contributions financières dans l'intérêt des centres de recherche publics.....	80.000.000	18.500.000	98.500.000	18.500.000
	13 – MINISTERE DE LA FAMILLE ET DE LA SOLIDARITE				
	Section 13.1 – Service d'action sociofamiliale – Enfants et adultes				
13.1.33.009	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de garderies conventionnées	7.200.000	1.400.000	8.597.363	1.397.363
13.1.33.014	Subsidés de l'Etat aux frais de fonctionnement de garderies non conventionnées et de services non conventionnés prenant en charge les élèves en dehors des heures de classes.....	2.700.000	1.020.000	3.660.000	960.000

<i>Article</i>	<i>Libellé</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Transfert</i>	<i>Liquidé</i>	<i>Sous-estimation</i>
	14 – MINISTÈRE DE LA SANTÉ				
	Section 14.3 – Service d'action médicosociothérapeutique				
14.3.33.015	Subsides dans l'intérêt du fonctionnement de services stationnaires et ambulatoires de rééducation et de soins	9.745.000	8.390.000	18.135.000	8.390.000
	Section 14.4 – Hôpital neuropsychiatrique de l'Etat				
14.4.12.160	Frais de médicaments, d'outillage médical et clinique; frais dentaires et frais de clinique; frais de traitements spéciaux (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	38.880.000	1.151.512	39.980.321	1.100.321
14.4.74.040	Acquisition d'équipements spéciaux	2.080.000	1.060.868	3.138.932	1.058.932
	15 – MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT				
	Section 15.0 – Dépenses générales				
15.0.35.060	Contributions à des organismes internationaux (Crédit non limitatif)	6.945.000	1.112.000	8.056.854	1.111.854
	Section 15.1 – Administration de l'environnement				
15.1.53.010	Subsides à des particuliers dans le but d'une utilisation rationnelle des eaux dans les maisons d'habitation	2.700.000	1.412.000	4.111.828	1.411.828
	19 – MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE LA VITICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL				
	Section 19.2 – Administration des services techniques de l'agriculture				
19.2.43.001	Voie rurale communale: entretien et mise en état, nettoyage, rechargement goudronnage d'entretien, assainissement, réfection de ponceaux, dalots, buses, murs, revêtement des talus (participation de l'Etat au coût des travaux) (Sans distinction d'exercice).....	22.000.000	5.000.000	26.996.555	4.996.555
	20 – MINISTÈRE DE L'ECONOMIE				
	Section 20.0 – Economie				
20.0.33.010	Participation de l'Etat à raison de maximum 50% dans l'intérêt de la mise en oeuvre d'actions nationales cofinancées par le FEDER dans le cadre des programmes communautaires (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.000.000	1.700.000	2.603.011	1.603.011

<i>Article</i>	<i>Libellé</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Transfert</i>	<i>Liquidé</i>	<i>Sous-estimation</i>
	21 – MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES ET DU TOURISME				
	Section 21.1 – <i>Tourisme</i>				
21.1.33.012	Subsides en faveur des syndicats d'initiative, d'autres associations sans but lucratif et en général des différents organismes luxembourgeois exerçant une activité notable dans l'intérêt du tourisme national.....	15.500.000	2.207.494	17.259.851	1.759.851
	23 – MINISTÈRE DES TRANSPORTS				
	Section 23.6 – <i>Aéroport de Luxembourg</i>				
23.6.14.030	Entretien des pistes, des voies de circulation et du domaine de l'aéroport	8.700.000	1.903.328	10.603.328	1.903.328
	25 – MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS				
	Section 25.1 – <i>Ponts et chaussées – Dépenses générales</i>				
25.1.74.000	Acquisition de véhicules automoteurs (Sans distinction d'exercice)	89.000.000	6.025.000	92.985.951	3.985.951
	Section 25.4 – <i>Bâtiments publics – Compétences propres</i>				
25.4.12.085	Installations thermiques: entretien et contrôle (Sans distinction d'exercice)	46.375.000	1.500.000	47.873.739	1.498.739
25.4.12.086	Installations électriques: entretien et contrôle (Sans distinction d'exercice)	35.210.000	2.800.000	37.878.966	2.668.966
	Section 25.5 – <i>Bâtiments publics – Compétences communes</i>				
25.5.72.029	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation de bâtiments et d'immeubles relevant du ministère des travaux publics (Sans distinction d'exercice).....	25.500.000	1.000.000	26.475.443	975.443
25.5.74.082	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère de la culture (Sans distinction d'exercice)	9.600.000	1.350.000	10.936.568	1.336.568
	26 – MINISTÈRE DU LOGEMENT				
	Section 26.0 – <i>Logement</i>				
26.0.12.120	Frais d'experts et d'études (Sans distinction d'exercice)	8.000.000	2.477.883	10.477.883	2.477.883
	27 – MINISTÈRE DE LA JEUNESSE				
	Section 27.1 – <i>Service national de la jeunesse</i>				
27.1.12.000	Indemnités pour services de tiers	2.811.000	2.168.000	4.978.190	2.167.190

<i>Article</i>	<i>Libellé</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Transfert</i>	<i>Liquidé</i>	<i>Sous-estimation</i>
	39 – MINISTÈRE DE L'INTERIEUR				
	Section 39.0 – Finances communales				
39.0.63.000	Subsides pour la construction d'écoles régionales groupant les classes complémentaires ou des classes primaires de plusieurs communes ou sections de communes ou de toutes les sections d'une commune	200.000.000	6.080.000	206.080.000	6.080.000
	51 – MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES ET DU TOURISME				
	Section 51.1 – Tourisme				
51.1.52.000	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions en capital, à l'exécution de projets d'équipement de l'infrastructure touristique régionale à réaliser par les syndicats d'initiative et les ententes de syndicats d'initiative	7.000.000	9.506.000	16.505.143	9.505.143
51.1.53.042	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions en capital, à la création de campings privés et à l'exécution de projets de modernisation, de rationalisation, d'extension, d'assainissement et d'intégration dans l'environnement naturel de l'infrastructure et de l'équipement des campings privés existants	5.000.000	1.222.000	6.221.791	1.221.791
51.1.63.000	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions en capital, à l'exécution de projets d'équipement de l'infrastructure touristique régionale à réaliser par des communes et syndicats de communes	92.970.000	13.945.600	106.877.880	13.907.880

Tableau 5: *Tableau des crédits transférés intégralement ou pour une valeur dépassant 90% du crédit voté*

Article	Libellé	Crédit voté	Transfert	Liquidé
	00 – MINISTÈRE D'ÉTAT			
	Section 00.3 – Gouvernement			
00.3.31.052	Participation luxembourgeoise au programme MEDIA II.....	10.000.000	- 9.999.640	0
	02 – MINISTÈRE DE LA CULTURE			
	Section 02.0 – Dépenses générales			
02.0.12.050	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications.....	10.000	- 10.000	0
02.0.12.304	Participation du Gouvernement aux frais résultant du séjour de l'European Union Youth Orchestra au Luxembourg.....	3.000.000	- 3.000.000	0
02.0.33.003	Animation culturelle de la Maison du Grand-Duché à Bruxelles: subsides.....	500.000	- 500.000	0
	Section 02.1 – Service des sites et monuments nationaux			
02.1.33.010	Conservation, restauration et mise en valeur des sites et monuments nationaux ainsi que du mobilier historique: subsides à des syndicats et à d'autres associations sans but lucratif	3.630.000	- 3.347.400	282.600
	Section 02.4 – Archives nationales			
02.4.12.190	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation.....	150.000	- 150.000	0
	Section 02.7 – Centre national de littérature			
02.7.12.070	Location et entretien des équipements informatiques	10.000	- 10.000	0
	04 – MINISTÈRE DES FINANCES			
	Section 04.4 – Commissariat aux bourses			
04.4.12.190	Frais de perfectionnement du personnel	100.000	- 100.000	0
04.4.12.191	Frais d'organisation de la réunion du groupe de contact informel des commissions de valeurs de l'union européenne	200.000	- 200.000	0
	09 – MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR			
	Section 09.0 – Finances communales			
09.0.63.020	Subsides aux syndicats intercommunaux.....	3.500.000	- 3.500.000	0

Article	Libellé	Crédit voté	Transfert	Liquidé
10.2.74.010	10 – MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION PHYSIQUE ET DES SPORTS Section 10.2 – Centre sportif national de natation Acquisition de machines de bureau.....	55.000	- 55.000	0
11.1.11.130	11/12 – MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE Section 11.1 – Centre de technologie de l'éducation Sélection, évaluation, adaptation et élaboration de médias d'enseignement; indemnités pour services extraordinaires.....	200.000	- 200.000	0
11.5.34.060	Section 11.5 – Institut d'études éducatives et sociales Participation aux frais de stage d'étudiants de l'institut d'études éducatives et sociales à l'étranger: subsides.....	80.000	- 80.000	0
13.7.11.130	13 – MINISTÈRE DE LA FAMILLE ET DE LA SOLIDARITÉ Section 13.7 – Service d'action sociofamiliale – Personnes âgées Indemnités des aumôniers et vicaires.....	36.000	- 36.000	0
14.1.12.041	14 – MINISTÈRE DE LA SANTÉ Section 14.1 – Direction de la santé Division de la Radioprotection: impression de carnets radiologiques.....	400.000	- 400.000	0
14.1.12.042	Carnet de santé et de maternité: frais d'impression.....	550.000	- 519.000	30.349
14.1.12.127	Frais d'experts et d'études en relation avec l'hygiène alimentaire.....	225.000	- 217.000	0
15.2.11.070	15 – MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT Section 15.2 – Administration des eaux et forêts Subventions de préstage.....	180.000	- 180.000	0
16.0.12.121	16 – MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI Section 16.0 – Travail – Dépenses générales Office national de conciliation: honoraires d'experts et de bureaux d'études, frais de confection de rapports.....	10.000	- 10.000	0
16.0.34.090	Subsides aux apprentis et ouvriers méritants.....	50.000	- 50.000	0

Article	Libellé	Crédit voté	Transfert	Liquidé
16.1.74.010	Section 16.1 – Administration de l'emploi Acquisition de machines de bureau.....	20.000	- 20.000	0
16.2.12.120	Section 16.2 – Inspection du travail et des mines Etudes et travaux d'analyses spéciales.....	400.000	- 400.000	0
17.6.12.110	17/18 – MINISTERE DE LA SECURITE SOCIALE Section 17.6 – Service national d'action sociale Frais de contentieux	5.000	- 5.000	0
18.5.12.060	Section 18.5 – Caisse de pension des employés privés Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: location et entretien des installations de télécommunications.....	118.000	- 117.108	892
19.4.12.330	19 – MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA VITICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL Section 19.4 – Service d'économie rurale Frais d'abonnement à des banques de données internationales.....	40.000	- 40.000	0
20.1.12.310	20 – MINISTERE DE L'ECONOMIE Section 20.1 – Service central de la statistique et des études économiques (STATEC) Recensement général de la population: travaux préparatoires et autres dépenses.....	100.000	- 100.000	0
21.0.31.040	21. – MINISTERE DES CLASSES MOYENNES ET DU TOURISME Section 21.0 – Classes moyennes Application de la loi-cadre ayant pour objet l'amélioration structurelle des entreprises du commerce et de l'artisanat: aides pour assistance et expertise techniques (article 7 de la loi du 29.7.1968).....	100.000	- 100.000	0
39.0.63.020	39 – MINISTERE DE L'INTERIEUR Section 39.0 – Finances communales Subside extraordinaire au syndicat de communes pour l'exploitation et l'entretien de la conduite d'eau des Ardennes (D.E.A.)	3.000.000	- 3.000.000	0
39.0.63.023	Subside extraordinaire au Syndicat des Eaux du Barrage d'Esch-sur-Sûre (SEBES).....	2.000.000	- 2.000.000	0

Article	Libellé	Crédit voté	Transfert	Liquidé
	44 – MINISTERE DE LA SANTE			
	Section 44.0 – Santé – Travaux sanitaires et cliniques			
44.0.51.041	Application des lois régissant l'aide à l'investissement hospitalier et notamment des lois-cadre sanitaires du 17.12.1976 et du 31.7.1990: aides dans l'intérêt des investissements mobiliers et immobiliers effectués par les établissements hospitaliers privées, avances accordées dans le même but et suivant les conditions et modalités prévues par ces lois.....	112.006.000	- 111.087.771	918.229
	51 – MINISTERE DES CLASSES MOYENNES ET DU TOURISME			
	Section 51.1 – Tourisme			
51.1.51.041	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions en capital, à l'exécution de projets d'équipement de l'infrastructure touristique régionale à réaliser par des investisseurs privés	10.000.000	- 9.147.600	800.000
51.1.53.041	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions en capital, à l'exécution de projets de conservation et de mise en valeur touristique du patrimoine culturel à réaliser par des particuliers	1.000.000	- 1.000.000	0

Crédits sous-estimés ou surestimés de façon permanente

Une analyse des crédits sous-estimés et des crédits surestimés sur une période de cinq exercices (1994-1998) révèle que dans la grande majorité des cas, une prévision plus correcte des crédits en question a été opérée lors de la confection du budget de l'exercice suivant.

Il n'en reste pas moins que certains crédits ont été sous-estimés ou surestimés de façon permanente.

La Cour des comptes présente ci-après certains exemples significatifs:

1. L'article 11.6.33.011 libellé *Contributions financières dans l'intérêt des centres de recherche publics* accusait une insuffisance de crédit pour les exercices 1994, 1995, 1997 et 1998 au motif que „les dépenses relatives au fonctionnement des CRP ont été plus élevées que prévu“. Dès lors, ces crédits ont été majorés par voie de transfert d'un montant total de 80 millions LUF. 61 millions LUF ont été transférés de l'article 11.6.33.000 libellé *Contributions financières à divers centres de recherche publics dans l'intérêt de l'exécution de missions déterminées ayant fait l'objet d'une convention* qui accusait un excédent de crédit de 68 millions LUF au total pour les exercices 1994, 1995, 1997 et 1998 au motif que „les contributions financières de l'Etat aux CRP dans l'intérêt de l'exécution des missions déterminées ayant fait l'objet d'une convention ont été moins élevées que prévu“.
2. L'article 15.1.53.010 libellé *Subsides à des particuliers dans le but d'une utilisation rationnelle des eaux dans les maisons d'habitation* accusait une insuffisance de crédit pour les exercices 1995, 1996, 1997 et 1998 principalement au motif „de pouvoir liquider les nombreuses demandes de subsides pour la mise en place d'installations de collecte des eaux de pluie dans des maisons“. Dès lors, ces crédits ont été majorés par voie de transfert d'un montant total de 9 millions LUF. 6,8 millions LUF ont été transférés de l'article 15.1.51.041 libellé *Subsides dans l'intérêt de la promotion d'une meilleure protection de l'environnement* qui accusait un excédent de crédit de 22,7 millions LUF au total pour les exercices 1995, 1996, 1997 et 1998 au motif que seulement quelques demandes de subsides ont été introduites pendant cette période.
3. L'article 19.2.43.001 libellé *Voirie rurale communale: entretien et mise en état, nettoyage, rechargement, goudronnage d'entretien, assainissement, réparation de ponceaux, dalots, buses, murs, revêtement des talus (participation de l'Etat au coût des travaux)* accusait une insuffisance de crédit pour les exercices 1995, 1996, 1997 et 1998 au motif que „les programmes annuels communaux d'entretien deviennent plus volumineux et sont exécutés plus rapidement. Depuis 1993, il s'est produit une cumulation progressive des subsides dépassant les crédits votés“. Dès lors, ces crédits ont été majorés par voie de transfert d'un montant total de 28 millions LUF. La quasi-totalité de ce montant a été transférée de l'article 19.2.63.000 libellé *Travaux d'amélioration, d'aménagement et de renaturation à exécuter aux cours d'eau ni navigables ni flottables par les communes (participation de l'Etat)* qui accusait un excédent de crédit de 26,6 millions LUF au total pour les exercices 1994, 1995, 1996, 1997 et 1998 principalement au motif que certains projets n'ont pas pu, pour des raisons diverses, être exécutés dans les délais prévus et ont donc été reportés.
4. Pour les exercices 1995, 1996, 1997 et 1998, des crédits d'un montant total de 48 millions LUF étaient inscrits à l'article 39.0.63.020 libellé *Subside extraordinaire au syndicat de communes pour l'exploitation et l'entretien de la conduite d'eau des Ardennes (D.E.A.)*. Selon le ministre de l'Intérieur, ces crédits ont été transférés, „Suite à la réalisation freinée du programme d'investissement de la D.E.A.“, intégralement à l'article 39.0.63.000 libellé *Subsides pour la construction d'écoles régionales groupant les classes complémentaires ou des classes primaires de plusieurs communes ou sections de communes ou de toutes les sections d'une commune* au motif que ces crédits étaient insuffisants et devaient être majorés pour éviter d'accumuler les retards dans la liquidation.
5. Pour les exercices 1996, 1997 et 1998, des crédits d'un montant total de 19,9 millions LUF étaient inscrits à l'article 03.3.11.130 libellé *Direction de l'institut et formation générale des stagiaires: indemnités pour services extraordinaires*. Pendant cette période, 6,9 millions LUF ont été transférés à d'autres articles, l'article en question accusant chaque exercice un excédent „dû au fait qu'en raison d'un nombre restreint de vacances de postes tant au niveau du rédacteur qu'au niveau de l'expéditionnaire, l'institut a assuré une formation générale pour seulement quatre classes au lieu de six classes initialement prévues“.
6. Pour les exercices 1996, 1997 et 1998, des crédits d'un montant total de 8,8 millions LUF étaient inscrits à l'article 26.0.12.140 libellé *Participation à des expositions; organisation de concours et de*

conférences; confection de plans et de maquettes; actions de propagande; frais d'impression de cartes; dépenses diverses (ministère du Logement et de l'Urbanisme). Pendant cette période, 4,9 millions LUF ont été transférés à d'autres articles, l'article en question accusant chaque exercice des excédents de crédit grâce à „l'économie réalisée du fait que les dépenses ont pu être maintenues à un niveau inférieur à celui qui était prévu“.

*

II. LES CREDITS NON LIMITATIFS

Les crédits non limitatifs sont des crédits se rapportant à des dépenses dont l'existence est certaine, mais dont le montant global échappe à l'évaluation lors des estimations budgétaires. En raison de la règle de l'unité budgétaire qui ne permet pas le vote d'un budget complémentaire, les crédits non limitatifs sont nécessaires à l'égard de dépenses impérieuses, mais dont le plafond n'était pas prévisible lors de l'établissement du budget.

En 1998, il n'existait pas de réglementation légale générale des crédits non limitatifs. Toutefois, la loi budgétaire a soumis les dépassements de crédit, qui doivent être motivés, à l'autorisation préalable du ministre du Budget. Une copie des décisions d'autorisation est adressée à la Chambre des députés aux fins d'information.

Force est de constater qu'à l'instar des années précédentes, bon nombre d'autorisations de crédit n'étaient motivées que de manière sommaire.

Le montant total des autorisations de dépassement des crédits non limitatifs de l'exercice 1998 s'élève à 23.914.722.696 LUF dont 8.206.755.138 LUF pour le budget ordinaire et 15.707.967.558 LUF pour le budget extraordinaire.

Le montant total des liquidations effectuées sur la base de ces autorisations de dépassement des crédits non limitatifs s'élève à 7.809.959.731 LUF pour le budget ordinaire et à 15.695.669.347 LUF pour le budget extraordinaire.

Le montant des liquidations effectuées à charge du budget ordinaire et regroupées dans la classification économique sous le code économique 11 „salaires et charges sociales“, s'élève à 1.768.619.389 LUF. Pour l'ensemble des autres opérations du budget ordinaire le montant des liquidations s'élève à 6.041.340.342 LUF.

Ci-après sont signalés un certain nombre de dépassements qui résultent d'une sous-estimation permanente (**Tableau 6**) ainsi que les dépassements de plus de 50% du crédit voté (**Tableau 7**). Finalement, la Cour des comptes indique les dépassements dus à l'alimentation de fonds spéciaux dont une des causes réside dans l'affectation des plus-values de recettes de l'exercice 1998 (**Tableau 8**).

Tableau 6: *Choix de crédits sous-estimés de façon permanente*

Libellé	Exercice	Article	Crédit voté	Dépenses effectives
00 - MINISTERE D'ETAT Section 00.3 – Gouvernement Indemnités pour services extraordinaires (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1994	00.3.11.130	5.735.000	8.254.069
	1995	00.3.11.130	6.536.000	7.417.307
	1996	00.3.11.130	6.011.000	6.519.409
	1997	00.3.11.130	6.150.000	7.058.991
	1998	00.3.11.130	6.797.000	7.298.900
	1994	00.3.12.120	11.000.000	17.249.955
	1995	00.3.12.120	3.820.000	17.608.723
	1996	00.3.12.120	5.000.000	30.748.392
	1997	00.3.12.120	15.000.000	44.012.710
	1998	00.3.12.120	15.000.000	64.965.699
Dépenses diverses jugées opportunes par le gouvernement (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1994	00.3.12.350	50.000	1.374.839
	1995	00.3.12.350	50.000	4.539.057
	1996	00.3.12.350	350.000	1.028.940
	1997	00.3.12.350	350.000	9.061.282
	1998	00.3.12.350	350.000	6.321.948
01 – MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DU COMMERCE EXTERIEUR ET DE LA COOPERATION Section 01.2 – Relations internationales – Contributions à des organismes internationaux Contributions obligatoires aux divers budgets et autres dépenses communes des institutions internationales autres que l'Union européenne et frais s'y rattachant (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1994	01.2.35.030	64.981.000	86.209.999
	1995	01.2.35.030	73.072.000	89.175.043
	1996	01.2.35.030	84.181.000	97.179.445
	1997	01.2.35.030	83.676.000	104.908.878
	1998	01.2.35.030	86.612.000	129.525.174

<i>Libellé</i>	<i>Exercice</i>	<i>Article</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Dépenses effectives</i>
03 – MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE Section 03.0 – Fonction publique et Réforme administrative – Dépenses diverses Indemnités pour heures supplémentaires prestées par les agents de l'Etat (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1994	03.0.11.150	10.000	1.322.146
	1995	03.0.11.150	10.000	1.475.662
	1996	03.0.11.150	10.000	1.377.893
	1997	03.0.11.150	10.000	585.396
	1998	03.0.11.150	10.000	1.011.120
04 – MINISTERE DES FINANCES Section 04.1 – Contributions directes et métrologie Frais de contentieux (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1994	04.2.12.110	100.000	719.997
	1995	04.2.12.110	100.000	893.428
	1996	04.2.12.110	150.000	1.590.177
	1997	04.2.12.110	250.000	2.166.962
	1998	04.2.12.110	500.000	4.004.315
Section 04.2 – Enregistrement et domaines Intérêts des consignations et dépôts. (Crédit non limitatif)	1994	04.3.23.000	1.000.000	2.739.497
	1995	04.3.23.000	2.000.000	2.343.398
	1996	04.3.23.000	2.000.000	2.517.991
	1997	04.3.23.000	2.300.000	4.751.811
	1998	04.3.23.000	2.500.000	3.024.156
Section 04.3 – Douanes et accises Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1994	04.4.12.100	19.023.000	20.797.578
	1995	04.4.12.100	24.605.000	26.060.599
	1996	04.4.12.100	27.941.000	27.941.298
	1997	04.3.12.100	29.647.000	32.013.778
	1998	04.3.12.100	29.678.000	30.791.356

<i>Libellé</i>	<i>Exercice</i>	<i>Article</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Dépenses effectives</i>
07 – MINISTÈRE DE LA JUSTICE Section 07.0 – Justice Contributions à des organismes internationaux (Crédit non limitatif)	1994	07.0.35.060	2.297.000	2.428.359
	1995	07.0.35.060	2.380.000	2.400.140
	1996	07.0.35.060	2.748.000	3.074.887
	1997	07.0.35.060	3.093.000	3.255.227
	1998	07.0.35.060	3.218.000	3.370.988
Section 07.2 – Etablissements pénitentiaires Frais d'hospitalisation et de clinique des détenus qui ne sont pas à même de porter les frais en résultant; traitement médical et psychiatrique et frais pharmaceutiques des détenus (Crédit non limitatif)	1994	07.2.12.150	16.000.000	20.365.161
	1995	07.2.12.150	20.000.000	25.974.737
	1996	07.2.12.150	20.000.000	26.979.196
	1997	07.2.12.150	24.000.000	33.665.570
	1998	07.2.12.150	26.000.000	34.566.581
Dépenses relatives au travail des détenus; acquisition d'outillage et de matières premières (Crédit non limitatif)	1994	07.2.12.320	9.100.000	9.544.136
	1995	07.2.12.320	9.200.000	10.144.306
	1996	07.2.12.320	9.388.000	11.063.889
	1997	07.2.12.320	9.900.000	12.883.709
	1998	07.2.12.320	11.100.000	14.089.709
Salaires des détenus (Crédit non limitatif)	1994	07.2.34.090	18.500.000	19.805.000
	1995	07.2.34.090	19.700.000	21.661.252
	1996	07.2.34.090	20.700.000	20.981.881
	1997	07.2.34.090	20.700.000	21.527.703
	1998	07.2.34.090	20.000.000	21.970.063
08 – MINISTÈRE DE LA FORCE PUBLIQUE Section 08.0 – Force publique – Dépenses générales Paiements à faire en exécution de l'article VIII de la convention entre les Etats parties au traité de l'Atlantique Nord sur le statut de leurs forces, signée le 19.6.1951 et approuvée par la loi du 26.1.1954; dédommagement de tierces personnes pour la part des sinistres non couverts par l'assurance; honoraires des avocats (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1994	08.0.34.040	300.000	968.367
	1995	08.0.34.040	500.000	596.729
	1996	08.0.34.040	500.000	1.170.272
	1997	08.0.34.040	500.000	662.909
	1998	08.0.34.040	500.000	1.231.679

<i>Libellé</i>	<i>Exercice</i>	<i>Article</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Dépenses effectives</i>
Remboursement de l'ajustement fiscal dû aux termes de l'article 42 de la réglementation du régime des pensions des organisations coordonnées (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1994	08.0.37.010	3.260.000	7.985.076
	1995	08.0.37.010	3.260.000	9.989.203
	1996	08.0.37.010	8.000.000	11.344.183
	1997	08.0.37.010	8.000.000	11.682.709
	1998	08.0.37.010	12.000.000	13.113.491
Section 08.3 – Police Participation de l'Etat dans les rémunérations d'une partie du personnel administratif et auxiliaire des commissariats de police (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1994	08.3.11.060	6.731.000	26.118.049
	1995	08.3.11.060	6.905.000	33.342.534
	1996	08.3.11.060	17.235.000	28.275.823
	1997	08.3.11.060	17.073.000	25.888.820
	1998	08.3.11.060	19.717.000	27.998.432
09 – MINISTERE DE L'INTERIEUR Section 09.0 – Finances communales Part de l'Etat dans les majorations biennales des fonctionnaires, des secrétariats et recettes communales (article 4-2* du règlement grand-ducal du 4.4.1964) (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1994	09.0.11.060	189.000.000	194.845.367
	1995	09.0.11.060	194.400.000	208.929.559
	1996	09.0.11.060	205.500.000	224.759.825
	1997	09.0.11.060	224.000.000	242.683.666
	1998	09.0.11.060	242.650.000	252.122.981
Section 09.5 – Protection civile Frais de route et de séjour (Crédit non limitatif)	1994	09.5.12.010	2.100.000	2.412.019
	1995	09.5.12.010	2.250.000	2.503.192
	1996	09.5.12.010	2.450.000	2.538.210
	1997	09.5.12.010	2.500.000	2.978.805
	1998	09.5.12.010	2.600.000	2.909.625
Acquisition et entretien du matériel d'intervention; autres frais d'intervention (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1994	09.5.12.320	12.183.000	15.180.114
	1995	09.5.12.320	8.555.000	11.445.139
	1996	09.5.12.320	9.000.000	9.979.057
	1997	09.5.12.320	9.800.000	10.742.739
	1998	09.5.12.320	9.800.000	11.849.922

<i>Libellé</i>	<i>Exercice</i>	<i>Article</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Dépenses effectives</i>
13 – MINISTÈRE DE LA FAMILLE ET DE LA SOLIDARITE Section 13.2 – Solidarité Remboursement aux communes de la part de l'Etat dans les frais d'entretien de diverses catégories d'indigents indigènes exposés tant dans le pays qu'à l'étranger (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1994	13.2.43.000	90.000.000	89.973.817
	1995	13.2.43.000	92.000.000	123.516.431
	1996	13.2.43.000	100.000.000	134.646.007
	1997	13.2.43.000	110.000.000	156.181.345
	1998	13.2.43.000	120.000.000	173.836.316
Section 13.4 – Fonds national de solidarité Dotation du fonds national de solidarité destinée à couvrir les besoins résultant des obligations définies par la loi du 16.4.1979 allocation spéciale pour personnes gravement handicapées (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1994	13.4.34.012	390.000.000	394.441.615
	1995	13.4.34.012	412.000.000	417.000.000
	1996	13.4.34.012	423.000.000	428.786.890
	1997	13.4.34.012	455.000.000	457.525.897
	1998	13.4.34.012	468.000.000	474.816.460
Section 13.5 – Caisse nationale des prestations familiales Prise en charge par l'Etat des allocations de naissance: allocations prénatales; allocations de naissance proprement dites et allocations postnatales (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1994	13.5.42.001	265.000.000	294.122.848
	1995	13.5.42.001	294.000.000	294.016.692
	1996	13.5.42.001	304.500.000	315.739.361
	1997	13.5.42.001	305.000.000	313.953.182
	1998	13.5.42.001	310.000.000	316.889.303
14 – MINISTÈRE DE LA SANTE Section 14.3 – Service d'action médicosociothérapeutique Allocation de soins pour personnes âgées (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1994	14.3.34.010	290.000.000	301.328.648
	1995	14.3.34.010	320.000.000	346.257.533
	1996	14.3.34.010	360.000.000	364.315.763
	1997	14.3.34.010	385.000.000	393.798.422
	1998	14.3.34.010	405.000.000	417.294.953
17/18 – MINISTÈRE DE LA SECURITE SOCIALE Section 17.1 – Inspection générale de la sécurité sociale Mise à jour de la législation nationale et internationale sur la sécurité sociale (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1994	17.1.12.131	5.000	681.995
	1995	17.1.12.131	5.000	206.893
	1996	17.1.12.131	5.000	590.602
	1997	17.1.12.131	5.000	196.869
	1998	17.1.12.131	500.000	1.146.182

<i>Libellé</i>	<i>Exercice</i>	<i>Article</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Dépenses effectives</i>
21 – MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES ET DU TOURISME Section 21.0 – Classes moyennes Application de la loi-cadre ayant pour objet l'amélioration structurelle des entreprises du commerce et de l'artisanat: subventions en capital (article 3 de la loi du 29.7.1968) (Crédit non limitatif)	1994	21.0.53.040	110.000.000	159.995.500
	1995	21.0.53.040	110.000.000	159.999.632
	1996	21.0.53.040	110.000.000	194.997.850
	1997	21.0.53.040	110.000.000	170.000.000
	1998	21.0.53.040	156.000.000	225.988.972
25 – MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS Section 25.0 – Travaux publics – Dépenses générales Dommages-intérêts dus à la suite d'accidents et de faits où la responsabilité civile de l'Etat est engagée; subventions dans l'intérêt de l'indemnisation de dommages causés par d'autres accidents et faits (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1994	25.0.34.040	3.000.000	27.270.743
	1995	25.0.34.040	3.000.000	4.979.092
	1996	25.0.34.040	3.000.000	5.871.932
	1997	25.0.34.040	3.000.000	3.999.780
	1998	25.0.34.040	3.000.000	4.436.207
Section 25.1 – Ponts et chaussées – Dépenses générales Service d'hiver et accidents de la circulation: indemnités pour heures supplémentaires (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1994	25.1.11.150	7.500.000	8.889.865
	1995	25.1.11.150	7.500.000	12.195.404
	1996	25.1.11.150	8.000.000	14.440.910
	1997	25.1.11.150	9.000.000	11.960.305
	1998	25.1.11.150	11.000.000	12.067.584
Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1994	25.1.12.100	9.268.000	9.267.600
	1995	25.1.12.100	7.798.000	8.677.380
	1996	25.1.12.100	1.990.000	4.053.895
	1997	25.1.12.100	2.040.000	2.267.794
1998	25.1.12.100	2.125.000	2.276.480	
Section 25.4 – Bâtiments publics – Compétences propres Frais de déménagement des services publics (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1994	25.4.12.300	3.000.000	6.000.000
	1995	25.4.12.300	3.000.000	5.094.619
	1996	25.4.12.300	4.000.000	13.717.073
	1997	25.4.12.300	4.000.000	8.500.630
	1998	25.4.12.300	6.000.000	12.799.927

Tableau 7: *Choix de crédits non limitatifs dépassés de plus de 50%*

Article	Libellé	Crédit voté	Liquidé	Dépassement
	00 – MINISTERE D'ETAT			
	Section 00.3 – Gouvernement			
00.3.12.120	Frais d'experts et d'études (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	15.000.000	64.965.699	49.965.699
00.3.12.310	Indemnisation des dégâts matériels causés à des voitures privées utilisées pour des voyages de service (gouvernement et autres administrations) (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	500.000	1.001.798	501.798
00.3.12.350	Dépenses diverses jugées opportunes par le gouvernement (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	350.000	6.321.948	5.971.948
	01 – MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DU COMMERCE EXTERIEUR ET DE LA COOPERATION			
	Section 01.0 – Dépenses générales			
01.0.11.320	Présidence luxembourgeoise de l'Union européenne – Frais de personnel: rémunération du personnel supplémentaire; indemnités pour services extraordinaires; dépenses diverses (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	14.000.000	27.999.946	13.999.946
01.0.12.300	Fabrication de passeports et de visas sous forme d'autocollants (Crédit non limitatif)	2.000.000	11.004.297	9.004.297
01.0.12.391	Frais d'organisation de la réunion ministérielle de l'OTAN au printemps de 1998 (Crédit non limitatif)	20.000.000	86.220.141	66.220.141
	Section 01.3 – Relations internationales – Coopération au développement et autres actions			
01.3.93.000	Alimentation du fonds de la coopération au développement (Crédit non limitatif)	1.710.000.000	2.710.000.000	1.000.000.000
	02 – MINISTERE DE LA CULTURE			
	Section 02.2 – Musée national d'histoire et d'art			
02.2.12.220	Recherches historiques et travaux de caractère archéologique (fouilles d'urgence): dépenses diverses (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	5.000.000	13.998.236	8.998.236

Article	Libellé	Crédit voté	Liquidité	Dépassement
02.5.33.000	Section 02.5 – Centre national de l'audiovisuel Exposition photographique „The Family of Man“ à Clervaux: participation de l'Etat aux frais de gestion et d'animation de l'exposition (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	5.000	1.342.000	1.337.000
03.0.11.150	03 – MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE Section 03.0 – Fonction publique et Réforme administrative – Dépenses diverses Indemnités pour heures supplémentaires prestées par les agents de l'Etat (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	10.000	1.011.120	1.001.120
03.0.11.170	Indemnisation des fonctionnaires et anciens fonctionnaires ayant subi un dommage en raison de leur qualité ou de leurs fonctions (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	80.000	1.136.265	1.056.265
03.0.12.110	Honoraires d'avocats pour les actions judiciaires ordonnées par l'administration (Crédit non limitatif)	300.000	1.212.342	912.342
03.0.62.010	Transfert de cotisations à la caisse de pension des employés privés en exécution du chapitre II de la législation ayant pour objet la coordination des régimes de pension: assurance rétroactive et transfert de cotisations aux institutions internationales. Rachat, conformément au chapitre VII de la loi précitée, des pensions échues au 31.12.1987 en application de l'ancien article 16 de la loi du 16.12.1963 par le versement d'une valeur en capital (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	45.000.000	122.925.627	77.925.627
04.0.12.140	04 – MINISTERE DES FINANCES Section 04.0 – Dépenses générales Promotion de la place financière: frais de publicité et de commercialisation à l'étranger de la place financière du Luxembourg (brochures, études, participation à et organisation de manifestations dans l'intérêt du développement de la place financière) (Crédit non limitatif)	250.000	831.081	581.081
04.0.12.300	Institutions financières internationales: dépenses diverses en relation avec les parts contributives du Grand-Duché dans la reconstitution des ressources ou avec la tenue des assemblées annuelles (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	400.000	820.000	420.000

<i>Article</i>	<i>Libellé</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Liquidé</i>	<i>Dépassement</i>
	Section 04.1 – Contributions directes et métrologie			
04.1.12.110	Frais de contentieux (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	500.000	4.004.315	3.504.315
04.1.12.310	Frais de poursuite et d'instance pour le recouvrement des contributions; frais hypothécaires (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	50.000	405.871	355.871
	Section 04.2 – Enregistrement et domaines			
04.2.11.131	Indemnités des préposés des caisses de consignations (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	80.000	158.278	78.278
04.2.12.310	Frais de poursuite et d'instance; frais hypothécaires (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	4.000.000	6.312.324	2.281.324
04.2.12.360	Carnet d'avertissements taxés et carnets de convocation (Crédit non limitatif)	850.000	1.686.764	836.764
04.2.36.050	Restitutions de droits d'enregistrement (article 17 de la loi du 17.8.1935) et autres; remboursement aux tiers intéressés des dommages-intérêts et droits fraudés recouvrés sur les condamnés (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100.000.000	152.018.925	52.018.925
	05 – MINISTERE DES FINANCES: BUDGET			
	Section 05.0 – Dépenses générales			
05.0.12.120	Domaines de l'Etat: Frais d'experts et d'études (Crédit non limitatif)	250.000	381.603	131.603
05.0.12.310	Crédit commun: dépenses sur exercices clos (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	50.000	961.795	906.995
	Section 05.1 – Chambre des comptes			
05.1.11.131	Jetons de présence des conseillers suppléants (Crédit non limitatif)	100.000	218.782	118.782
05.1.12.110	Frais de contentieux (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	10.000	77.280	67.280

Article	Libellé	Crédit voté	Liquidité	Dépassement
	06 – MINISTÈRE DES FINANCES: DETTE PUBLIQUE			
	Section 06.0 – Dette publique			
06.0.91.005	Alimentation du fonds spécial pour le service de la dette publique: amortissements (Crédit non limitatif)	115.058.000	2.159.191.318	2.044.133.318
06.0.93.000	Crédits contractés, sous la garantie de l'Etat, par le fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg: intérêts (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.000.000	11.023.748	9.023.748
06.0.93.001	Crédits contractés, sous la garantie de l'Etat, par le fonds de rénovation de la vieille ville: intérêts (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.000.000	5.283.598	3.283.598
	08 – MINISTÈRE DE LA FORCE PUBLIQUE			
	Section 08.0 – Force publique – Dépenses générales			
08.0.11.300	Indemnités spéciales allouées aux membres de missions de maintien de la paix (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.500.000	4.717.978	2.217.978
08.0.34.040	Paiements à faire en exécution de l'article VIII de la convention entre les Etats parties au traité de l'Atlantique Nord sur le statut de leurs forces, signée le 19.6.1951 et approuvée par la loi du 26.1.1954; dédommagement de tierces personnes pour la part des sinistres non couverts par l'assurance; honoraires des avocats; dommages-intérêts dus à la suite de faits dommageables engageant la responsabilité de l'Etat (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	500.000	1.231.679	731.679
	Section 08.1 – Armée			
08.1.11.071	Dépenses résultant de l'affiliation des volontaires à la sécurité sociale (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	50.000.000	118.420.387	68.420.387
08.1.11.080	Frais médicaux et funéraires divers (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.000.000	2.952.566	1.952.566
08.1.11.150	Indemnités pour heures supplémentaires (Crédit non limitatif)	100.000	1.464.972	1.364.972
	Section 08.2 – Gendarmerie			
08.2.11.150	Indemnités pour heures supplémentaires (Crédit non limitatif)	1.500.000	8.218.910	6.718.910

<i>Article</i>	<i>Libellé</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Liquidé</i>	<i>Dépassement</i>
	Section 08.3 – Police			
08.3.11.090	Indemnité de poste et de logement du personnel à l'étranger (Crédit non limitatif)	1.472.000	2.703.761	1.231.761
08.3.11.150	Indemnités pour heures supplémentaires (Crédit non limitatif)	1.000.000	6.751.640	5.610.640
08.3.12.360	Dépenses afférentes aux mesures d'ordre public; examens médicaux et autres frais connexes (Crédit non limitatif)	200.000	330.828	118.828
	10 – MINISTERE DE L'EDUCATION PHYSIQUE ET DES SPORTS			
	Section 10.2 – Centre sportif national de natation			
10.2.11.130	Indemnités pour services extraordinaires (Crédit non limitatif)	60.000	210.000	150.000
	11/12 – MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE			
	Section 11.6 – Recherche scientifique et recherche appliquée			
11.6.33.001	Contributions financières à divers centres de recherche publics dans l'intérêt de la mise en oeuvre d'actions nationales dans le cadre des activités communautaires ayant trait aux fonds structurels (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	5.000.000	17.158.000	12.158.000
	Section 12.0 – Education différenciée			
12.0.33.000	Participation de l'Etat aux frais de personnel suppléant engagé dans les instituts gérés par des associations privées (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	50.000	279.959	229.959
	Section 12.5 – Enseignement secondaire technique			
12.5.12.301	Jurys d'examen et commissions d'études: fournitures diverses (Crédit non limitatif)	20.000	328.888	308.888
	13 – MINISTERE DE LA FAMILLE ET DE LA SOLIDARITE			
	Section 13.2 – Solidarité			
13.2.34.012	Secours du chef de pertes et dégâts essuyés à la suite de catastrophes naturelles (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100.000	346.900	246.900

Article	Libellé	Crédit voté	Liquidé	Dépassement
13.3.12.100	Section 13.3 – Commissariat du Gouvernement aux étrangers Foyers d'accueil: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques (Crédit non limitatif)	1.766.000	3.906.125	2.140.125
13.3.33.012	Accueil de réfugiés: fonctionnement des foyers d'accueil; entretien des réfugiés et des demandeurs d'asile (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	80.000.000	164.991.705	84.991.705
14.2.12.303	14 – MINISTERE DE LA SANTE Section 14.2 – Laboratoire national de santé Frais d'analyses à l'étranger (Crédit non limitatif)	400.000	1.963.551	1.563.551
16.2.12.303	16 – MINISTERE DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI Section 16.2 – Inspection du travail et des mines Frais pour la réalisation de projets cofinancés par la Commission Européenne et relatifs au domaine de la santé et de la sécurité au travail (Crédit non limitatif)	5.000	2.854.997	2.849.997
17.1.12.131	17/18 – MINISTERE DE LA SECURITE SOCIALE Section 17.1 – Inspection générale de la sécurité sociale Mise à jour de la législation nationale et internationale sur la sécurité sociale (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	500.000	1.146.182	646.182
17.4.12.150	Section 17.4 – Conseil supérieur des assurances sociales Frais d'expertises médicales et frais de déplacement y relatifs (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	210.000	343.555	133.555
17.8.12.120	Section 17.8 – Assurance dépendance Frais d'experts et d'études (Crédit non limitatif)	100.000	8.958.700	8.858.700

<i>Article</i>	<i>Libellé</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Liquidité</i>	<i>Dépassement</i>
	19 – MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA VITICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL			
	Section 19.1 – Mesures économiques et sociales spéciales			
19.1.12.300	Frais de stockage public et autres frais connexes résultant de l'achat, de la transformation ainsi que de l'écoulement de produits agricoles par les organismes d'intervention pour le compte des communautés européennes	5.000	14.582.397	14.577.397
19.1.12.330	(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)			
	Contribution de l'Etat aux frais de mise en place du système informatique d'étiquetage de la viande bovine dans les abattoirs (règlement (U.E.) No 820/97 du Conseil)	600.000	1.439.453	839.453
	(Crédit non limitatif)			
	Section 19.2 – Administration des services techniques de l'agriculture			
19.2.14.012	Travaux extraordinaires de nettoyage et de curage à exécuter à charge de l'Etat aux embouchures des cours d'eau non navigables ni flottables aux abords de la Moselle canalisée	100.000	1.762.591	1.662.591
	(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)			
	Section 19.5 – Administration des services vétérinaires			
19.5.53.031	Subsides pour pertes de bétail essayées à la suite de maladies infectieuses	150.000	262.060	112.060
	(Crédit non limitatif)			
	20 – MINISTERE DE L'ECONOMIE			
	Section 20.0 – Economie			
20.0.31.050	Mesures et interventions en vue de maintenir et de stimuler l'activité industrielle, de sauvegarder l'emploi, de favoriser l'adaptation et le développement d'entreprises de production de biens et de services, de faciliter leur établissement ou leur extension: subventions, dépenses et frais connexes, participation à des dépenses	6.500.000	27.976.076	21.476.076
	(Crédit non limitatif)			
	22 – MINISTERE DES COMMUNICATIONS			
	Section 22.0 – Communications – Dépenses générales			
22.0.12.120	Frais d'experts et d'études	500.000	25.236.909	24.736.909
	(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)			

Article	Libellé	Crédit voté	Liquidé	Dépassement
	23 – MINISTERE DES TRANSPORTS			
	Section 23.2 – Transports routiers			
23.2.12.120	Frais d'experts et d'études (Crédit non limitatif)	2.000.000	12.414.707	10.414.707
	Section 23.7 – Garage du gouvernement			
23.7.74.000	Acquisition de véhicules automoteurs (Crédit non limitatif)	4.400.000	9.780.288	5.380.288
	24 – MINISTERE DE L'ENERGIE			
	Section 24.0 – Energie – Dépenses générales			
24.0.53.000	Mesures destinées à promouvoir une utilisation rationnelle de l'énergie et la réalisation d'économies d'énergie. – Mise en valeur d'énergies alternatives et technologies nouvelles; subventions en capital (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	3.000.000	14.991.908	11.991.908
	25 – MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS			
	Section 25.4 – Bâtiments publics – Compétences propres			
25.4.12.089	Travaux d'adaptation dans les immeubles loués par l'Etat (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	10.000.000	39.988.527	29.988.527
25.4.12.120	Frais d'experts et d'études (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	4.000.000	8.223.587	4.223.587
25.4.12.300	Frais de déménagement des services publics (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	6.000.000	12.799.927	6.799.927
	29 – MINISTERE DE LA PROMOTION FEMININE			
	Section 29.0 – Promotion féminine			
29.0.12.301	Projets européens dans le cadre du 4e programme d'action communautaire à moyen terme pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.200.000	3.676.095	1.368.095

<i>Article</i>	<i>Libellé</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Liquidé</i>	<i>Dépassement</i>
32.0.74.070	32 – MINISTERE DE LA CULTURE Section 32.0 – Affaires culturelles Acquisition d'objets historiques et archéologiques (Crédit non limitatif)	1.000.000	18.866.558	17.866.558
34.0.84.096	34 – MINISTERE DES FINANCES Section 34.0 – Relations financières internationales Fonds monétaire international: Participation du Grand-Duché à la facilité d'ajustement structurel (ESAF) (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	36.000.000	70.893.800	34.893.800
35.0.71.040	35 – MINISTERE DES FINANCES: BUDGET Section 35.0 – Domaine de l'Etat Acquisition auprès du secteur des administrations publiques d'immeubles à incorporer dans le domaine de l'Etat (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	20.000.000	81.490.191	61.490.191
35.0.71.050	Acquisition auprès de secteurs autres que le secteur des administrations publiques d'immeubles à incorporer dans le domaine de l'Etat (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	150.000.000	334.240.544	184.240.544
38.0.54.060	38 – MINISTERE DE LA FORCE PUBLIQUE Section 38.0 – Force publique Travaux internationaux à intérêt commun exécutés pour le compte de l'O.T.A.N. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	500.000	2.072.099	1.572.099
44.0.93.000	44 – MINISTERE DE LA SANTE Section 44.0 – Santé – Travaux sanitaires et cliniques Alimentation du fonds des investissements sanitaires et hospitaliers (Crédit non limitatif)	800.000.000	2.650.000.000	1.499.982.793
45.0.93.000	45 – MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT Section 45.0 – Protection de l'environnement Alimentation du fonds pour la protection de l'environnement (Crédit non limitatif)	1.350.000.000	2.850.000.000	1.500.000.000

<i>Article</i>	<i>Libellé</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Liquidé</i>	<i>Dépassement</i>
	53 – MINISTÈRE DES TRANSPORTS			
	Section 53.0 – Chemins de fer			
53.0.93.000	Alimentation du fonds du rail (Crédit non limitatif)	300.000.000	1.800.000.000	1.500.000.000
53.0.93.001	Alimentation du fonds des raccordements ferroviaires internationaux (Crédit non limitatif)	25.000.000	1.025.000.000	1.000.000.000
	55 – MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS			
	Section 55.0 – Ponts et chaussées			
55.0.71.000	Emprises: acquisition d'immeubles bâtis et non bâtis auprès du secteur des administrations publiques dans l'intérêt du domaine et de la voirie de l'Etat; indemnisation pour perte de volume bâti, servitudes et droits acquis; démolition d'immeubles bâtis; travaux d'adaptation et dépenses accessoires (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.000.000	1.696.378	696.378
	Section 55.1 – Fonds des routes			
55.1.93.000	Alimentation du fonds des routes (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	500.000.000	3.000.000.000	2.500.000.000
	Section 55.2 – Bâtiments publics			
55.2.72.013	Bâtiments loués aux institutions internationales: travaux de construction, de transformation et de remise en état (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100.000.000	163.891.788	63.891.788
	Section 55.3 – Fonds d'investissements publics			
55.3.93.000	Alimentation du fonds d'investissements publics administratifs (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	800.000.000	3.300.000.000	2.500.000.000
55.3.93.001	Alimentation du fonds d'investissements publics scolaires (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	725.000.000	4.725.000.000	4.000.000.000
55.3.93.003	Alimentation du fonds pour la loi de garantie (Crédit non limitatif)	5.000.000	805.000.000	800.000.000

Tableau 8: Dépassements dus à l'alimentation de fonds spéciaux dont une des causes réside dans l'affectation des plus-values de recettes de l'exercice 1998

Article	Libellé	Crédit voté	Liquidité	Dépassement
	01 – MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DU COMMERCE EXTERIEUR ET DE LA COOPERATION			
	Section 01.3 – Relations internationales – Coopération au développement et autres actions			
01.3.93.000	Alimentation du fonds de la coopération au développement (Crédit non limitatif)	1.710.000.000	2.710.000.000	1.000.000.000
	06 – MINISTERE DES FINANCES			
	Section 06.0 – Dette publique			
06.0.93.000	Crédits contractés, sous la garantie de l'Etat, par le fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg; intérêts (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.000.000	11.023.748	9.023.748
06.0.93.001	Crédits contractés, sous la garantie de l'Etat; par le fonds de rénovation de la vieille ville; intérêts (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.000.000	5.283.598	3.283.598
	09 – MINISTERE DE L'INTERIEUR			
	Section 09.0 – Finances communales			
09.0.93.000	Alimentation du fonds communal de dotation financière (article 38 de la loi modifiée du 22.12.1987) (Crédit non limitatif)	8.831.400.000	8.954.098.999	122.698.999
	16 – MINISTERE DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI			
	Section 16.4 – Fonds pour l'emploi			
16.4.93.000	Versement au fonds pour l'emploi du produit des impôts de solidarité prélevés moyennant des majorations de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur le revenu des collectivités (Crédit non limitatif)	2.575.000.000	2.765.461.465	190.461.465

Article	Libellé	Crédit voté	Liquidité	Dépassement
44.0.93.000	44 – MINISTÈRE DE LA SANTÉ Section 44.0 – Santé – Travaux sanitaires et cliniques Alimentation du fonds des investissements sanitaires et hospitaliers (Crédit non limitatif)	800.000.000	2.650.000.000	1.499.982.793
45.0.93.000	45 – MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT Section 45.0 – Protection de l'environnement Alimentation du fonds pour la protection de l'environnement (Crédit non limitatif)	1.350.000.000	2.850.000.000	1.500.000.000
53.0.93.000	53 – MINISTÈRE DES TRANSPORTS Section 53.0 – Chemins de fer Alimentation du fonds du rail (Crédit non limitatif)	300.000.000	1.800.000.000	1.500.000.000
53.0.93.001	Alimentation du fonds des raccordements ferroviaires internationaux (Crédit non limitatif)	25.000.000	1.025.000.000	1.000.000.000
55.1.93.000	55 – MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS Section 55.1 – Fonds des routes Alimentation du fonds des routes (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	500.000.000	3.000.000.000	2.500.000.000
55.3.93.000	Section 55.3 – Fonds d'investissements publics Alimentation du fonds d'investissements publics administratifs (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	800.000.000	3.300.000.000	2.500.000.000
55.3.93.001	Alimentation du fonds d'investissements publics scolaires (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	725.000.000	4.725.000.000	4.000.000.000
55.3.93.003	Alimentation du fonds pour la loi de garantie (Crédit non limitatif)	5.000.000	805.000.000	800.000.000

III. LES RESTANTS D'EXERCICES ANTERIEURS

Les crédits pour restants d'exercices antérieurs sont destinés à la régularisation et au paiement de dépenses engagées au cours d'un exercice antérieur, pour lesquelles le budget de l'exercice en question ne prévoyait pas de crédits ou de crédits suffisants.

Ces crédits servent, d'une part, à la régularisation des ordonnances de paiement provisoires émises en application de l'article 29 de la loi modifiée du 27 juillet 1936 concernant la comptabilité de l'Etat qui dispose que lorsque l'urgence d'un paiement est extrême et telle que tout retard pourrait compromettre le service de l'Etat et porter atteinte à l'ordre public, l'ordonnance de paiement peut être émise provisoirement ensuite d'un avis motivé du Conseil de Gouvernement, la Chambre des comptes entendue en son avis.

Les crédits pour restants d'exercices antérieurs permettent, d'autre part, de payer des dépenses qui appartiennent à des exercices précédents. D'un côté, certains paiements ont pu, pour des raisons diverses, sortir du cadre annuel auquel ils appartenaient de par leur engagement. D'un autre côté, le Gouvernement a pu être obligé d'effectuer des dépenses alors que des crédits n'étaient pas prévus, que les crédits prévus étaient épuisés ou que des transferts étaient impossibles. Si ces paiements n'étaient pas urgents et ne rentraient donc pas dans le schéma fixé à l'article 29 de la loi modifiée du 27 juillet 1936 concernant la comptabilité de l'Etat, ils sont effectués dans un budget subséquent à charge de crédits votés spécialement à cet effet.

Du fait que le montant total des restants d'exercices est généralement connu au moment de l'élaboration du projet de budget, les sommes liquidées devraient correspondre, en principe, aux crédits votés.

Les opérations effectuées en 1998 à charge des articles budgétaires libellés „Restants d'exercices antérieurs“ se présentent de la façon suivante:

Tableau 9: *Gestion des restants d'exercices antérieurs*

<i>Libellé</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Modifications</i>	<i>Liquidations</i>
00 – Ministère d'Etat	102.000	0	101.792
01 – Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur	2.548.000	4.900	2.552.149
02 – Ministère de la Culture	7.703.000	0	6.641.717
04 – Ministère des Finances	2.022.000	0	2.021.145
05 – Ministère des Finances: Budget	44.302.000	0	44.112.578
07 – Ministère de la Justice	11.216.000	0	10.483.172
08 – Ministère de la Force publique	14.774.000	959.000	13.980.373
09 – Ministère de l'Intérieur	3.624.000	0	3.622.477
11/12 – Ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle	156.123.000	0	156.119.736
13 – Ministère de la Famille et de la Solidarité	4.225.000	0	2.733.372
14 – Ministère de la Santé	9.981.000	0	9.952.838
15 – Ministère de l'Environnement	14.000	0	13.357
16 – Ministère du Travail et de l'Emploi	1.968.000	0	1.906.174
17/18 – Ministère de la Sécurité sociale	385.000	0	378.006
19 – Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural	5.876.000	0	5.756.975
20 – Ministère de l'Economie	430.000	23.000	452.206
21 – Ministère des Classes moyennes et du Tourisme	4.231.000	0	3.220.997
23 – Ministère des Transports	38.551.000	0	38.172.032
24 – Ministère de l'Energie	28.000	0	27.060
25 – Ministère des Travaux publics	16.430.000	0	16.395.260
26 – Ministère du Logement	136.000	0	115.098
53 – Ministère des Transport	40.000	0	0
Totaux:	324.709.000	986.900	318.758.514

*

IV. LES ORDONNANCES PROVISOIRES

L'article 104, alinéa 2, de la Constitution ainsi que l'alinéa 1er de l'article 1er de la loi modifiée du 27 juillet 1936 concernant la comptabilité de l'Etat énoncent le principe de l'universalité budgétaire. La portée en est que le budget et les comptes généraux de l'Etat doivent comprendre toutes les recettes et dépenses à effectuer, voire effectuées, par le Trésor pendant l'exercice correspondant.

Une dérogation légale au principe de l'universalité du budget consiste dans l'émission d'ordonnances provisoires. Ainsi, l'article 29 de la loi précitée prévoit que „lorsque l'urgence d'un paiement est extrême et telle que tout retard pourrait compromettre le service de l'Etat et porter atteinte à l'ordre public, l'ordonnance de paiement peut être émise provisoirement ensuite d'un avis motivé du Conseil de Gouvernement, la Chambre des comptes entendue en son avis, qui sera donné sans retard. (...) L'ordonnance provisoire sera soumise au visa du ministre des Finances si elle n'émane pas de lui. La Chambre des comptes en reçoit immédiatement connaissance et enregistre la dépense sous réserve de justification ultérieure.“

L'article 29 prévoit en outre qu'„à la fin de l'exercice, le Gouvernement soumettra à la Chambre des députés un relevé des ordonnances provisoires qui auraient été émises contrairement à l'avis de la Chambre des comptes, en indiquant la raison justificative de chaque ordonnance“.

Quant à la régularisation des ordonnances provisoires, l'article 29 dispose que „les ordonnances provisoires sont à régulariser au plus tard avant l'expiration de l'exercice budgétaire qui suit l'époque de leur émission. Le Gouvernement communiquera à la Chambre des députés un relevé de toutes les ordonnances dont la régularisation serait restée en souffrance, en justifiant des retards.“

En exécution de cette disposition, l'avis de la Chambre des comptes avait été sollicité sur l'émission de 6 ordonnances de paiement provisoires portant sur un montant total de 24.654.075 LUF.

A cinq reprises, la Chambre des comptes avait donné un avis favorable. Dans trois cas la vérification matérielle des pièces communiquées avait donné lieu à des observations ayant trait à l'absence de l'autorisation du ministre des Finances prévue à l'article 29 de la loi modifiée du 27 juillet 1936 concernant la comptabilité de l'Etat ainsi qu'à la production de pièces (factures, déclarations) originales.

La régularisation de ces ordonnances par le biais de restants d'exercices antérieurs inscrits au budget de l'Etat pour l'exercice 1999 n'avait pas donné lieu à observation.

Tableau 10: *Ordonnances de paiement provisoires*

<i>Exercice</i>	<i>Ordonnances avisées favorablement</i>		<i>Ordonnances avisées défavorablement</i>	
	<i>Nombre</i>	<i>Montant total</i>	<i>Nombre</i>	<i>Montant total</i>
1989	172	63.743.145	44	13.525.236
1990	424	130.649.136	7	884.631
1991	119	10.722.725	28	528.508
1992	24	30.848.590	3	5.847.747
1993	28	4.923.576	3	632.469
1994	11	24.404.284	1	1.008.000
1995	108	20.123.860	0	0
1996	7	6.051.921	0	0
1997	13	80.301.532	1	3.500.000
1998	5	21.415.886	1	3.238.189

En 1998, une ordonnance provisoire avait été avisée défavorablement par la Chambre des comptes:

Le Gouvernement en conseil avait autorisé en sa séance du 31 juillet 1998 par voie de marché de gré à gré l'élaboration d'une campagne d'information et de sensibilisation dans le cadre de l'introduction de l'assurance dépendance dont le montant ne pouvait pas dépasser 9.000.000 LUF. Une première facture

au montant de 2.497.600 LUF avait été liquidée au profit d'une agence de publicité à charge de l'article 17.8.12.130 libellé *Frais de publication*, doté de 3 millions LUF.

Le 3 décembre 1998, l'avis de la Chambre des comptes avait été demandé conformément à l'article 29 de la loi modifiée du 27 juillet 1936 concernant la comptabilité de l'Etat au sujet d'une ordonnance provisoire au montant de 3.238.189 LUF émise dans le cadre de cette campagne. L'autorisation était motivée par le fait que le budget des dépenses de l'exercice 1998 n'aurait pas prévu un crédit spécifique pour la réalisation de la campagne et que le solde au montant de 502.400 LUF de l'article budgétaire 17.8.12.130 serait réservé aux frais d'impression d'une brochure.

Une note du 2 décembre 1998 du ministère de la Sécurité sociale annexée en tant que pièce à l'appui de l'ordonnance provisoire faisait état d'une facture se chiffrant à 2.783.200 LUF, laquelle avait été contestée par la chargée de direction de la Cellule d'évaluation et d'orientation vu que les travaux se rapportant au „tool de présentation multimédia“ n'avaient pas encore été entièrement terminés. C'était pourquoi les responsables du ministère de la Sécurité sociale avaient pris la décision de fractionner le montant facturé de 2.783.200 LUF et de le liquider en deux fois au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

Dans son avis du 4 décembre 1998, la Chambre des comptes avait relevé une discordance entre le montant figurant, d'une part, sur le projet d'arrêté non daté du Gouvernement en conseil ainsi que sur l'autorisation du 11 novembre 1998 du ministre du Budget, en l'occurrence 6.021.389 LUF, et, d'autre part, le montant total des trois factures présentées comme pièces à l'appui, à savoir 3.238.189 LUF.

Comme la facture au montant de 2.783.200 LUF précitée faisait défaut au moment de la présentation de l'ordonnance provisoire, la Chambre des comptes avait émis un avis négatif.

Dans sa séance du 9 décembre 1998, le Gouvernement en conseil avait redressé le montant figurant sur le projet d'arrêté et avait autorisé l'émission d'une ordonnance de paiement provisoire de 3.238.189 LUF correspondant au total des trois factures communiquées à la Chambre des comptes.

Or, le budget de l'Etat pour l'exercice 1999 avait prévu un crédit pour restants d'exercices antérieurs (17.8.12.640) au montant de 6.021.000 LUF destiné à régulariser l'ordonnance provisoire au montant de 3.238.189 LUF.

En examinant les liquidations à charge de cet article budgétaire, la Cour des comptes constate que 3.238.189 LUF correspondant au montant de l'ordonnance provisoire y avaient été imputés. Cependant, il y a lieu de noter qu'un montant de 1.391.600 LUF (50% de 2.783.200 LUF) relatif à des travaux réalisés dans le cadre du marché de gré à gré précité avait également été imputé à charge de cet article budgétaire sans que la Chambre des comptes n'eût été saisie d'une nouvelle ordonnance provisoire.

V. LES COMPTABLES EXTRAORDINAIRES

Avant le 1er janvier 2000, la réglementation concernant les comptables extraordinaires était régie par la loi modifiée du 27 juillet 1936 concernant la comptabilité de l'Etat.

L'article 30 de cette loi permet la mise à disposition de fonds à un fonctionnaire de l'Etat ou à une personne de confiance pour un service public à exécuter en régie, de même que pour les dépenses urgentes du service militaire, ou d'autres dépenses analogues. L'article précité dispose que le paiement par des comptables extraordinaires n'est autorisé que pour des dépenses qui, par leur nature, leur exiguité, leur urgence ou en raison du grand nombre de parties prenantes, justifient un procédé plus simple et plus rapide que le mode de la liquidation directe.

La loi règle également les conditions et les délais de reddition des comptes, les sanctions à prendre à l'égard des retardataires ainsi que la procédure de contrôle. Selon l'article 30 prémentionné, la Chambre des comptes est appelée à statuer sur les comptes des comptables extraordinaires dans le délai de deux mois à dater de la production des pièces et elle joint à son rapport annuel un rapport circonstancié sur la situation des comptes.

Ce système particulier de surveillance et de contrôle des comptables extraordinaires est nécessaire puisque la procédure du paiement par ces derniers constitue une exception au principe de base régissant l'exécution du budget des dépenses qui est celui de la distinction entre l'ordonnateur, le contrôleur et le comptable. Normalement, l'engagement et l'ordonnancement appartiennent au membre du Gouvernement ou de son délégué, la liquidation à la Cour des comptes et le paiement au comptable, c.-à-d. à la Trésorerie de l'Etat. Exceptionnellement, l'ensemble de ces actes, en principe clairement délimités, sont attribués à et exercés par une seule personne, à savoir le comptable extraordinaire. Les contrôles s'exécutent dans ce cas de figure a posteriori.

Au cours de l'exercice budgétaire 1998, des fonds d'un montant total de 6.054.430.879 LUF ont été mis à la disposition de 134 comptables extraordinaires.

Tableau 11: Totaux des fonds mis à la disposition des comptables extraordinaires

<i>Exercice</i>	<i>Nombre de comptables</i>	<i>Montant total en francs</i>
1989	89	3.117.753.270
1990	97	3.639.217.915
1991	106	4.044.784.916
1992	103	4.047.691.302
1993	100	4.600.585.795
1994	116	5.837.800.143
1995	117	4.376.702.571
1996	118	6.732.269.787
1997	119	7.004.664.268
1998	134	6.054.430.879

D'après l'article 30 de la loi précitée, les comptables extraordinaires sont tenus de rendre compte de l'emploi des fonds qui ont été mis à leur disposition dans un délai à indiquer sur l'ordonnance de paiement et qui ne peut pas dépasser la durée de l'exercice.

Cependant, à la clôture de l'exercice 1998, fixée au 30 avril 1999, 47 comptables extraordinaires n'avaient pas encore présenté leurs comptes à la Chambre des comptes, qui n'a partant pas pu statuer dans les délais légaux sur 472 comptes pour un montant total de 489.467.113 LUF, soit 8,1% du total des fonds alloués aux comptables extraordinaires en 1998.

*Tableau 12: Les comptes non présentés à la Chambre des comptes
endéans les délais légaux*

<i>Exercice</i>	<i>Nombre de comptables</i>	<i>Nombre de comptes</i>	<i>Nombre de crédits</i>	<i>Montants en LUF</i>
1989	33	118	315	165.511.935
1990	41	128	364	202.312.737
1991	48	389	1.079	470.802.928
1992	43	297	848	396.517.180
1993	30	241	719	402.837.739
1994	31	316	1.055	1.836.342.066
1995	39	243	735	347.761.152
1996	41	289	901	465.824.736
1997	41	276	982	563.370.752
1998	47	472	1.238	489.467.113

Les comptes non présentés à la clôture de l'exercice 1998 se répartissent entre les ministères concernés de la façon suivante:

*Tableau 13: Ventilation des comptes relatifs à l'exercice 1998
non encore présentés le 30 avril 1999*

<i>Ministère</i>	<i>Nombre de comptables</i>	<i>Nombre de crédits</i>	<i>Montants en LUF</i>
Affaires étrangères	32	1.203	426.422.619
Culture	1	1	624.654
Economie et Classes moyennes	2	8	13.302.610
Etat	2	2	35.000
Finances	3	3	6.275.000
Force publique	1	2	5.337.270
Famille	1	1	9.000.000
Justice	2	3	19.500.000
Tourisme	1	2	800.000
Travaux publics	2	3	8.169.960
Total	47	1.238	489.467.113

A la fin du mois d'octobre 2000, 25 comptables extraordinaires n'ont toujours pas rendu compte de 136 crédits pour un montant de 93.412.187 LUF qui leur avaient été alloués en 1998.

Tableau 14: Comptes non présentés au 31 octobre 2000

<i>Exercice</i>	<i>Nombre de comptables</i>	<i>Nombre de comptes</i>	<i>Nombre de crédits</i>	<i>Montants en LUF</i>
1989	0	0	0	0
1990	2	2	2	92.258
1991	6	9	17	5.305.546
1992	4	6	10	1.939.700
1993	8	15	39	12.123.893
1994	5	5	9	5.363.789
1995	7	9	34	20.488.466
1996	7	12	33	9.812.083
1997	20	32	122	85.857.815
1998	25	52	136	93.412.187

Pour la période allant de 1989 à 1998, le nombre total de crédits pour lesquels il n'a pas encore été rendu compte s'élève à 402 pour un montant de 234.395.737 LUF. Il importe de relever que bon nombre de comptables extraordinaires, ayant rendu compte, n'ont pas encore reçu décharge alors qu'aucune suite n'a été donnée aux observations formulées par la Chambre des comptes, voire la Cour des comptes.

*

VI. LES MARCHES PUBLICS

La Cour des comptes rappelle qu'en date du 25 octobre 2000, elle a émis sur demande de la Chambre des députés un avis sur le projet de réforme de la législation en matière de marchés publics.

Dans cet avis, la Cour des comptes a énoncé, entre autres, une série de principes fondamentaux qui doivent trouver application en la matière.

La législation actuelle sur les marchés publics

Le cadre légal sur les marchés publics est déterminé par les dispositions des articles 36 à 38 de la loi modifiée du 27 juillet 1936 concernant la comptabilité de l'Etat ainsi que par celles de la loi modifiée du 4 avril 1974 concernant le régime des marchés publics de travaux et de fournitures.

Quant au cadre réglementaire, il y a lieu de citer les règlements grand-ducaux modifiés respectivement du 2 janvier 1989 et du 10 janvier 1989 concernant, entre autres, l'introduction d'un cahier général des charges pour l'Etat et pour les communes ainsi que les règlements grand-ducaux modifiés respectivement du 16 août 1974 et du 30 septembre 1993 portant exécution des articles 38 sous b) et 36 sous 2° a) de la loi du 27 juillet 1936 précitée. En ce qui concerne ces derniers règlements, le premier fixe le montant total estimé du marché à partir duquel le paiement d'avances, à titre de provision, est possible, alors que le deuxième prévoit les seuils maxima au-dessous desquels les marchés publics peuvent être passés respectivement par adjudication restreinte et marché de gré à gré.

Le dispositif réglementaire ci-dessus est en outre complété par les règlements grand-ducaux respectivement du 27 janvier 1994 et du 2 janvier 1996 portant application en droit national des directives communautaires en matière de marchés publics. Dans ce contexte, la Cour des comptes renvoie au rapport de la Chambre des comptes sur les comptes généraux de l'exercice 1995 qui a présenté les points saillants des directives ainsi intégrées.

La passation des marchés publics

La passation des marchés publics pour compte de l'Etat est régie par l'article 36 de la loi modifiée du 27 juillet 1936 concernant la comptabilité de l'Etat et repose essentiellement sur les principes d'accessibilité, de concurrence et d'égalité de traitement des adjudicataires ainsi que sur l'obligation de respecter les intérêts du Trésor par la mise en oeuvre d'une bonne gestion budgétaire.

La mise en application de ces principes a conduit le législateur de retenir l'adjudication publique comme règle générale pour la passation de tous les marchés de travaux, de fournitures et de services pour compte de l'Etat. En régime de concurrence, chaque entreprise intéressée peut soumettre une offre suite à la publication d'un avis d'adjudication.

Cependant, la règle de la soumission publique souffre d'une panoplie de possibilités de dérogation. L'article 36 sous 2° énumère en effet tous les cas de figure où il peut être procédé soit par adjudication restreinte, soit par marché de gré à gré.

Sur base des dispositions légales et réglementaires en matière de marchés publics, la Cour des comptes présente au tableau ci-après l'évolution du nombre total des marchés publics passés par l'Etat ainsi que la ventilation de ce nombre suivant les trois types de procédures prévues par la législation au cours de la période allant de 1990 à 1998.

Tableau 15: *Marchés conclus par l'Etat de 1990 à 1998*

Exercice	Soumissions publiques		Soumissions restreintes		Marchés de gré à gré		Total des marchés
1990	537	(33,04%)	76	(4,68%)	1.012	(62,28%)	1.625
1991	600	(33,28%)	35	(1,94%)	1.168	(64,78%)	1.803
1992	599	(34,19%)	54	(3,08%)	1.099	(62,73%)	1.752
1993	504	(38,68%)	20	(1,53%)	779	(59,79%)	1.303
1994	427	(36,56%)	33	(2,82%)	708	(60,62%)	1.168
1995	456	(38,10%)	34	(2,84%)	707	(59,06%)	1.197
1996	465	(40,90%)	34	(2,99%)	638	(56,11%)	1.137
1997	389	(33,91%)	30	(2,62%)	728	(63,47%)	1.147
1998	527	(41,63%)	26	(2,05%)	713	(56,32%)	1.266

L'Etat a passé en 1998 un total de 1.266 marchés, soit une augmentation de 10,4% par rapport à 1997. Dans 527 cas, soit 41,63%, les marchés ont été passés suite à une mise en concurrence. Le recours à la procédure de la soumission restreinte a été constaté dans 26 cas, soit 2,05%.

Le nombre des marchés de gré à gré se chiffre à 713 unités, soit 56,32% de tous les marchés conclus.

En comparant le nombre des soumissions publiques de 1998 à celui de 1997, on constate une nette augmentation, à savoir 138 unités (+ 46,9%). Cette progression s'explique en grande partie par la mise en oeuvre de la politique gouvernementale de poursuivre le développement et la modernisation des infrastructures publiques, surtout scolaires et autoroutières. En effet, ces types de travaux sont adjugés après soumission publique.

Le tableau 16 montre l'évolution des différents types de marchés conclus par le Ministère des Travaux publics – Administrations des Ponts et Chaussées et Bâtiments publics – de 1997 à 1998 et l'importance relative de ce même département ministériel dans le total des marchés conclus par l'Etat.

Tableau 16: *Importance relative du Ministère des Travaux publics*

	1997	1998	Variation en % 1997/1998	Marché de l'Etat en 1998	Part des T. P. en 1998
Soumissions publiques	254	373	+ 46,9%	527	70,8%
Soumissions restreintes	7	10	+ 42,9%	26	38,5%
Marchés de gré à gré	313	280	- 10,5%	713	39,3%
Totaux:	574	663	+ 15,5%	1.266	52,4%

Il ressort du tableau ci-dessus que les administrations des Ponts et Chaussées et des Bâtiments publics, à elles seules, ont passé 52,4% (663 unités) des marchés relaiés par l'Etat en 1998. Pour ce qui est respectivement des soumissions publiques et des marchés de gré à gré, la part relative attribuable aux administrations précitées se chiffre à 70,8% (373 unités) et 39,3% (280 unités) pour cette même année.

Tableau 17: *Evolution des marchés de gré à gré de 1997 à 1998*

	Total des marchés de gré à gré	Département des Travaux publics	Autres départements ministériels
1997	728	313	415
1998	713	280	433
Variation en %	- 2,1%	- 10,5%	4,3%

De façon générale, la Cour des comptes constate que le nombre des marchés de gré à gré est en diminution de 2,1% (15 unités) de 1997 à 1998. Toutefois, si on fait abstraction du fait de la régression de

10,5% pour le Ministère des Travaux publics, il y a lieu de noter pour les autres départements ministériels une progression de 4,3%.

La Chambre des comptes a critiqué durant des années que le recours à la procédure d'exception était excessivement élevé pour conclure que le recours aux marchés de gré à gré est devenu la règle.

La Cour des comptes ne peut que réitérer cette critique. Si dans certains cas la conclusion d'un marché de gré à gré s'est justifiée au regard des exceptions prévues à l'article 36 sous 2°, tel n'a pas été le cas pour bon nombre d'autres. En effet, un examen systématique des motifs invoqués pour l'application de la procédure d'exception fait ressortir que ces motifs manquent de précision et sont le plus souvent peu convaincants. Dès lors, plusieurs des marchés auraient dû être attribués suite à une mise en concurrence préalable.

Le tableau ci-dessous répartit le nombre total des marchés conclus en 1998 suivant les départements ministériels dont ils sont issus.

Tableau 18: Marchés conclus par ministère en 1998

<i>Ministère</i>	<i>Soumissions publiques</i>	<i>Soumissions restreintes</i>	<i>Marchés de gré à gré</i>	<i>Total</i>
Etat	1	3	52	56
Affaires étrangères	0	5	0	5
Culture	25	1	63	89
Fonction publique et Réforme administrative	0	0	0	0
Finances <i>dont Budget</i>	5 0	0 0	3 1	8 1
Justice	5	0	0	5
Force publique	22	1	55	78
Intérieur	5	1	10	16
Education physique et des Sports	0	0	0	0
Education nationale	11	0	24	35
Famille et Solidarité	11	1	4	16
Santé	5	0	23	28
Aménagement du territoire	0	0	3	3
Environnement	3	1	15	19
Travail et Emploi	3	0	12	15
Sécurité sociale	1	0	5	6
Agriculture, Viticulture et Développement rural	28	0	19	47
Economie	0	1	33	34
Classes moyennes et Tourisme	0	0	7	7
Communications	20	1	58	79
Transports	8	1	37	46
Energie	0	0	2	2
Travaux publics	373	10	280	663
Ponts et Chaussées	172	3	79	254
Bâtiments publics	201	7	201	409
Logement	0	0	3	3
Jeunesse	1	0	0	1
Promotion féminine	0	0	6	6
Total	527 (41,63%)	26 (2,05%)	713 (56,32%)	1.266 (100%)

La Cour des comptes présente au tableau ci-après suivant la ventilation des 713 marchés de gré à gré conclus par les pouvoirs adjudicateurs en 1998 par rapport aux motifs d'exception prévus à l'article 36 de la loi modifiée du 27 juillet 1936 concernant la comptabilité de l'Etat.

Tableau 19: Ventilation des marchés de gré à gré suivant les motifs d'exception

Prestations scientifiques ou artistiques (art. 36, 2°b)	67
Spécialité (art. 36, 2°c)	215
Prestations supplémentaires (art. 36, 2°e) 1)	77
Nécessités techniques (art. 36, 2°e) 3)	132
Prix soustraits au jeu normal de la concurrence (art. 36, 2° e) 5)	121
Urgence (art. 36, 2°e) 7)	63
Armée (art. 36, 2°e) 8)	38
Total	713

La Chambre des comptes a relevé dans ses rapports antérieurs la pratique répréhensible de la régularisation „ex post“ de certains marchés de gré à gré. La Cour des comptes a constaté, lors de ses vérifications portant sur les marchés de gré à gré relatifs à l'exercice 1998, des cas où les prestations ont été entamées ou terminées, voire facturées sans respecter les préalables requis de l'article 36 sous 2°e). Une délibération motivée du Conseil de Gouvernement devant constater l'impossibilité de recourir à une adjudication publique a fait défaut. Une régularisation „ex post“ n'est intervenue dans ces cas que pour la forme.

La Cour des comptes donne à considérer que, d'une part, la circulaire du 18 décembre 1978 du ministre des Finances précisant que les autorisations d'adjuger les marchés autres que ceux qui sont passés par adjudication publique sont à demander au Gouvernement préalablement à leur conclusion, ainsi que, d'autre part, la circulaire du 21 décembre 1989 du Ministre des Travaux publics soulignant que la détermination du mode de passation doit précéder la conclusion du contrat et partant l'engagement de la dépense, n'ont pas été observées avec la rigueur nécessaire. Aussi la Cour des comptes est-elle d'avis qu'il importe de les rappeler périodiquement aux différents départements ministériels ainsi qu'aux administrations et services de l'Etat.

En effet, la pratique de l'approbation „ex post“ de marchés de gré à gré ne s'est pas améliorée en 1998. Si en 1997 la Chambre des comptes n'a été saisie que de 40 arrêtés du Conseil de Gouvernement, le nombre d'arrêtés „ex post“ se chiffre pour l'exercice 1998 à 59, soit 12,5% des marchés de gré à gré passés par les ministères repris au tableau 20.

Tableau 20: Marchés de gré à gré conclus ex post

<i>Ministère</i>	<i>Total des marchés</i>	<i>Approbation ex post</i>	<i>Montant</i>
Travail et Emploi	12	2	11.580.800
Travaux publics dont	280	22	109.745.837
<i>Ponts et Chaussées</i>	79	7	26.927.720
<i>Bâtiments publics</i>	201	15	82.818.117
Etat	52	13	11.081.102
Agriculture, Viticulture et Développement rural	19	4	8.995.772
Education nationale et Formation professionnelle	24	3	21.327.643
Culture	63	7	36.796.386
Classes moyennes et Tourisme	7	3	6.395.019
Santé	23	5	8.938.551
Total	480 (100%)	59 (12,29%)	214.861.110

La Cour des comptes présente un certain nombre d'exemples significatifs qui ont fait l'objet d'une procédure d'approbation „ex post“.

1. Depuis quelques années, l'Etat recourt à une société en vue de disposer de techniciens et d'un ingénieur technicien pour la planification, la surveillance et la réception des travaux relatifs aux grands projets d'investissement. Un premier marché de gré à gré a été conclu en avril 1997. Pour justifier le recours à la procédure du marché de gré à gré, la disposition prévue à l'article 36 sous 2^e) 5) a été invoquée, s'agissant de l'avis de l'ordonnateur de prestations de services dont les prix sont en fait soustraits au jeu normal de la concurrence.

Par arrêtés No 96.1261 respectivement du 8 mai 1998 du Conseil de Gouvernement et du 26 mai 1998 du ministre des Travaux publics, cette même société a été chargée, par contrat de gré à gré portant sur un montant annuel de 5.699.400 LUF (12% TVA comprise), de mettre à la disposition de la division des travaux neufs de l'administration des Bâtiments publics deux ingénieurs-techniciens supplémentaires pour élaborer et mettre en oeuvre des projets de construction comme l'extension de la Chambre des députés, du Centre Culturel et de Rencontre au Grund, du CIEPA à Esch-sur-Alzette et des lycées techniques de Diekirch et de Mersch. Pour passer ce deuxième marché, la disposition de l'article 36 sous 2^e) 5) a de nouveau été invoquée. Au cours du mois de juin 1998, la Chambre des comptes était saisie de 6 ordonnances de paiement au titre de rémunérations d'un montant total de 1.655.885 LUF. D'après les pièces justificatives y relatives il ressortait qu'un des deux ingénieurs techniciens avait déjà été engagé en octobre 1997 pour réaliser les travaux dont question ci-dessus et non au cours du mois de mai 1998 comme le laissaient apparaître les arrêtés à la base de ce deuxième marché.

De pareils marchés de gré à gré appellent de la part de la Cour des comptes les observations d'ordre général suivantes:

D'abord, il y a lieu de relever que certains contrats conclus entre l'Etat et des bureaux d'études prévoient une durée supérieure à quatre ans, ce qui est contraire aux dispositions de l'article 37 de la loi modifiée du 27 juillet 1936 concernant la comptabilité de l'Etat qui prévoient que les membres du Gouvernement ne peuvent contracter pour un terme dépassant trois exercices, y non compris celui au cours duquel les contrats sont passés. Cette nécessité doit être constatée par une délibération motivée du Conseil de Gouvernement, le ministre des Finances entendu en son avis. Or, de telles décisions ne figurent parfois pas aux dossiers respectifs.,

Ensuite, la Cour des comptes insiste à ce que le recours à des prestations de service – notamment dans le cadre de contrats d'assistance technique voire scientifique – soit limité dans le temps et à des objets précis afin d'éviter que la mise à disposition par des bureaux d'études de personnel au profit de l'Administration centrale n'acquière un caractère permanent, auquel cas il serait notamment porté atteinte aux dispositions légales dites *numerus clausus* qui règlent les conditions de recrutement de personnel de l'Etat.

2. Par arrêté ministériel No 95.0960 du 23 octobre 1995, des travaux d'assainissement de la structure „façades-fenêtres“ à exécuter dans l'intérêt de l'Institut national des Sports à Luxembourg-Fetschenhof avaient été adjugés à une firme spécialisée en la matière.

En cours de route, il s'était avéré que des travaux d'assainissement supplémentaires au montant de 2.152.523 LUF (TVA comprise) devaient être réalisés. Les commandes afférentes avaient été effectuées „en majeure partie par les architectes mandatés sans toujours se rendre compte de l'envergure des montants engagés, omettant par là même d'entamer la procédure de leur approbation en temps utile“ tel qu'il ressort de l'arrêté du ministre des Travaux publics du 3 novembre 1998.

Si ces travaux supplémentaires sont susceptibles d'être réalisés par voie de marché de gré à gré sur base de l'article 36 sous 2^e) 1), la Cour des comptes relève toutefois que ces travaux auraient dû être commandés par le ministre ordonnateur et non pas par les architectes qui n'ont bien évidemment aucune compétence légale d'engager l'Etat.

3. Par arrêté du 19 décembre 1997, le Conseil de Gouvernement avait autorisé „ex post“ le Ministère des Travaux publics à conclure par voie de marché de gré à gré un 4^e avenant avec un bureau d'ingénieurs relatif à l'étude du tronçon Dudelange-Esch/Foetz de la Collectrice du Sud dont le coût se chiffrait à 14.217.592 LUF (TVA comprise).

La Cour des comptes constate qu'une étude d'une telle envergure a été réalisée sans que les dispositions légales en matière de marchés publics n'aient été observées en temps utile.

Pour ce qui est notamment des grands travaux d'infrastructures autoroutières, la Cour des comptes entend faire la remarque d'ordre générale suivante: En cours de réalisation, différents projets sont parfois soumis à des modifications considérables dues à des circonstances imprévues ou imprévisibles. Des études et travaux supplémentaires deviennent ainsi nécessaires. Or, il se trouve souvent que l'engagement des dépenses relatives à des prestations supplémentaires a été effectué sans autorisation préalable du pouvoir ordonnateur. Les arrêtés d'autorisation n'interviennent alors après coup que pour la forme.

4. Le 15 avril 1996, le ministère de la Culture a signé un contrat d'expertise et de coordination avec un consultant étranger chargé de réaliser une expertise sur le réaménagement de l'abbaye de Neumünster en Centre culturel de Rencontre. La mission comportait 12 opérations différentes. Leur mise en oeuvre devait faire l'objet d'un ou de plusieurs avenants, excepté la première opération, à savoir „élaborer des propositions définitives de programmation“ pour laquelle 15 journées entières avaient été prévues au contrat précité (date de réalisation: 30 juin 1996 au plus tard).

La rémunération correspondante était composée d'un forfait journalier de 35.000 LUF ainsi que d'un remboursement des frais de déplacement et de séjour sur base de pièces justificatives.

Le 12 septembre 1996, un premier avenant fut signé entre le ministère de la Culture et le consultant ayant pour objet de réaliser avant la fin de l'année 1996 deux autres opérations. Le temps de réalisation retenu était de 35 jours de travail pour chacune des deux opérations.

Suite à l'observation No 221/26 du 29 janvier 1997 de la Chambre des comptes, il s'est avéré qu'aucune autorisation de conclure un marché au sens de l'article 36 de la loi modifiée sur la comptabilité de l'Etat n'a été donnée préalablement ni à la signature du contrat de base ni à celle du premier avenant.

En effet, les arrêtés d'autorisation respectivement du Conseil de Gouvernement et du Premier Ministre, Ministre d'Etat portent les dates du 6 décembre 1996, voire du 16 janvier 1997.

A noter que pour 1996, le coût des prestations découlant du contrat se chiffrait à 2.720.000 LUF à charge d'un crédit budgétaire du ministère d'Etat étant donné que le budget des dépenses du ministère de la Culture ne disposait pas des fonds nécessaires pour supporter les frais en relation avec les travaux susmentionnés.

Dans sa séance du 20 décembre 1996, le Conseil de Gouvernement autorisait le ministère de la Culture à conclure un marché de gré à gré au montant de 5.136.000 LUF avec le même consultant afin que celui-ci pût poursuivre en 1997 les travaux de réaménagement et de mise en valeur de l'ancienne Abbaye de Neumünster en Centre Culturel de Rencontre. L'arrêté du Premier Ministre, Ministre d'Etat était daté au 14 janvier 1997.

A la base de ce second marché se trouvait un deuxième avenant signé entre parties le 17 décembre 1996 qui précisait que le consultant devait travailler 10 jours par mois à Luxembourg, soit 120 jours pour l'année 1997. Il était également prévu de rembourser le loyer et les charges d'un appartement pris en location dans la limite de 40.000 LUF par mois en lieu et place des frais d'hôtel et de restaurant.

Le 10 décembre 1997, la Chambre des comptes avait émis l'observation que par la liquidation d'une ordonnance de paiement au montant de 245.000 LUF les 120 jours de travail pour l'année 1997 et le montant de 5.136.00 LUF fixés à l'avenant précité se trouvaient dépassés. En effet, les montants liquidés se chiffraient à 5.047.942 LUF à la fin du mois d'octobre 1997.

Il est à relever que jusqu'à ce jour, aucune réponse n'a été donnée à cette observation. L'ordonnance a toutefois été annulée au cours de l'année 1998.

Pour l'exercice 1998, la Chambre des comptes a de nouveau été saisie, comme en 1996, d'un arrêté du Conseil de Gouvernement du 19 juin 1998 accordant „ex post“ une autorisation de procéder à la conclusion d'un marché de gré à gré au montant de 3.424.000 LUF avec le même consultant.

Ce troisième marché portait sur le troisième avenant au contrat initial, signé le 29 juin 1998, fixant, sous les mêmes conditions financières, un total de 80 jours de travail pour l'année 1998. A noter que la Chambre des comptes avait liquidé à charge du budget des dépenses du ministère de la Culture un montant total de 3.416.464 LUF au profit du consultant.

La Cour des comptes est d'avis qu'un suivi régulier ou continu de l'exécution de ce contrat d'expertise et de coordination au sein du ministère de la Culture aurait permis d'éviter les autorisations „ex post“ du Conseil de Gouvernement.

L'exécution des marchés publics

En ce qui concerne l'exécution des marchés publics de travaux, de fournitures et de services, le contrôle s'effectue sur base des dispositions légales et réglementaires relatives à la comptabilité de l'Etat et sur base des clauses contractuelles découlant des cahiers des charges.

Il s'agit d'un contrôle portant sur la légalité et la régularité des dépenses résultant des obligations contractuelles ainsi que sur la vérification matérielle des pièces justificatives présentées.

Au cours de l'exercice 1998, la Chambre des comptes a formulé des observations ayant trait notamment

- à des dépassements de plus de 25% des quantités prévues,
- à l'inobservation des dispositions réglementaires en cas de paiement d'acomptes,
- au non-respect des délais d'exécution,
- à des erreurs matérielles et de calcul lors de la présentation de décomptes de réceptions provisoires et définitives relatives à des travaux publics d'une certaine envergure,
- à la conclusion de marchés de gré à gré supplémentaires approuvés ex post,
- à des pièces justificatives insuffisantes ou erronées,
- au double ordonnancement de factures déjà liquidées.

Atteinte définitive à la loi

Le 21 octobre 1997, le ministère des Travaux publics avait pris la décision de recourir aux services d'une agence de publicité. Selon l'arrangement conclu, cette dernière devait s'occuper de la publication des avis d'adjudication dans la presse indigène.

Dans sa séance du 6 mai 1998, la Chambre des comptes avait visé trois ordonnances de paiement au profit de l'agence de publicité avec l'observation que les prescriptions de l'article 36 de la loi modifiée du 27 juillet 1936 concernant la comptabilité de l'Etat étaient à documenter. Le montant total engagé à ce stade s'élevait à 464.272 LUF (hors TVA).

Dans sa réponse du 25 mai 1998, le ministère des Travaux publics était d'avis que les dispositions de l'article 36 de la loi précitée ne seraient pas applicables étant donné que l'agence de publicité n'obtenait de l'Etat aucune rémunération pour les services prestés. Les dispositions de l'article 36 n'entreraient en ligne de compte que si la rémunération pour les services dépassait le seuil de 400.000 LUF fixé par le règlement grand-ducal du 30 septembre 1993 portant exécution de l'article 36 sous 2 a) de la loi du 27 juillet 1936 concernant la comptabilité de l'Etat.

Le 10 juin 1998, la Chambre des comptes insistait sur le fait que pour l'application des dispositions de l'article 36, le montant total du marché à conclure serait à prendre en considération.

Par lettre du 30 juillet 1998, le ministère des Travaux publics maintenait la prise de position de son ministère. Il relevait en plus qu'il s'agissait en l'occurrence d'une initiative de l'agence de publicité ayant offert ses services au ministère. Selon l'ordonnateur, il en résultait que l'agence de publicité serait titulaire en quelque sorte d'un droit d'auteur de façon à ce que les prestations fournies par l'agence ne devaient point faire l'objet d'une mise en adjudication publique.

Dans sa séance du 6 août 1998, la Chambre des comptes rejetait cette thèse et soulignait que conformément aux dispositions de l'article 36 de la loi précitée et dans le respect de la libre concurrence sur le marché, chacune des firmes intéressées devrait avoir la possibilité de présenter l'offre qu'elle juge adéquate en vue de réaliser ces prestations de service.

Dans sa réponse du 19 août 1998, le ministère des Travaux publics a proposé de considérer l'affaire comme une atteinte définitive à la loi et de résilier l'arrangement conclu avec l'agence de publicité avec effet immédiat. La Chambre des comptes a liquidé des ordonnances de paiement pour un montant total de 3.076.547 LUF.

Le dossier a ensuite été transmis le 30 septembre 1998 à la Chambre des députés conformément à l'article 18 de la loi du 22 décembre 1997 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 1998.

Les décomptes finaux à présenter à la Chambre des députés

Par les dispositions de l'article 26 de la loi budgétaire du 20 décembre 1982 la Chambre des comptes fut pour la première fois chargée du contrôle des décomptes finaux des marchés publics d'une certaine envergure.

Pour l'exercice 1998, l'article 24 de la loi budgétaire du 22 décembre 1997 dispose que pour tous les marchés publics de travaux et de fournitures relatifs à un bâtiment, à une route ou à un pont d'un coût dépassant 124.000.000 LUF, un décompte final est à présenter à la Chambre des députés. Ce décompte doit comporter la comparaison, par corps de métiers, du devis, du prix convenu et du coût final. En cas de dépassement du devis et du prix convenu, les hausses légales sont à indiquer séparément. Une justification est à fournir pour tous les dépassements excédant les hausses légales. Ce décompte est contrôlé par la Chambre des comptes et soumis avec ses observations éventuelles à la Chambre des députés.

1. Administration des Ponts et Chaussées

Le tableau ci-après donne un aperçu global de la situation des décomptes finaux, regroupés suivant un objet déterminé, mais non encore présentés.

Tableau 21: Décomptes non encore présentés à la Cour des comptes en date du 20 octobre 2000

<i>Objet</i>	<i>Autorisation</i>	<i>Date de la réclamation du décompte</i>
Collectrice du Sud	1967*	
• O.A. 43 du tronçon Dudelange-Foetz	1967*	12.10.1994
• remplacement du passage inférieur de l'autoroute Luxembourg-Esch-sur-Alzette sur le C.R. 164 (O.A. 35) à Foetz	1967*	
Contournement de Pétange	1967*	
• aménagements routiers du rond-point „Biff“ et redressement de la route N31	1967*	27.02.1996
• réalisation de la section courante entre le p.k. 2,7 et 3,7	1967*	26.06.1997
• réalisation d'un rond-point avec passage inférieur de la rue de l'Eglise	1967*	27.06.1996
• liaison route d'Athus – Porte de Lamadeleine	1967*	27.02.1996
Route du Nord	1967*	
• Contournement de Schieren lot II	1967*	25.10.1995
• Viaduc de Schieren	1967*	
• Contournement d'Ettelbruck (lot I) Schieren-Goldknapp	1967*	
• Contournement d'Ettelbruck (lot II)	1967*	
• Contournement d'Ettelbruck en direction de Bastogne	1967*	20.10.1995
Contournement de Mersch	1967*	
• O.A. No 01 sur le lot I	1967*	15.01.1997

<i>Objet</i>	<i>Autorisation</i>	<i>Date de la réclamation du décompte</i>
Contournement Sud-Est de la Ville de Luxembourg	1967*	
• réalisation de la plate-forme du centre douanier sur l'échangeur de Gasperich (lot A)	1967*	30.10.1990
• construction de bretelles de raccordement du CR 231 à l'échangeur de Gasperich et au centre douanier	1967*	16.11.1994
• aménagement de l'échangeur Kirchberg	1967*	
• Tunnel Cents (O.A. 14.01); (lot IV)	1967*	05.08.1998
• Viaducs de Neudorf, N1 et N1c	1967*	06.03.1997
Pénétrante Sud de la Ville de Luxembourg	1967*	
• tronçon 1	1967*	11.09.1996
• tronçon 3A	1967*	11.08.1995
• tranchée couverte sous les voies CFL	1967*	12.07.1995
• viaduc sur les voies CFL	1967*	
Rond-point Jean-Paul II, voie express	1967*	06.03.1995
Autoroute Luxembourg-Thionville, tapis drainant	1991**	26.01.1994
Autoroute d'Arlon, tapis drainant	1991**	03.01.1991
Croix de Gasperich (échangeur)	1967*	04.11.1994
Echangeur de Cessange	1967*	13.09.1989
„Schlassbréck“ à Luxembourg	1992***	27.04.1994
Passage supérieur en gare de Clervaux	1967*	26.10.1994
Rond-point Schuman	1967*	25.04.1990
Tunnel du St-Esprit	1967*	07.06.1989

* Loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes.

** Loi du 30 mai 1991 autorisant le Gouvernement à procéder à la remise en état de certains tronçons de la voirie créée par la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes.

*** Loi du 27 juillet 1992 autorisant les travaux de réhabilitation du pont „Schlassbréck“ à Luxembourg.

Pour ce qui est des décomptes contrôlés, la Chambre des comptes a transmis aux dates indiquées ci-dessous quatre décomptes finaux accompagnés de ses observations à la Chambre des députés conformément à l'article 24 de la loi budgétaire du 22 décembre 1997:

- le 24 novembre 1999, le décompte relatif à la construction de la collectrice du sud entre Biff et Lankelz,
- le 8 décembre 1999, deux décomptes relatifs à la réhabilitation du pont „Schlassbreck“ à Luxembourg et à la réalisation d'une voie de contournement à Differdange,
- le 19 janvier 2000, le décompte relatif à la construction d'un passage supérieur en gare de Clervaux.

2. Administration des Bâtiments publics

Entre 1983 et 2000 respectivement la Chambre des comptes et la Cour des comptes ont réclamé les décomptes définitifs se rapportant aux réalisations suivantes:

Tableau 22: Décomptes réclamés de 1983 à 2000 et non encore présentés à la Cour des comptes

<i>Objet</i>	<i>Autorisation</i>	<i>Coût estimé en millions de francs</i>
Palais de Justice des C.E. à Luxembourg-Kirchberg 2e et 3e extensions	1989	1.750
	1990	870
Centre national de littérature: Maison Servais à Mersch	1991	183
Sanatorium à Vianden	1977	92
Bâtiment administratif à Ettelbruck	1977	128
Centre sportif scolaire à Limpertsberg	1977	150
Nouveau pavillon de l'HNP à Ettelbruck	1977	215
Centre pénitentiaire à Schrassig	1977	490
	1979	74
	1980	170
LTC, agrandissement	1979	425
	1988	65
Plateau du St-Esprit	1980	1.450
IST, équipement de laboratoire	1982	66
Foyer pour personnes handicapées à Lullange	1983	50
Cour de Justice des CE, extension B	1985	1.320
Centre douanier à Gasperich	1987	150
Pavillon „expo 92“ à Séville	1990	330

En plus des décomptes énumérés ci-dessus, la Cour des comptes sera amenée à réclamer les décomptes finaux se rapportant à des ouvrages dont la construction est achevée.

Tableau 23: Décomptes à présenter (Décomptes d'architecte non encore présentés)

<i>Objet</i>	<i>Autorisation</i>	<i>Coût estimé en millions de francs</i>
Maison de retraite à Echternach	1950*	
Centre informatique de l'Etat	1983	480
3e Bâtiment administratif pour le Parlement Européen à Kirchberg	1983	2.290
	1987	850
Institut national des sports à Fetschenhof	1984	146
Poste douanier sur l'autoroute Luxembourg-Trèves à Wasserbillig	1986	110

* Loi du 18 février 1950, autorisant le Gouvernement à faire procéder à la construction de maisons de retraite.

Il reste à noter qu'à l'heure actuelle, quinze décomptes finaux présentés entre 1997 et 1999 à la Chambre des comptes se trouvent pour contrôle à la Cour des comptes.

La Cour des comptes a transmis à la Chambre des députés en date du 9 février 2000 le décompte final se rapportant au HMC à Warken.

VII. L'ORDONNANCEMENT

Pendant l'exercice 1998, la Chambre des comptes a procédé à la liquidation de 194.978 ordonnances. Comme les années précédentes, elle a relevé des défauts techniques et des erreurs matérielles d'ordonnement.

Les défaillances principales constatées au moment du contrôle des actes d'ordonnement étaient – par ordre décroissant – les suivantes:

- pièces justificatives inexistantes, insuffisantes ou erronées,
- erreurs de calcul et erreurs matérielles d'ordonnement,
- erreurs d'imputation budgétaire,
- ordonnances renvoyées pour défaut de crédit,
- factures présentées en copie,
- déclarations et créances mal certifiées et arrêtées,
- ordonnancement de dépenses engagées irrégulièrement,
- ordonnances non signées,
- certificats et arrêtés de créance non signés.

La clôture de l'exercice 1998

Le budget des recettes et des dépenses de l'Etat est voté chaque année par la Chambre des députés. Chaque année la Chambre arrête la loi portant règlement des comptes généraux de l'Etat.

L'article 99 de la Constitution soumet le régime budgétaire au principe de l'annualité. Le Gouvernement exécute du 1er janvier au 31 décembre de l'année civile les recettes et les dépenses autorisées par le Parlement. Un cadre strict est fixé par les lois, les règlements et les circulaires à la distinction d'exercice, aux durées effective et complémentaire et à l'observation du délai de clôture de l'exercice.

Avant le 1er janvier 2000, cette réglementation prévoyait qu'à partir du 30 avril de l'année qui suit celle qui a donné sa dénomination à l'exercice, la Chambre des comptes ne vise plus les ordonnances de paiement sur le budget de l'exercice clos. Le 1er novembre qui suit la clôture de l'exercice, le ministre des Finances présente les comptes généraux des recettes et des dépenses de cet exercice ensemble avec les comptes des receveurs.

Pour les actes d'ordonnement des dépenses, la clôture d'exercice est effective dès le 20 avril, date à laquelle les départements ministériels cessent de soumettre au visa de la Chambre des comptes des ordonnances imputables sur le budget de l'année précédente.

Cependant, depuis des années, la Chambre des comptes a relevé que le nombre de cas de non-observation du délai de clôture d'exercice a pris des proportions exceptionnelles.

Le **tableau 24** suivant renseigne sur le nombre et sur le montant des ordonnances liquidées en dehors de la durée légale de l'exercice.

Tableau 24: *Tableau récapitulatif des ordonnances liquidées en dehors de l'exercice*

Exercice	Budget ordinaire et extraordinaire		Budget pour ordre		Fonds spéciaux		Total	
	Nombre d'ordonnances	Montant	Nombre d'ordonnances	Montant	Nombre d'ordonnances	Montant	Nombre d'ordonnances	Montant
1987	596	5.363.433.942	29	33.552.392.419	5	286.734.080.858	630	325.649.907.219
1988	746	10.628.672.807	18	22.014.168.062	33	2.464.444	797	32.645.305.313
1989	421	7.534.548.449	9	14.353.228.931			430	21.887.777.380
1990	1.020	16.812.088.473	8	26.176.217.185	3	276.062.142.514	1.031	319.050.448.172
1991	1.439	21.028.962.949	14	19.165.707.434	10	118.054.689	1.463	40.312.725.072
1992	1.362	19.524.536.200	14	22.055.768.148	3	68.161.936	1.379	41.648.466.284
1993	1.104	21.255.263.971	12	28.817.723.958	7	2.898.073	1.123	50.075.886.002
1994	1.098	16.565.052.594	14	31.682.988.944	1	65.250	1.113	48.248.106.788
1995	687	18.549.345.793	15	31.323.932.333	1	1.786.525	703	49.875.064.651
1996	823	25.460.392.667	12	62.978.205.120	5	17.262.904	840	88.455.860.691
1997	1.401	39.877.060.713	13	63.809.589.872	2	1.954.305.317	1.416	105.640.955.902
1998	991	44.032.855.059	11	38.303.619.338	16	2.588.300.903	1.018	84.924.775.300

Exercice 1998

Malgré des interventions répétées du Conseil de Gouvernement et des organes de contrôle et d'inspection des opérations budgétaires, les carences importantes constatées pour les clôtures des exercices 1987 à 1997 ont continué de dérégler la gestion budgétaire 1998.

Comme les années précédentes, la Chambre des comptes a été saisie pour l'exercice 1998 d'un grand nombre d'ordonnances non présentées endéans le délai légal de clôture d'exercice fixé au 30 avril de l'année qui suit cet exercice. Il s'agit principalement d'ordonnances d'imputation destinées à la régularisation des traitements des agents de l'Etat (24,5 milliards LUF), d'ordonnances relatives à l'affectation des plus-values de recettes sur des articles budgétaires destinés à l'alimentation des fonds spéciaux (16,5 milliards LUF) et d'ordonnances relatives au budget pour ordre (38,3 milliards LUF).

Afin de faire respecter au mieux la véridicité des comptes, la Chambre des comptes a accepté de procéder jusqu'au 31 décembre 1999 à la liquidation des ordonnances relatives à l'exercice 1998.

En effet, après la clôture définitive de **l'exercice budgétaire 1998**, la Chambre des comptes a été saisie d'un total de 1.018 ordonnances représentant un montant à imputer de 84.924.775.300 LUF. Ces ordonnances de paiement et d'imputation ont été liquidées à charge des budgets ordinaire et extraordinaire (991 ordonnances, 44.032.855.059 LUF), du budget des recettes et des dépenses pour ordre (11 ordonnances, 38.303.619.338 LUF) et des fonds spéciaux (16 ordonnances, 2.588.300.903 LUF).

Le **tableau 25** suivant renseigne par département ministériel sur le nombre et sur le montant de ces ordonnances liquidées.

Tableau 25: Tableau récapitulatif des ordonnances liquidées après le 15 mai 1999

<i>Ministère</i>	<i>Montant</i>	<i>Nombre paiements</i>	<i>Nombre imputations</i>	<i>Nombre ordonnances</i>
d'Etat	956.281.997	24	17	41
des Affaires étrangères et du Commerce extérieur	1.181.928.386	21	31	52
de la Culture	204.674.871	26	29	55
de la Fonction publique et de la Réforme administrative	1.065.043.127	8	5	13
des Finances	2.300.417.210	9	6	15
des Finances: Budget	213.844.879	20	23	43
des Finances: Dette publique	2.000.000.000	2	0	2
de la Justice	1.392.048.325	82	25	107
de la Force publique	2.458.329.599	99	41	140
de l'Intérieur	49.676.715	3	6	9
de l'Education physique et des Sports	20.176.071	3	6	9
de l'Education nationale et de la Formation professionnelle	12.906.061.874	53	120	173
de la Famille et de la Solidarité	384.608.711	48	10	58
de la Santé	2.727.212.079	91	19	110
de l'Environnement	1.737.079.153	5	4	9
du Travail et de l'Emploi	96.012.431	19	3	22
de la Sécurité sociale	91.007.852	3	8	11
de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural	352.870.441	5	11	16
de l'Economie	61.122.444	2	2	4
des Classes moyennes et du Tourisme	567.564	2	0	2
des Communications	177.550.925	3	3	6
des Transports	2.752.731.774	11	6	17
de l'Energie	6.793.050	0	6	6
des Travaux publics	10.879.416.776	25	24	49
du Logement	3.898.995	2	0	2
de la Jeunesse	12.530.854	10	5	15
de l'Aménagement du territoire	593.416	0	4	4
de la Promotion féminine	321.540	1	0	1
Fonds spéciaux	2.588.300.903	4	12	16
Pour ordre	38.303.619.338	11	0	11
Totaux	84.924.775.300	592	426	1.018

Exercice 1999

Pour l'exercice budgétaire 1999, la Cour des comptes a mis un frein à cette pratique en refusant la liquidation de bon nombre d'ordonnances présentées en dehors du délai légal au motif que l'exercice 1999 était clos.

Concernant les ordonnances d'imputation destinées à la régularisation des traitements des agents de l'Etat, la Cour des comptes accepte toutefois de liquider ces ordonnances au-delà du délai légal (30 avril

2000), alors qu'une application stricte de la loi aurait pour effet de mettre en question la véracité des comptes généraux de l'Etat pour l'exercice 1999.

En matière d'affectation de l'excédent des recettes, la Cour de comptes note que, contrairement aux années précédentes, le gouvernement a soumis à la Chambre des députés un projet de loi sur l'affectation de l'excédent des recettes de l'exercice 1999.

Il appert que ledit projet ne prévoit pas de dérogation expresse à l'article 7 de la loi modifiée du 27 juillet 1936 concernant la comptabilité de l'Etat en vertu duquel l'exercice est définitivement clos après le 30 avril de l'année suivante.

Par ailleurs, la Cour des comptes constate que d'après le texte du projet de loi, l'excédent des recettes serait imputé sur des articles budgétaires de deux exercices différents, en l'occurrence les exercices 1999 et 2000.

Exercice 2000

Avec la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat, de nouveaux délais ont été introduits en la matière. Les auteurs du projet de loi afférent notent à ce propos dans le commentaire des articles:

„Pour qu'une dépense déterminée puisse être rattachée à un exercice donné, il faut et il suffit que trois conditions soient remplies simultanément:

1. La dépense doit être engagée entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année en question. (...)
2. Elle doit être liquidée et ordonnancée par l'ordonnateur au plus tard le dernier jour du mois de février de l'année suivante. (...)
3. Elle doit être payée au plus tard le 31 mars de l'année suivante.

Le non-respect d'un délai quelconque parmi les trois précités n'entraîne pas seulement des effets comptables, mais empêche l'exécution de la dépense à charge de l'exercice donné.“

La nouvelle loi et partant les nouveaux délais étant seulement entrés en vigueur le 1er janvier 2000, la Cour des comptes applique pour l'exercice 1999 les délais prévus par l'ancienne législation. Elle est cependant d'avis que pour l'exercice 2000, et à défaut d'une dérogation légale expresse, ces nouveaux délais doivent s'appliquer et ceci indépendamment du fait que le contrôle a priori est encore exercé par la Cour des comptes pendant cet exercice.

Il en résulte qu'avec la mise en place du nouveau système de contrôle interne prévu pour l'exercice 2001, la Cour des comptes pourra, à partir de mars 2001, se consacrer entièrement à ses nouvelles tâches telles que prévues par la loi du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des comptes.

Non-respect de l'article 99 de la Constitution

Le 13 novembre 1998 le ministère des Travaux publics avait émis une ordonnance de paiement au montant de 60.000.000 LUF au profit de l'Administration communale de Walferdange représentant une première tranche de la participation de l'Etat aux travaux de construction d'un complexe sportif à Walferdange.

Une lettre du 5 juin 1997 du ministère des Travaux publics, annexée à l'ordonnance, faisait état d'une participation financière globale de l'Etat de 189.000.000 LUF dont

1) complexe sportif	124 millions LUF
2) terrain de football	30 millions LUF
3) équipements sportifs	22 millions LUF
4) frais d'études du projet initial	<u>13 millions LUF</u>
Total	189 millions LUF

L'engagement financier de l'Etat dépassant le seuil de 124 millions LUF prévu par la loi du 30 août 1989 portant exécution de l'article 99, troisième et quatrième phrases, de la Constitution, la Chambre des comptes avait formulé le 3 décembre 1998 l'observation qu'une loi spéciale faisait défaut.

Dans sa réponse du 26 janvier 1999, l'ordonnateur expliquait que les différents projets d'infrastructure sportive ne seraient pas à considérer comme un ensemble mais qu'il fallait distinguer trois projets différents, à savoir le complexe sportif à construire, le terrain de football et un avant-projet abandonné

pour un complexe sportif dont les modalités de financement et de participation de l'Etat suivraient une logique différente.

La Chambre des comptes, par son observation du 10 février 1999, maintenait son observation initiale et précisait que le complexe sportif à construire et les équipements sportifs constitueraient un ensemble fonctionnel c.-à-d. indivisible et indissociable, et que les frais d'études du projet initial abandonné seraient à considérer comme faisant partie intégrante du coût d'investissement de la construction du complexe sportif envisagé.

Le 23 février 1999, le ministère des Travaux publics reconnaissait le bien-fondé du point de vue défendu par la Chambre des comptes et informait cette dernière qu'il allait faire autoriser l'ensemble du projet par une loi spéciale.

Pour ne pas léser les intérêts de la commune de Walferdange qui avait préfinancé une partie importante du projet, la Chambre des comptes a procédé le 18 mars 1999 à la liquidation de l'ordonnance dont question.

Finalement, il est à noter que la loi du 21 janvier 2000 a régularisé la situation telle que décrite ci-dessus en autorisant l'Etat à participer jusqu'à concurrence de 160 millions LUF au financement d'un hall sportif à Walferdange pour les besoins de l'institut supérieur d'études et de recherches pédagogiques.

*

VIII. LES FRAIS DE ROUTE ET DE SEJOUR

Le montant total des dépenses liquidées au cours de l'exercice 1998 à titre de frais de route et de séjour à l'étranger s'élève à 161.468.867 LUF, ce qui représente une diminution des dépenses de 41.639.930 LUF par rapport à l'exercice 1997 (Présidence de l'UE). Le crédit voté total de 157.633.000 LUF a été porté à 167.341.803 LUF par des modifications de crédit pour produire finalement un excédent de crédit de 5.872.936 LUF, soit 3,73% par rapport au crédit voté.

Pour donner un aperçu plus complet sur l'évolution des dépenses pour frais de route et de séjour à l'étranger, la Cour des comptes présente dans le **tableau 26** ci-après un relevé comparatif des crédits votés et des dépenses liquidées.

Tableau 26: Dépenses pour frais de route et de séjour à l'étranger

<i>Exercice</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Total des dépenses</i>
1989	61.000.000	89.028.875
1990	65.000.000	104.049.737
1991	85.000.000	143.637.091
1992	95.000.000	154.383.773
1993	100.000.000	153.621.548
1994	110.000.000	174.241.567
1995	110.000.000	131.348.468
1996	149.415.000	141.484.982
1997	179.263.000	203.108.797
1998	157.633.000	161.468.867

Pour répondre à un désir exprimé par la Chambre des députés, le tableau ci-après indique séparément les frais pour voyages à l'étranger des membres du Gouvernement et ceux des fonctionnaires et employés.

Tableau 27: Répartition par groupe de frais de voyage à l'étranger

<i>Exercice</i>	<i>Fonctionnaires catégorie A</i>	<i>Fonctionnaires catégories B et C, employés</i>	<i>Membres du Gouvernement</i>	<i>Total</i>
1989	41.976.195	41.535.409	5.517.271	89.028.875
1990	43.120.317	50.120.115	10.809.305	104.049.737
1991	59.697.545	75.921.824	8.017.722	143.637.091
1992	65.276.033	78.410.845	10.696.895	154.383.773
1993	62.783.864	82.970.917	7.866.767	153.621.548
<i>Exercice</i>	<i>Fonctionnaire et employés</i>		<i>Membres du Gouvernement</i>	<i>Total</i>
1994	165.218.514		9.023.053	174.241.567
1995	122.326.553		9.021.915	131.348.468
1996	128.901.062		12.583.920	141.484.982
1997	189.509.356		13.599.441	203.108.797
1998	151.087.491		10.381.376	161.468.867

La Chambre des comptes a adressé aux départements ordonnateurs 685 observations relatives aux paiements effectués au cours de l'exercice 1998 pour frais de route et de séjour. Le nombre des observations qui avaient trait à des déclarations relatives à des voyages de service à l'étranger s'est élevé à 513.

En exécution de l'article 32 de la loi modifiée du 27 juillet 1936 concernant la comptabilité de l'Etat, le ministre des Finances autorise des avances de fonds pour les frais de voyage à l'étranger. Les avances ainsi payées et se rapportant à un même exercice doivent être régularisées avant la clôture définitive de cet exercice.

Le **tableau 28** indique par exercice budgétaire les totaux des avances non régularisées.

Tableau 28: Avances non régularisées par exercice budgétaire

<i>Exercice</i>	<i>Date des constatations</i>	<i>Avances non régularisées</i>	<i>Montants non régularisés</i>
1989	15 décembre 1990	150	12.013.250
1990	15 décembre 1991	116	7.696.450
1991	15 décembre 1992	97	5.285.926
1992	15 décembre 1993	113	4.266.724
1993	15 décembre 1994	110	8.480.608
1994	15 décembre 1995	39	2.559.980
1995	15 décembre 1996	50*	4.101.124
		3**	64.000
1996	15 décembre 1997	26*	1.171.630
		2**	80.000
1997	15 décembre 1998	32*	1.383.867
		2**	13.000
1998	15 décembre 1999	54*	2.796.200
		2**	8.000

* fonctionnaires et employés

** membres du Gouvernement

Le **tableau 29** ci-dessous montre par exercice budgétaire et par ministère le grand total des avances pour frais de route et de séjour non encore régularisées. Le 15 décembre 1998 ce total s'élevait à 2.144.867 LUF, alors que le 15 décembre 1999 ce total s'élevait à 3.940.600 LUF. Par rapport à

l'exercice 1997 on constate en ce qui concerne les avances payées qui restent en souffrance une augmentation de 83,72%.

*Tableau 29: Total des avances pour frais de route et de séjour non régularisées
Situation au 15 décembre 1997*

<i>Exercice</i>	<i>Ministère</i>	<i>Montants non régularisés</i>	<i>Totaux</i>
1989	Force publique	40.000	55.000
	Transports	15.000	
1990	Transports	55.000	55.000
1991	Famille	13.000	78.000
	Santé	65.000	
1992	Santé	80.000	80.000
1994	Education nationale et Formation professionnelle	75.000	269.000
	Force publique	170.000	
	Santé	24.000	
1995	Etat	100.000	100.000
1997	Culture	67.000	499.400
	Education nationale et Formation professionnelle	60.000	
	Finances: Budget	135.000	
	Force publique	19.000	
	Jeunesse	39.000	
	Justice	25.400	
	Santé	116.000	
	Transports	25.000	
Membres du Gouvernement	13.000		
1998	Affaires étrangères	110.000	2.804.200
	Agriculture	45.000	
	Culture	14.000	
	Education nationale et Formation professionnelle	92.800	
	Etat	50.000	
	Finances	345.570	
	Finances: Budget	183.000	
	Force publique	1.635.930	
	Justice	145.400	
	Santé	80.000	
	Travail et Emploi	65.000	
	Travaux publics	29.500	
Membres du Gouvernement	8.000		
	Grand total exercices 1989-1998	3.919.600	
	Membres du Gouvernement exercices 1997-1998	21.000	
	Grand total:	3.940.600	3.940.600

IX. LES AGENTS DE L'ETAT

Le contrôle à effectuer par la Cour des comptes

La Cour des comptes contrôle l'ensemble des dépenses effectuées pour rémunérer le personnel de l'Etat. Ce contrôle comporte la vérification de la régularité des opérations d'engagement et de nomination du personnel ainsi que l'exactitude matérielle des rémunérations payées.

Ce contrôle se base notamment sur l'article 4 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat et sur la loi budgétaire qui énonce la procédure applicable aux engagements nouveaux de personnel au service de l'Etat et aux détachements de personnel d'un service à un autre.

Le contrôle s'exerce a priori dans l'hypothèse où des rémunérations accessoires et/ou des cumuls sont payés. Il s'exerce a posteriori pour le paiement des rémunérations proprement dites, celles-ci étant payables d'avance, mensuellement, à raison d'un douzième du traitement annuel.

Les traitements des fonctionnaires, les indemnités des employés et les salaires des ouvriers sont donc versés mensuellement au moyen d'avances de fonds accordées par la Trésorerie de l'Etat sous réserve d'une régularisation ultérieure des paiements effectués par le biais d'ordonnances d'imputation.

La Cour des comptes vise ces ordonnances et joint à son visa les observations qu'elle émet en relation avec les paiements avancés, sous le rapport tant de l'exactitude matérielle des pièces que de la légalité et de la validité des créances.

En matière de rémunérations, les observations que la Cour des comptes adresse aux ordonnateurs interviennent ainsi après l'accomplissement des opérations de paiement.

Si l'ordonnateur trouve les observations de la Cour des comptes mal fondées, il les défère au Conseil de Gouvernement.

Si la Cour des comptes persiste, contrairement à l'opinion du Conseil de Gouvernement, la question est déferée à la Cour administrative à la décision de laquelle l'ordonnateur et la Cour des comptes doivent se conformer.

Discordance entre fonds avancés et dépenses comptabilisées

La procédure décrite ci-dessus prévue par la législation sur la comptabilité de l'Etat n'a été observée dans le passé que de façon très exceptionnelle par l'ordonnateur. En cas de refus de liquidation par la Chambre des comptes, les ordonnances ayant pour objet de régulariser les avances payées n'ont plus été représentées à la liquidation.

Les observations respectivement de la Chambre des comptes et de la Cour des comptes restent ainsi souvent sans effet sur les paiements qui continuent d'être avancés conformément à l'autorisation générale du ministre des Finances.

C'est pourquoi des traitements et indemnités irréguliers ont été payés depuis l'exercice 1986 à charge du Trésor public sans cependant apparaître dans les comptes généraux de l'Etat.

En 1997 cependant, sur initiative du ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le Gouvernement a enfin déféré à la Cour administrative 93 questions de principes regroupées en 13 dossiers distincts et portant sur des observations formulées par la Chambre des comptes au cours des exercices budgétaires antérieurs à 1996 relatives à des ordonnances d'imputation. Par décision du 5 juin 1997 (numéro du rôle 9786 C), la Cour administrative a statué sur le recours formé par le Gouvernement en conseil, ouvrant ainsi la voie à une ultime régularisation budgétaire des avances contestées. Cependant, à l'heure actuelle, soit 3 ans et demi après l'arrêt de la Cour administrative, aucun des cas tranchés par cette dernière n'a été présenté à la liquidation.

De ce fait et en raison d'un bon nombre de nouveaux litiges apparus au courant des exercices 1996, 1997 et 1998, la discordance entre les fonds avancés et les dépenses comptabilisées depuis l'exercice 1986 s'est accentuée davantage.

Le tableau suivant en démontre l'ampleur:

Tableau 30: *Les avances pour rémunérations non encore régularisées budgétairement*

<i>Exercice</i>	<i>Employés</i>	<i>Fonctionnaires n'appartenant pas à l'enseignement</i>	<i>Fonctionnaires de l'enseignement</i>	<i>Total par exercice</i>
avant 1988	26.943.032			26.943.032
1988	30.831.013	73.112.830	4.062.452	108.006.295
1989	4.538.057	33.020.916	2.656.685	40.215.658
1990	14.823.731	83.714.227	5.546.750	104.084.708
1991	34.622.714	106.803.543	13.045.009	154.471.266
1992	92.433.647	107.064.731	35.038.312	234.536.690
1993	49.667.189	153.135.997	44.628.566	247.431.752
1994	84.501.642	166.100.921	104.173.043	354.755.606
1995	105.430.348	191.761.185	227.678.076	524.869.609
1996	85.645.645	171.622.752	248.958.059	506.226.456
1997	32.426.056	103.902.595	177.184.058	313.512.709
1998	103.366.103	146.201.839	204.985.500	454.553.442
Totaux	665.229.177	1.336.441.536	1.067.956.510	3.069.627.223

En plus des déficiences évoquées ci-dessus, la Cour des comptes voudrait attirer l'attention sur quelques problèmes particuliers en matière de rémunération des agents de l'Etat.

Une régularisation tardive de certaines avances en matière de rémunérations

Par la loi du 8 janvier 1996 modifiant notamment la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat, les traitements, indemnités et salaires des agents de l'Etat ont été augmentés avec effet au 1er janvier 1995.

Le supplément de rémunération dû à partir du 1er janvier 1995 a été versé aux agents de l'Etat, en février 1996 et figurait dès lors sur le relevé des traitements et indemnités du mois de mars 1996 et sur le relevé des salaires du mois de février 1996.

Les budgets de l'Etat concernant les exercices 1995 et 1996 prévoyaient un article spécial pour l'imputation de ces dépenses supplémentaires (article 03.0.11.310.). Aussi l'Administration du Personnel de l'Etat a-t-elle décidé, lors de la confection des ordonnances d'imputation du 1er semestre 1996, de regrouper ces dépenses et de les régulariser par le biais de l'article 03.0.11.310 des exercices 1995 et 1996.

Or, en date du 10 décembre 1997, seulement deux ordonnances d'imputation à charge de l'article 03.0.11.310 aux montants respectifs de 39.186.932 LUF (employés) et 21.996.582 LUF (ouvriers) ont été liquidées. La régularisation des montants en souffrance (fonctionnaires et employés de l'Etat) a été réclamée par la Chambre des comptes par le biais d'une observation en date du 10 décembre 1997. Ce n'est que six mois plus tard (12 juin 1998) que les montants réclamés ont été présentés pour être imputés à charge des crédits de l'article 03.0.11.310 de l'exercice 1997 qui était alors légalement clos. Enfin, le 28 septembre 1998, il a été procédé à la liquidation de 567.630.044 LUF à charge des crédits de l'exercice 1997.

Une application non conforme des dispositions légales régissant l'allocation de fin d'année

La loi du 12 décembre 1990 modifiant et complétant la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat a introduit une disposition fixant les conditions d'après lesquelles les agents de l'Etat peuvent bénéficier d'une allocation de fin d'année.

Dans diverses observations ainsi que dans ses rapports sur les comptes généraux des exercices budgétaires 1992, 1993 et 1996, la Chambre des comptes a dû constater un certain nombre de problèmes en rapport avec la mise en pratique de la loi précitée.

Le contrôle de la Chambre des comptes a, dès le début, révélé entre autres des discordances entre le mode de calcul appliqué par l'Administration du Personnel de l'Etat pour la détermination de l'allocation de fin d'année et le mode de calcul imposé par la loi.

En effet, selon les dispositions légales régissant la matière, les fonctionnaires et employés en activité de service pendant toute l'année auraient dû bénéficier en 1998 d'une allocation de fin d'année de 90% du traitement de base dû pour le mois de décembre. Cela signifie que même si la tâche de ces agents se trouvait réduite en cours d'année (p. ex. congé sans traitement, congé pour travail à mi-temps, variations des tâches dans l'enseignement), le calcul de l'allocation de fin d'année aurait dû être effectué en tenant compte du traitement de base dû pour le mois de décembre.

Or, dans de telles situations de changement de tâches en cours d'année, l'Administration du Personnel de l'Etat n'a pas tenu compte du traitement de base dû pour le mois de décembre mais a déterminé le montant à allouer à titre d'allocation de fin d'année sur base de la moyenne des tâches payées au cours de l'année de référence.

Malgré les observations répétées de la Chambre des comptes, certaines allocations de fin d'année continuent à être calculées de façon non conforme aux textes légaux. Il s'ensuit que certains agents de l'Etat touchent des allocations de fin d'année dont le montant est inférieur à celui légalement dû.

*

X. LES SERVICES DE L'ETAT A GESTION SEPARÉE

Historique

En 1992, le gouvernement a lancé deux projets-pilote dans le cadre des „Services de l'Etat à gestion séparée“ autorisant le Lycée Hubert Clement à Esch-sur-Alzette et le Lycée technique du Centre de Luxembourg à mettre en place une gestion autonome des fonds destinés à couvrir les dépenses de fonctionnement et d'équipement sans pour autant bénéficier d'une autonomie administrative dans le cadre d'une personnalité juridique distincte de l'Etat.

A partir de 1997, les règles de gestion budgétaire et financière en vigueur pour ces deux établissements d'enseignement secondaire ont été étendues au Musée national d'histoire et d'art et au Musée national d'histoire naturelle.

La loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat crée le cadre légal nécessaire pour faire bénéficier certains services de l'Etat de ce statut particulier.

L'article 74 de cette loi dispose que:

„(1) La loi budgétaire peut constituer une administration, un établissement ou un service comme service de l'Etat à gestion séparée.

(2) Un règlement grand-ducal à prendre sur avis du Conseil d'Etat fixe, le cas échéant par dérogation aux principes de l'unité, de l'universalité et de l'annualité et aux règles de comptabilité tels que prévus par la présente loi, les règles de la gestion financière et comptable applicables au service à gestion séparée ainsi que les modalités du contrôle de cette gestion par le ministre ayant le service concerné dans ses attributions.“

Cette disposition est entrée en vigueur le 1er janvier 2000.

Défaut de base légale

Or, ni la loi budgétaire pour l'exercice 2000 ni le projet de budget pour 2001 ne prévoient de placer des administrations, établissements ou services sous le régime des services de l'Etat à gestion séparée. De plus, le règlement grand-ducal prévu au paragraphe 2 de l'article 74 de la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat n'a pas encore été pris.

Seules les dotations globales prévues pour les exercices 2000 et 2001 permettent de conclure que les projets-pilote dont question ci-dessus seront continués.

Il n'appartient pas à la Cour des comptes de prendre position quant au principe d'introduire de pareils services de l'Etat à gestion séparée. De fait, il s'agit d'une décision politique que la loi du 8 juin 1999

sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat a entérinée sous réserve des dispositions conditionnelles énoncées ci-dessus de l'article 74 de la précitée loi.

La Cour des comptes voudrait cependant relever qu'à défaut de donner une base légale aux services de l'Etat à gestion séparée existants par le biais de la loi budgétaire et en l'absence du règlement grand-ducal prévu au paragraphe 2 de l'article 74 de la loi précitée, ces services continuent à fonctionner – et ceci depuis 1992 – selon des modalités budgétaires et comptables contraires aux règles et principes de la loi modifiée du 27 juillet 1936 concernant la comptabilité de l'Etat et, à partir du 1er janvier 2000, de la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat.

Depuis 1992, la Chambre des comptes a déjà à maintes reprises attiré l'attention sur l'irrégularité persistante de cet état des choses en ce qui concerne les services-pilotes. Aussi la Cour des comptes ne peut-elle que réitérer le bien-fondé des observations de la Chambre des comptes, et cela également eu égard à la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat.

Cette manière de voir est partagée par le Conseil d'Etat qui, dans son avis du 24 juin 1997 relative à la loi du 8 juin 1999, a écrit à ce sujet: „Sur le plan administratif ces services (de l'Etat à gestion séparée) répondent aux règles d'une déconcentration; il serait partant erroné de parler en l'occurrence d'une décentralisation. Ceci est d'importance dans la mesure où, à défaut d'une disposition légale dérogatoire expresse, ces services répondent de plein droit aux règles générales prévues par la présente loi“. Partant, le Conseil d'Etat a proposé d'inscrire dans le corps même de la loi les principes budgétaires auxquels le règlement grand-ducal prévu au projet de loi pourrait déroger „afin d'éviter que pour des questions de légalité le régime de la gestion séparée soit exposé à une insécurité juridique peu propice à une gestion sereine de fonds publics“.

Cette proposition fut retenue par le législateur.

Difficultés de contrôle

Mise à part la question de la légalité du régime de gestion séparée, se pose celle de l'étendue et du contenu du contrôle des services fonctionnant sous ce régime dans la mesure où les règles à observer dans le cadre de leur gestion financière n'ont pas encore été établies.

En effet, si une organisation comptable conforme au système de comptabilité d'usage dans le secteur privé a bien été mise en place, des dérogations aux principes et règles de la comptabilité de l'Etat n'ont par contre jamais été clairement fixées. Ceci aurait été et serait dans l'intérêt même des services visés et permettrait d'en déterminer le cadre et la portée du contrôle.

Faute de réglementation appropriée, la Cour des comptes se verra confrontée, tout comme la Chambre des comptes, à de réelles difficultés lors de la mise en pratique de ses contrôles qui se basent justement sur la légalité et la régularité des opérations comptables.

Pour une réglementation dans les meilleurs délais

C'est pourquoi la Cour des comptes est d'avis que, pour les raisons invoquées ci-dessus, il est indispensable que les dispositions de l'article 74 de la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat trouvent application dans les meilleurs délais. Ceci d'autant plus que – eu égard à l'application depuis huit ans du système de la gestion séparée au sein des services-pilotes – l'expérience acquise devrait être suffisamment concluante pour fixer en définitive des règles appropriées de gestion financière et budgétaire en la matière.

Ainsi délibéré et arrêté par la Cour des comptes en sa séance du 20 novembre 2000.

Le Président de la Cour des comptes,
Norbert HILTGEN

